

Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
415, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 15 FÉVRIER 1936.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15TH FEBRUARY, 1936.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate)) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 1—1-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 2—1-9-o

Lettres patentes

"B. & C. Holding Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel-Alexander Shulman, avocats, et Dorothy Boretsky, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(1) Acquérir et détenir les actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par toute compagnie constituée ou exerçant le commerce en n'importe quel pays dans des débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par tout gouvernement, commissaires, corps public ou autorité suprême, municipale, locale ou autres, soit au Canada ou ailleurs;

(2) Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle de l'industrie ou des opérations de toute compagnie ou entreprise, et à cette fin rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

(3) Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les projets, les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement de tous biens, propriété ou droits;

(4) Transiger et exercer toutes sortes d'opérations d'agence financière, et particulièrement en ce qui concerne les placements de deniers, la vente de propriété et la perception et l'encaissement d'argents;

(5) Donner toute garantie en rapport avec le paiement de toutes débentures, actions-débentures, bons, obligations ou valeurs détenus par la compagnie;

(6) Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou les intérêts en iceux, ainsi que tous édifices ou structures qui peuvent se trouver sur les dits terrains ou l'un quelconque d'iceux et vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des terrains et tous ou chacun des édifices ou structures qui sont présentement ou qui pour-

Letters patent

"B. & C. Holding Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1936, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, and Dorothy Boretsky, *fille majeure*, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(1) To acquire and hold shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any company wheresoever constituted or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities, issued or guaranteed by any government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether in Canada or elsewhere;

(2) To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

(3) To employ experts to investigate and examine into the conditions, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings, and generally of any assets, property or rights;

(4) To transact or carry on all kinds of financial agency business, and in particular in relation to the investment of money, the sale of property, and the collection and receipt of money;

(5) To give any guarantee in relation to the payment of any debentures, debenture stock, bonds, obligations, or securities held by the company;

(6) To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them and to sell, lease, exchange, or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now, or may hereafter be erected thereon, and to take

ront être érigés dans la suite sur iceux, et prendre telle garantie qui sera jugée nécessaire, et ériger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction, améliorer, aménager et administrer les dits terrains et édifices;

(7) Prendre ou détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucun des terrains, édifices ou structures ainsi vendus, et vendre ou autrement aliéner les dites hypothèques;

(8) Acheter, vendre et faire des prêts sur toute propriété immobilière en prenant des hypothèques sur icelle ou autrement;

(9) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant présentement ou dans la suite ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction susceptible d'être convenablement conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, sous le nom de "B. & C. Holding Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de janvier 1936

ALEX. DESMEULES,

835 Sous-secrétaire de la Province.

such security therefor as may be deemed necessary, and to erect buildings and deal in building materials, to improve, alter and manage the said lands and buildings;

(7) To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell or otherwise dispose of said mortgages;

(8) To purchase, sell and make loans on any immoveable property by way of making mortgages thereon or otherwise;

(9) To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company now or hereafter carrying on, or engaged in or about to carry on, or engage in any business or transaction capable of being conveniently conducted, so as directly or indirectly to benefit the company, under the name of "B. & C. Holding Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,

836-o Assistant Provincial Secretary.

"Champlain News Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Bertram-Dawson Lyon, Vincent-Edward Lyon, tous deux marchands, et Harry-Edward Grundy, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dans les buts suivants:

1. Acheter et vendre, en gros et en détail, des journaux, magazines, livres, pamphlets, romans, reliés et non reliés, cartes postales et papier de toutes sortes quelconques;

2. Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de pâtisseries, biscuits, bonbons et tous articles dont le sucre et la farine forment partie; et agir comme agent pour l'achat ou la vente de tous tels articles, effets ou marchandises;

3. Ouvrir et entretenir des salles de rafraîchissements, de journaux, salles de lecture et d'écriture, salles de toilette, téléphone et autres commodités pour l'usage des clients et autres;

4. Accorder aux autres personnes ou corporations le droit ou privilège d'exercer aucun commerce sur la propriété de la compagnie, aux termes que la compagnie jugera avantageux ou à propos;

5. Manufacturer, acheter, vendre, exporter et importer des insignes en métal, drap et celluloïde, ou des insignes faits de tout autre matériel, celluloïde, métal, drap, papier et nouveautés en papier ou faits de toute autre matériel et nouveautés d'annonce de toutes sortes, comprenant la fabrication, l'importation, l'exportation, en gros et en détail, du matériel brut avec lequel aucuns des dits articles peuvent être faits; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de montres, diamants, bijouterie, ornements et articles de

"Champlain News Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty-seventh day of January, 1936, incorporating: Bertram Dawson Lyon, Vincent Edward Lyon, both merchants, and Harry Edward Grundy, advocate, all of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, for the following purposes:

1. To buy and sell, wholesale and retail, newspapers, magazines, books, pamphlets, novels, bound and unbound, postcards and papers of all kinds whatsoever;

2. To import, export, manufacture, buy, sell and deal in confectionery, biscuits, candy and all goods of which sugar or flour forms a part; and to act as agent for the purchase or sale of any such goods, wares or merchandise;

3. To provide and conduct refreshment rooms, newspaper rooms, reading and writing rooms, dressing rooms, telephones and other conveniences for the use of customers and others;

4. To grant to other persons or corporations the right or privilege to carry on any kind of business on the premises of the Company, on such terms as the Company may deem expedient or proper;

5. To manufacture, buy, sell, export and import metal, cloth and celluloid badges, or badges made of any other material, celluloid, metal, cloth, paper and paper novelties or made of any other material, and advertising novelties of all kinds, including the manufacture, importation, exportation, wholesale and retail, of the raw material of which any of said articles may be made; to manufacture, buy, sell, and deal in watches, diamonds, jewelry, ornaments and fancy articles of various kinds, and other kinds of

fantaisie de différentes sortes, et autres sortes de marchandises et effets; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de quincaillerie et spécialités et nouveautés de quincaillerie de toute sorte; acheter, vendre et faire le commerce de cameras, et pellicules et tous accessoires y appartenant;

6. Exercer l'industrie qui consiste à manufacturer, importer, acheter et vendre et faire le commerce du tabac, des cigares, cigarettes, pipes et tous tels articles et choses qui sont communément utilisés en rapport avec iceux, et généralement exercer toutes opérations commerciales incidentes et connexes au commerce du tabac;

7. Acheter, arrenter, ou autrement conclure des conventions pour occuper tout endroit ou position sur la rue publique, ou dans tout édifice public ou quais, jetée, cale, station de chemin de fer, terrain de foire, pistes de course, station de tramway, chalets, parc d'amusements ou ailleurs et acheter ou louer, ou autrement conclure des conventions pour occuper toute propriété quelconque et en quelque lieu que ce soit, susceptible d'être avantageusement utilisée en même temps que le commerce de la compagnie, et y ériger des estrades, boutiques, étalages ou placer des employés de la compagnie à tout endroit public quelconque dans le but d'acheter, vendre ou disposer de toute chose que la compagnie a l'autorisation de négocier;

8. Conduire, promouvoir ou exercer des campagnes d'annonces ou de circulation pour tout journal, livre, magazine ou autre périodique ou publication;

9. Exercer un commerce général d'annonce et de publicité dans toutes ses spécialités, et comme mandants et comme agents, et acquérir et exploiter des franchises ou privilèges pour fins d'annonce, ou pour les droits, franchises ou privilèges d'achat, de vente ou d'annonce, manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce des cartes à jouer, cartes de visite, de fête, complimentaires et de fantaisie, des valentins, marchands de timbres, nouveautés de toutes sortes, tabac, cigares et cigarettes;

10. Conduire des bibliothèques circulantes de livres, journaux, magazines et autres périodiques;

11. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables; acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

12. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, marques de commerce, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

13. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune per-

merchandise and property; to manufacture, buy, sell and deal in hardware and hardware specialties and novelties of every kind; to buy, sell and deal in cameras, films and all supplies appertaining thereto;

6. To carry on the business of manufacture, importers, buyers and sellers of and dealers in tobacco, cigars, cigarettes, pipes and all such articles and things as are commonly used in connection therewith, and generally to perform all business transactions incidental to and connected with the tobacco trade;

7. To purchase, rent or otherwise arrange to occupy any place or position on the public street, or in any public building or wharf, pier, docks, railroad stations, fairgrounds, racetracks, tramway stations, boathouses or amusement parks or elsewhere, and to buy or rent, or otherwise arrange to occupy any premises whatsoever and wheresoever located capable of advantageously being used in connection with the business of the Company, and thereupon to erect stands, shops, stalls, or to station employees of the Company at any public place whatsoever, for the purpose of buying, selling or disposing of anything the Company is authorized to deal in;

8. To conduct, promote or carry on advertising or circulation campaigns for any newspaper, book, magazine or other periodical or publication;

9. To carry on a general advertising and publicity business in all its branches, both as principals and agents, and to acquire and operate franchises or privileges for advertising purposes, or for the buying, selling or advertising rights, franchises or privileges, manufacture, buy, sell or otherwise deal in playing, visiting, festive, complimentary and fancy cards, and valentines, dealers in stamps novelties of all kinds, tobacco, cigars and cigarettes;

10. To conduct circulating libraries of books, papers, magazines and other periodicals;

11. To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights; to acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

12. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, trade marks, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

13. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company

sonne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

14. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

15. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

16. Etablir et supporter ou aider à l'établissement ou au support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés, ou ex-employés de la compagnie ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurance pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

17. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

18. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

19. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes légalement déclarés à même les surplus ou profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Emettre des actions libérées, actions-débentures, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et immunités qui peuvent être acquis par la compagnie;

20. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des obligations et des contrats par ces dites personnes;

21. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, con-

carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

14. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

15. To enter into arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from such authority any rights, privileges, and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

16. To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public, general or useful object;

17. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

18. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

19. To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for in Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds, or other securities of the company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and easements which may be acquired by the company;

20. To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of the obligations and contracts of any such person;

21. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange,

naissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables; emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures, ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables et placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

22. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

23. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, les aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation, et garantir l'exécution des contrats par ces dites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou cette personne avec lesquelles la présente compagnie aurait des relations d'affaires;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

24. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Champlain News Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,

837 Sous-secrétaire de la Province.

bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments; to borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; and to invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

22. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

23. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other Company or Corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such Company or corporation or by any other person or persons with whom the Company may have business relations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

24. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Champlain News Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,

838-o Assistant Provincial Secretary.

"Consumers Wholesale Grocers, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Théodore-Herzl Shapiro, avocats, et Betty Harris, fille majeure, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce en gros et en détail d'épiciers, marchands de grain et de provisions

"Consumers Wholesale Grocers, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1936, incorporating: Benjamin Robinson, Théodore Herzl Shapiro, advocates, and Betty Harris, spinster, bookkeeper, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the wholesale and retail business of grocers, grain and provision merchants in all its

dans toutes leurs spécialités, et aussi le commerce d'importation et d'exportation des dits produits;

2. Manufacturer, épurer, acheter, vendre et négocier les épiceries, cafés, cacao, épices, poudre à pâte, assaisonnements, essences, sauces, gelée en poudre, moutarde, citrages, savons, poudre à laver, confiseries, accessoires d'épiciers, de pâtissiers et de pharmaciens, et autres commodités semblables, et les autres produits et sous-produits qui sont incidents aux articles précités ou l'un quelconque des dits acticles;

3. Acheter, importer, exporter, préparer, manufacturer et vendre les épiceries, produits alimentaires et autres effets et marchandises se rapportant au dit commerce;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

6. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

7. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie,ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

8. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir les propriétés immobilières que la compagnie jugera nécessaires pour son industrie et les hypothéquer, les gager et les nantir comme garantie des prêts faits à la compagnie;

9. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

10. Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de cette entreprise pour la considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

11. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

12. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement

branches, and also the business of importing and exporting said products;

2. To manufacture, refine, purchase, sell and deal in groceries, coffees, cocoa, spices, baking powder, flavouring, extracts, catsups, jelly powder, mustards, blackings, soaps, washing compounds, confectionery, grocers, confectioners' and druggists' supplies, and other similar commodities, and such other products and by-products as are incidental to the foregoing or any of them;

3. To purchase, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, foodstuffs, and other wares and merchandise connected with such business;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or posessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

7. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

8. To purchase, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire immoveable property which the company may deem necessary for its industry and to hypothecate, mortgage, and pledge the same as security for loans made to the company;

9. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

10. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

11. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

12. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise

la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

13. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

14. Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de Consumers Wholesale Grocers, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,

839 Sous-secrétaire de la Province.

"Debway Hat Co., Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Michael-G. Greenblatt, Samuel Godinsky, avocats, et Ben Angen, comptable,tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de tissus de laine et de coton, lainages, soierie, toiles et vêtement de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de chapeaux pour dames;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur

deal with all or any part of the property and rights of the company;

13. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

14. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Consumers Wholesale Grocers, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,

840-o Assistant Provincial Secretary.

"Debway Hat Co., Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty ninth day of January, 1936, incorporating: Michael G. Greenblatt, Samuel Godinsky, advocates, and Ben Anger, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of ladies' hats;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention wihch may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry

le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semablbles ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir au autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières, ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Debway Hat Co., Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
841 Sous-secrétaire de la Province.

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contracts or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Debway Hat Co., Inc." with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
842–o Assistant Provincial Secretary.

"Economy Sales, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Samuel-Edgar Schwisberg, Cyril Schwisberg, Hilliard Ginsberg, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, vendre, manufacturer, exporter, importer et autrement faire le commerce et le négoce de toutes sortes de bimbeloterie, nouveautés, verrerie, quincaillerie, poterie, lampes et leurs accessoires, accessoires électriques, bijouterie, coutellerie, porcelaine et vaisselle en porcelaine, vêtement et toutes sortes d'étoffe à la verge comprenant les lainages, soies, coton, toile, rayons et toutes autres sortes de tissus, étoffes et filés;

2. Agir comme mandants ou agents pour promouvoir la production et la distribution des articles précités et, au cours de la dite promotion, posséder, exploiter et organiser des agences de vente et préparer, utiliser, distribuer, vendre ou louer de la publicité, des conseils pour promouvoir les ventes et choses semblables se rapportant à l'expansion de l'industrie;

3. Ouvrir et opérer des succursales, fabriques, magasins et départements du crédit et toutes sortes d'établissements où le commerce de la compagnie peut être exercé;

4. Exercer toute autre industrie, manufactu-

"Economy Sales, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of January, 1936, incorporating: Samuel Edgar Schwisberg, Cyril Schwisberg, Hilliard Ginsberg, all Advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To buy, sell, manufacture, export, import and otherwise deal in and deal with all kinds of toys, novelties, glassware, metalware, earthenware, lamps and their accessories, electrical equipment, jewelry, cutlery, china and porcelain crockery, wearing apparel and all kinds of piece goods including woollens, silks, cottons, linens, rayons and all other kinds of textiles, fabrics and yarns;

2. To act as principals or agents in the promotion of the production and distribution of the aforesaid articles and, in the course of such promotion, to own, operate and organize sales agencies and to prepare, use, distribute, sell or lease advertising matter, sales promotion counsel, and similar matter relating to trade expansion;

3. To open and operate branches, manufactories, stores and credit departments and all kinds of establishments where the business of the Company may be carried on;

4. To carry on any other business, whether

rière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou propre à accroître la valeur des biens et droits de la compagnie ou les rendre profitables;

5. Emettre des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie en paiement ou en paiement partiel de tous biens, mobiliers ou immobiliers, franchises, options, ou autres droits ou privilèges;

6. Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute personne, société ou corporation, et accepter en considération d'icelui des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

7. Faire tous les autres actes nécessaires à l'entreprise, l'exercice et la réalisation d'aucun des commerces que cette compagnie est autorisée à exercer et à exploiter, sous le nom de "Economy Sales, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
843 Sous-secrétaire de la Province.

manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or capable of enhancing the value of or rendering profitable any of the company's properties or rights;

5. To issue fully or partly paid up shares of the company in payment or in part payment of any property, moveable or immoveable, assets, franchises, options, or other rights or privileges;

6. To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any person, partnership or corporation, and accept in consideration therefor shares, debentures, bonds, or other securities of any other company;

7. To do any other acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the business which this company is authorized to engage in and carry on, under the name of "Economy Sales, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
844-o Assistant Provincial Secretary.

"German Club Harmonia, Incorporated—Deutscher Verein Harmonia, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1936, constituant en corporation, sans capital-actions: Hubert-Auguste Wills, fabricant de patrons, Simon Gorenflo, marchand, et William-H. Tenke, mécanicien, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir le bien-être des Allemands à Montréal par tous les moyens conformes à la Loi canadienne, sous le nom de "German Club Harmonia Incorporated—Deutscher Verein Harmonia, Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $20,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
845 Sous-secrétaire de la Province.

"German Club Harmonia, Incorporated—Deutscher Verein Harmonia, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of January, 1936, to incorporate as a corporation without share capital: Hubert Auguste Wills, patron maker, Simon Gorenflo, merchand, and William-H. Tenke, mechanic, all of Montreal, for the following purposes:

Promote the welfare of the German people in Montreal by all means within the canadian law, under the name of "German Club Harmonia, Incorporated—Deutscher Verein Harmonia, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited is $20,000.00.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
846-o Assistant Provincial Secretary.

"Giroux et Compagnie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Mlle Géraldine Courtois, Marcel Paré, tous deux commis, et Louis-Philippe Larivière, avocat, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Construire des résidences et autres édifices sur tels biens immobiliers ou aucunes parties d'iceux, reconstruire, modifier ou améliorer des édifices ou travaux existant déjà sur ces biens immobiliers, subdiviser, améliorer ou développer des terrains pour fins de vente ou autrement et faire et réaliser toutes choses légales et nécessaires à leur développement et amélioration;

b) Exercer le commerce d'entrepreneurs, cons-

"Giroux et Compagnie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1936, incorporating: Miss Géraldine Courtois, Marcel Paré, both clerks, and Louis Philippe Larivière, advocate, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

a) To construct dwelling houses and other buildings, upon such real estate or any part thereof, to re-build, alter or improve existing buildings or works thereon, to subdivide, improve or develop lands for the purposes of sale or otherwise, and to do and perform all things lawful and needful for the development and improvement of the same;

b) To carry on business as contractors, build-

tructeurs, couvreurs, importateurs, négociants de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, préparations pour couvrir, pierre et brique, et autres matériaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par des entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, avec pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations exerçant un commerce semblable, exercer aussi tout autre commerce d'une nature semblable ou incident au commerce susdit;

c) Démolir des résidences et autres édifices ou aucunes parties d'iceux et vendre les matériaux provenant de tels résidences ou édifices ou de parties d'iceux et faire généralement ce commerce;

d) Manufacturer et vendre des matériaux de toutes sortes pour constructeurs et entrepreneurs y compris les matériaux brevetés et autres matériaux de toutes descriptions et entre autres, manufacturer de la chaux et autres produits semblables et de faire les installations nécessaires à ces fins;

e) Acheter, vendre, améliorer, administrer, faire valoir, disposer et trafiquer des terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, valeurs, actions, marchandises et autres biens sur la garantie desquels toutes avances peuvent avoir été faites par la compagnie en ce qui concerne les terrains et développer les ressources et nettoyer, drainer, vendre ou ériger des travaux publics et autres améliorations et généralement exercer tout autre commerce de manufacturiers ou autrement qui ne viendraient pas en conflit avec l'objet de la présente compagnie;

f) Prendre et détenir des hypothèques, gages, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucune partie des propriétés de la compagnie de toute nature quelconque vendue par la compagnie ou de toute somme d'argent due à la compagnie par des acheteurs et vendre ou autrement disposer des dites hypothèques, gages, privilèges et charges;

g) Établir des agences et succursales;

h) Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement avec toute personne, société ou corporation, s'occuper d'un commerce semblable, en tout ou en partie, à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

i) Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou entreprise dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, et pour cela nommer et rétribuer des directeurs, comptables, d'autres experts ou agents pour gérer, exploiter et administrer comme gérants la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires de la corporation dont les obligations, actions, débentures et autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour le prix qu'on croira raisonnable et juste;

j) Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

k) Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses encourues lors de sa formation ou de son organisation;

l) Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou location d'immeubles et propriétés immobilières et généralement exercer le commerce d'agent d'immeuble dans toutes ses spécialités;

m) Agir comme agent pour la vente et l'achat de terrains, édifices et biens divers et comme agent en assurance sur le feu, sur la vie, maritime, con-

ers, roofers, importers, dealers in concrete, cement, asphalt, sheet metal, roofing preparations, stone and brick and other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers, with power to act as agents for other persons or corporations carrying on a similar business, and also to carry on any other business of a like nature or incidental to the foregoing;

c) To demolish residences and other buildings or any part thereof and to sell the materials from the said residences or buildings or any parts thereof and generally to deal therewith;

d) To manufacture and sell materials of all kinds for builders and contractors, including patented materials or other materials of every description and among other things, to manufacture lime and other similar products and to make the necessary installations for such purposes;

e) To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, merchandise and other property on the security of which any advances shall have been made by the company, and as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on any business, manufacturing or otherwise, which shall not conflict with any of the company's objects;

f) To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the Company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the company from purchasers and to sell or otherwise dispose of the said mortgages, hypothecs, liens and charges;

g) To establish agencies and branches;

h) To unite, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation, carrying on a business similar in whole or in part to that which the present company is authorized to carry on;

i) To take part in the management, supervision or control of the affairs or operations of any company or undertaking whose objects are altogether or partly similar to those of the company, and for such purpose to appoint and remunerate directors, accountants, or other experts or agents to manage, operate and administer as managers the property, franchises, undertaking and affairs of the corporation whose bonds, shares, debentures and other securities are held by the company for such price as we may deem reasonable and just;

j) To invest and dispose of the monies of the company which are not immediately required in the manner to be determined from time to time;

k) To pay out of the funds of the company any expenses incurred at the time of its formation or organization;

l) To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immovable property and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immovable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

m) To act as agent for the sale and purchase of lands, buildings and various property and as agents for fire, life, marine accident, fire and

tre les accidents, le feu, pour automobile et généralement toutes autres classes d'assurances, sous le nom de "Giroux et Compagnie, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions ordinaires ou communes de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
847-o Sous-secrétaire de la Province.

automobile insurance and generally all other classes of insurance, under the name of "Giroux et Compagnie, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) common or ordinary shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
848 Assistant Provincial Secretary.

"Harrison Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Arnold-Perley Caswell, comptable agréé, Lawrence-Mansfield Morphy, agent de manufacturiers, David-Christie Shaw, estimateur, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, assumer, entreprendre ou autrement acquérir la totalité ou une partie quelconque du commerce, de la propriété, des biens et engagements de toute présente firme, association ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens ou droits convenant aux fins de la présente compagnie et en assumer les obligations, s'il y en a, et les payer en deniers ou en actions libérées de la compagnie;

2. Importer, exporter, acquérir, posséder, acheter, rassembler, manufacturer et autrement négocier en gros et en détail chacune ou toutes sortes d'instruments scientifiques, instruments nautiques, instruments de dessin, et accessoires, instruments d'arpentage, niveaux et lunettes, thermomètres, baromètres, hydromètres, hygromètres, télescopes, microscopes, jumelles de campagne, loupes, livres de génie, cartes, jauges de pression, contrôles pour la température, thermographes et chacun ou tous instruments de nature semblable, ainsi que chacun ou tous accessoires, articles ou parties utilisés pour entretenir, réparer, ou nécessaires en rapport avec les objets précités;

3. Louer, prendre à bail, échanger, réparer, nettoyer ou rendre tous services en rapport avec chacun ou tous les instruments parties, outillages, matériels mentionnés dans le paragraphe précédent;

4. Acheter ou acquérir autrement ou posséder par bail ou tout autre titre tous immeubles qui peuvent être jugés nécessaires aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et payer pour telles acquisitions en argent ou en actions de la compagnie;

5. Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucunes autres compagnies ou corporations engagées dans les affaires susceptibles d'être conduites pour le bénéfice de la compagnie;

6. Solliciter, acheter, posséder, louer ou autrement acquérir des patentes, marques de commerce, licences, dessins industriels, patrons, inventions, perfectionnements et procédés ou autorisations, noms de commerce, marques de commerce, concessions ou choses semblables, conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autres renseignements relatifs à aucune invention qui semblera propre à l'avancement d'aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra susceptible directement ou

"Harrison Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of January, 1936, incorporating: Arnold Perley Caswell, chartered accountant, Lawrence Mansfield Morphy, manufacturers' agent, David Christie Shaw, estimator, all of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase, take over, undertake or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any present firm, association or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property or rights suitable for the purposes of the company and to assume the obligations thereof, if any, and to pay for the same in cash or in paid up shares of the company;

2. To import, export, acquire, own, purchase, assemble, manufacture and otherwise deal wholesale or retail in any or all kinds of scientific instruments, nautical instruments, drawing instruments and supplies, surveying instruments, levels and transists, thermometers, barometers, hydrometers, hygrometers, telescopes, microscopes, field glasses, magnifiers, engineering books, charts, pressure gauges, temperature controls, thermographs and any or all instruments of a similar nature, also any or all accessories, articles or parts used to maintain, repair, or necessary in connection with the aforesaid;

3. To lease, hire, exchange, repair, clean or render any services in connection with any or all of the instruments, parts, equipment, material specified in the foregoing paragraph;

4. To purchase or otherwise acquire or own by lease or any other title, any immovable which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisitions either in cash or in shares of the company;

5. To purchase, acquire, own, sell, cede and transfer shares, debentures and other securities of any other companies or corporations engaged in any business capable of being carried on for the benefit of the company;

6. To apply for, purchase, own, lease or otherwise acquire patents, trade-marks, licenses, industrial designs, patterns, inventions, improvements and processes or authorizations, trade-names, trade-marks, concessions and similar things conferring any limited, exclusive or non-exclusive right for the use of any secret or other information respecting any invention which may appear proper for the furthering of the company's objects, or the acquisition of which may seem capable, directly or indirectly, of being advantageous

indirectement d'avantager la présente compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

7. S'amalgamer avec, assumer à titre d'affaires en opération ou autrement, aucune compagnie, corporation ou affaires dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, aux termes et conditions jugés convenables;

8. Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée;

9. Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider aux moyens de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, de débentures ou autres valeurs ou autrement, toutes compagnies, corporations ou autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

10. Solliciter, accepter, conclure avec autorités municipales, provinciales, locales ou autres, les arrangements qui paraitront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, obtenir aussi d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et aussi exécuter et exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges ou concessions;

11. Bâtir, construire, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, entretenir, exploiter, administrer, louer, vendre ou autrement disposer des fabriques en tous genres, magasins, entrepôts, docks, quais, et autres structures, bâtisses, constructions, franchises, connexes à leurs opérations, pour protéger, prévenir, fabriquer, vendre, distribuer, ou autrement disposer des denrées ou tous autres produits fabriqués par la compagnie ou dont elle trafique et des autres effets et marchandises;

12. Ouvrir, posséder et mettre en opération des succursales ou branches de commerce pour l'exploitation de son commerce ou industrie;

13. Rémunérer aucune personne pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'un nombre de parts ou autres titres de la compagnie, ou d'aucuns services rendus à la compagnie relativement à sa formation ou promotion;

14. Donner à d'autres personnes ou corporations le droit ou privilège d'exercer toute espèce d'industrie sur les terrains de la compagnie, aux termes que la compagnie jugera convenables ou appropriés;

15. Recevoir de ses clients ou futurs clients des dépôts d'argent qui seront portés au compte de ces personnes en vue d'achats futurs et payer intérêt sur ces dépôts au taux et aux conditions jugés convenables;

16. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

17. Faire telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Harrison Company", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la province.

849

to the present company, also to utilize, exercise, develop, grant licenses in respect of and otherwise turn to account the property, rights or information thus acquired;

7. To amalgamate with, take over as a going concern or otherwise, any company, corporation or business having objects in whole or in part similar to those of the company, on such terms and conditions as may be deemed expedient;

8. To perform any acts, exercise any powers or business connected with attainment of the objects for which the company is incorporated;

9. To raise or assist in raising funds and to assist by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any companies, corporations or other person or persons with whom the company may have dealings;

10. To apply for, accept, enter into any arrangements with any authorities, municipal, provincial, local or other, which may appear conducive to the objects of the company or any of same, and to obtain from such authorities the rights, privileges and concessions which the company may deem desirable to obtain, and also execute and exercise such arrangements, rights, privileges or concessions and comply therewith;

11. To build, construct, purchase or otherwise acquire, hold, own, maintain, operate, manage, lease, sell or otherwise alienate factories of every kind, stores, warehouses, docks, wharves and other structures, constructions, buildings, franchises, relating to its operations, to protect, anticipate, manufacture, sell, distribute or otherwise dispose of wares or any other products manufactured by the company or in which it deals, and other effects and merchandise;

12. To open, own and operate branches or lines of business for the carrying on of its business or trade;

13. To remunerate any persons for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any shares or other securities of the company, or for any services rendered to the company in connection with the formation or promotion thereof;

14. To grant to other persons or corporations the right or privilege to carry on any kind of business on the premises of the company, on such terms as the company shall deem expedient or proper;

15. To receive from its customers or intended customers deposits of money to be applied to the account of such persons in view of future purchases and to pay interest on such deposits at the rate and on the conditions found advisable;

16. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

17. To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Harrison Company", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

850–o

"Hodge Auto Parts, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier, 1936, constituant en corporation: Gerald-Augustine Coughlin, un des Conseils en Loi de Sa Majesté, Edmund-Francis Coughlin, un des Conseils en Loi de Sa Majesté, et Willena-Patricia Goodwin, fille majeure, tous trois de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. (*a*) Acheter, vendre et autrement disposer, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter et importer et négocier, soit comme mandants ou agents, et à commission, consignation ou autrement, des automobiles, moteurs, engins, machines, accessoires, parties, et toutes sortes de machinerie, outillage, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions, et dispositifs, soit incidents à la construction des automobiles ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux, ou dans la fabrication, l'entretien et la mise en opération d'iceux respectivement;

(*b*) Acquérir comme entreprise en exploitation et exercer le commerce exercé présentement à Drummondville, P. Q. et ailleurs sous les nom et raison sociale de "Hodge Auto Parts Reg'd", ainsi que la propriété, les biens, la clientèle et obligations d'icelle; et les payer totalement ou partiellement par l'émission et la répartition d'actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie;

(*c*) Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce de caoutchouc, et d'articles et effets de toutes sortes dans lesquels le caoutchouc est une partie constituante, ainsi que les matériels divers qui entrent dans la fabrication des dits articles et effets;

(*d*) Manufacturer, acheter, vendre, louer ou autrement acquérir et faire le commerce d'appareils et dispositifs mécaniques et électriques pour l'économie du combustible;

(*e*) Réparer, reconstruire et autrement faire le commerce des automobiles, véhicules-moteurs et tous accessoires en rapport avec iceux;

(*f*) Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et négocier la quincaillerie;

2. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne, société, association, compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant ou appropriés aux fins de la présente compagnie;

4. Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, droits, parts, privilèges, franchises que cette compagnie pourra acquérir par aucun titre, ou pour les fins de l'industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, ou pour l'un ou plusieurs de ses objets;

"Hodge Auto Parts, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of January, 1936, incorporating: Gerald Augustine Coughlin, one of His Majesty's Counsel learned-in-the-law, Edmund Francis Coughlin, one of His Majesty's Counsel learned-in-the-law, and Willena Patricia Goodwin, Spinster, of the full age of majority, all three of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. (*a*) To buy, sell and otherwise dispose of, hold, own, manufacture, produce, export and import and deal in, either as principal or agent, and upon commission, consignment or otherwise, automobiles, motors, engines, machines, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions, and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance and operation thereof respectively;

(*b*) To acquire as a going concern, and carry on the business presently carried on in Drummondville, P. Q. and elsewhere under the firm name and style of "Hodge Auto Parts Reg'd", together with the property, assets, goodwill and liabilities thereof; and to pay for the same in whole or in part by the issue and allotment of fully paid up shares of the capital stock of the company;

(*c*) To manufacture, buy, sell, import, export and generally deal in rubber, and articles and goods of all kinds of which rubber is a component part, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods;

(*d*) To manufacture, buy, sell, lease or otherwise acquire and deal in fuel-saving, mechanical and electrical apparatus and devices;

(*e*) To repair, reconstruct and otherwise deal with automobiles, motor vehicles and any appliances in connection therewith;

(*f*) To manufacture, import, export, buy, sell and deal in hardware;

2. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

3. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, partnership, association, company or corporation having objects altogether, or in part, similar to the company, or carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property which may seem suitable or desirable for the purposes of the company;

4. To issue fully paid up shares, bonds, debentures, obligations or other securities of the company in payment, or part payment of any property, movable or immovable, real or personal, rights, shares, privileges or franchises which the company may acquire by any title, or for the purposes of the business which the company is authorized to carry on or for one or more of its objects;

5. Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, droits d'auteur, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

6. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle personne, société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

7. Souscrire, acheter, acquérir, détenir, vendre, échanger, disposer ou autrement faire le commerce d'obligations, débentures, titres ou autres valeurs ou obligations, ou tout intérêt en iceux, de toute autre compagnie;

8. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

9. Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis, et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs prédécesseurs en affaires, ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurance pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

10. Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

11. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes propriété mobilière ou immobilière, et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et particulièrement toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

12. Construire, améliorer, entretenir, travail-

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, copyright, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

6. To enter into partnership or into any agreement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To subscribe for, purchase, acquire, hold, sell, exchange, dispose of, or otherwise deal in bonds, debentures, stock or other securities or obligations or any interest therein of any other company;

8. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

9. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

10. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal, of any dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

11. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and, in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

12. To construct, improve, maintain, work,

ler, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, y contribuer, les subventionner ou autrement les aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

13. Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

14. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter, et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, reçus d'entrepôts, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

15. Louer, vendre ou autrement disposer du commerce, des biens et des entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

16. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, attribuer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

17. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans toute autre province ou dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de telle province ou pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans tout procès ou poursuite;

18. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

19. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

20. Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par des circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

21. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

22. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

23. Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps, sera déterminée;

manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated, directly or indirectly, to advance the Company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

13. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

14. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants and other negotiable or transferable instruments;

15. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

16. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

17. To procure the company to be registered and recognized in any province, or foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such province or foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

18. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

19. To raise and assist in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

20. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

22. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar, in whole or in part, to those of this company;

23. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as, from time to time, may be determined;

24. Payer à même les fonds de la compagnie les dépenses et frais encourus dans l'incorporation et l'organisation de cette compagnie;

25. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et par l'entremise d'agents, fidéicommis ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

26. Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Hodge Auto Parts, Limited", avec un capital de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars, ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
851 Sous-secrétaire de la Province.

24. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organisation thereof;

25. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

26. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Hodge Auto Parts, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the City of Sherbrooke, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
852-o Assistant Provincial Secretary.

"Imperial Warehousing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Harry Blanshay, Joël Marcovitz, avocats, Lily Stromberg, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Agir comme agents, agents à commission, agents maritimes, courtiers en douane, agents de transport, expéditeurs et voituriers par terre et par eau, gardiens de quais et entreposeurs avec le droit d'émettre des récépissés d'entrepôts et autres documents d'un caractère et effet semblables, aux personnes entreposant ou emmagasinant des marchandises ou autres articles et faire des avances et prêts sur la garantie d'iceux;

2. Agir comme agents d'assurance et ajusteurs d'assurance, ajusteurs et agents de fret et de réclamations de toutes sortes;

3. Représenter chacune et toutes compagnies, firmes ou individus, exploitant une spécialité quelconque du commerce que la compagnie a l'autorisation d'exploiter et accepter ou payer une commission ou autres rémunérations pour services rendus;

4. Pour les fins du commerce précité, acheter, bâtir et construire ou autrement acquérir, posséder, affréter, entretenir, mettre en opération, administrer et utiliser des bateaux et vaisseaux, et acheter ou autrement acquérir des parts dans tout navire;

5. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

6. Emettre des actions libérées, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel, de toute propriété, réelle ou personnelle, mobilière ou immobilières, biens ou autres droits, baux, commerce, franchises, entreprise, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions dont la présente compagnie peut légalement avoir besoin et aussi en paiement de services rendus à la compagnie au moyen de promotion ou autrement, et émettre des actions entièrement libérées, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel ou en échange pour les actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou incident au commerce de la présente compagnie;

"Imperial Warehousing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1936, incorporating: Harry Blanshay, Joël Marcovitz, advocates, Lily Stromberg, stenographer, *fille majeure*, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To act as agents, commission agents, vessel agents, custom house brokers, cartage agents, forwarders and carriers by land and water, wharfingers and warehousemen, with the right to issue warehouse receipts and other documents of a similar character and effect to persons warehousing or storing merchandise or other articles and to make advances and loans upon the security thereof;

2. To act as insurance agents and insurance adjusters, freight and claim adjusters and agents of all kinds;

3. To represent any and all companies, firms or individuals, engaged in any branch of the business which the Company is authorized to carry on and to accept or pay any commission or other remunerations for services rendered;

4. For the purposes of the business aforesaid, to purchase, build or construct or otherwise acquire, own, charter, maintain, operate, manage and use boats and vessels, and to purchase or otherwise acquire shares in any ship;

5. To invest and deal with the monies of the Company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

6. To issue paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, moveable or immoveable, property or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concessions, which the Company may lawfully require and also in payment of services rendered to the Company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, in payment or in part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other Company, doing a business similar or incidental to the business of the Company;

7. Exercer tout commerce ou entreprise, qui sembleront, à la compagnie, susceptibles d'être économiquement ou convenablement exercés en même temps qu'une partie quelconque du commerce de la présente compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, sous le nom de "Imperial Warehousing Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
853 Sous-secrétaire de la Province.

7. To carry on any business or undertaking which may seem, to the Company, capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the Company's business or calculated directly or indirectly to enhance the Company's interests, under the name of "Imperial Warehousing Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
854-o Assistant Provincial Secretary.

"Investors and Traders, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Edouard Mondor, notaire public, Cécile De Repentigny, fille majeure, sténographe, Adrien-R. Rousse, agent, tous de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Acquérir par achat, bail, ou autrement détenir, utiliser, améliorer, développer, administrer, hypothéquer, louer, transférer, vendre, échanger, aliéner et faire le commerce de biens-fonds et d'immeubles de toute description, franchises, permis, commerce, ou tout intérêt en iceux, et ériger, aménager, réparer et entretenir des édifices sur les terrains dans lesquels la compagnie pourrait avoir des intérêts;

(*b*) Faire en général des travaux d'améliorations immobilières et de construction, et manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction et autres, et agir comme organisateurs, promoteurs, agents ou courtiers d'assurance, de finance, à commission et pour des opérations de prêts et placements, pour l'achat, la location, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, commerce ou entreprise, faire des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté les affaires de banques, et à ces fins, recevoir de l'argent d'autres personnes, pour le prêter ou placer et garantir le remboursement de tels prêts et placements, détenir des mortgages, hypothèques, privilèges, charges et autres garanties de toute nature pour assurer le paiement des dettes dues ou des avances faites par la compagnie, pour elle-même ou pour d'autres, recevoir et administrer tout fonds d'amortissement, aux termes qui pourront être convenus, et recevoir de l'argent en dépôt, et payer intérêt sur tel dépôt, prêter de l'argent sur la garantie des biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers;

(*c*) Acquérir et exploiter ou administrer la totalité ou une partie quelconque du commerce, de l'actif ou du passif de toute personne, succession, firme, association ou corporation que la compagnie croira pouvoir exploiter ou gérer ou susceptible de faire valoir ou d'augmenter la valeur des propriétés, des intérêts ou droits de la compagnie;

(*d*) Vendre, hypothéquer, nantir, louer les propriétés, les droits, les franchises et les entreprises de la compagnie en tout ou en partie, ou en disposer autrement, pour la considération que la compagnie croira acceptable, et particulièrement pour toutes actions ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

"Investors and Traders, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of January, 1936, incorporating: Edouard Mondor, notary public, Cécile De Repentigny, spinster, stenographer, Adrien R. Rousse, agent, all of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To acquire by purchase, lease, or otherwise hold, use, improve, develop, manage, mortgage, lease, transfer, sell, exchange, dispose of and deal in real estate and in immoveables of every description, franchises, permits, business, or any interest therein, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon land in which the Company may have any interest;

(*b*) To carry on a general real estate improvement and contracting business, manufacture, and deal in builders' and other supplies, and to act as organizers, promoters, insurance, financial, commission, loan and investment agents or brokers, for the purchase, lease, sale, improvement, development and management of any property, business and undertaking, to carry on a loan and investment business of every kind, excepting banking business, and for that purpose to receive money from others for loan or investment and to guarantee the payment of such loans and investments, to hold mortgages, hypothecs, liens, charges and other securities of every description, to secure any debts due or advance made by the company for itself or for others, to receive and manage any sinking fund on such terms as may be agreed upon and to receive money in deposit and pay interest on same, to lend money upon the guarantee of property, real or personal, moveable or immoveable;

(*c*) To acquire and carry on or manage all or any part of the business, assets, or liabilities of any person, estate, firm, association, or corporation, which may seem to the Company capable of being carried on or managed by it, or calculated to render profitable or enhance the value of the company's property, interest or rights;

(*d*) To sell, mortgage, pledge, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertaking of the Company, or any part thereof, for such consideration as the Company may deem fit, and in particular for any shares or securities of any other company having objects wholly or partly similar to those of this Company;

(*e*) Se joindre avec toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

(*f*) Acheter ou autrement acquérir des parts, actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, et tant que la compagnie les détiendra, elle exercera tous les droits de propriété;

(*g*) Emettre des actions, obligations, débentures ou autres valeurs, créditées comme entièrement ou partiellement libérées, en paiement intégral ou partiel de toute propriété, travaux ou services rendus ou convenus d'être rendus, droits, bail, commerce, franchises, entreprises, privilèges, permis ou concessions, ou pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce totalement ou partiellement semblable ou connexe à celui de cette compagnie;

(*h*) Souscrire, souscrire éventuellement à forfait, et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir soit absolument comme propriétaire ou comme agent ou comme garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantir la vente, et céder, transporter ou autrement disposer et faire le commerce, en toute capacité, d'obligations, débentures, hypothèques et autres titres de créances, parts, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque, compagnie de service public, commerciale, industrielle ou autre corporation, individu ou association;

(*i*) Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation ou compagnie;

(*j*) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou de nature à accroître la valeur des biens ou valeurs de la compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les réémettre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

(*k*) Prélever et aider à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation, individu ou association ou par toutes autres personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

(*l*) Employer les deniers ou le crédit de la compagnie, et agir comme agents ou procureurs pour et au nom d'autres, pour la totalité ou une partie quelconque des objets et fins énumérés;

(*m*) Acheter des réclamations et droits litigieux contre des meubles et immeubles;

(*n*) Faire tout ce qui est convenable ou approprié pour les fins et objets énumérés, ou la protection ou le bénéfice de la compagnie, comme mandants ou agents, sous le nom de "Investors and Traders, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

855

(*e*) To amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this Company;

(*f*) To purchase or otherwise acquire, shares, stocks, bonds or other securities of any other company, and while holding same, to exercise all the rights of ownership;

(*g*) To issue shares, bonds, debentures, or other securities credited as fully or partly paid up, for payment in whole or in part of any property, work or services rendered or agreed to be rendered, rights, lease, business, franchises, undertaking, privilege, license, or concession, or for shares, debentures, bonds or other securities of any other company doing a business wholly or partly similar or incidental to that of this Company;

(*h*) To subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange or other legal title and to hold either absolutely as owner or agents, or by way of collateral security or otherwise, and to sell guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of, or deal in any capacity in bonds, debentures, mortgages and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government, or municipal or school corporation, or any banking, public utility, commercial, industrial or other company, corporation, individual or association;

(*i*) To promote, organize, manage or develop any corporation or company;

(*j*) To enter into any agreement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventures, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the Companys' properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

(*k*) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association with which this company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association, or by any other persons with whom the company may have business relations;

(*l*) To employ the money or credit of the Company and to act as agents or attorneys for and on behalf of others, for all or any purposes and objects enumerated;

(*m*) To buy litigious claims and rights of movables and immovables;

(*n*) To do everything convenient or proper, for the purposes and objects enumerated, or the protection or benefit of the Company, as principals or agents, under the name of "Investors and Traders, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

856-o

"J.-A. Gagnon, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Alonzo Blouin, courtier, Alfred Jalbert, courtier en assurances, et Joseph-Henri Bergeron, Snr., comptable, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce en gros et en détail de marchands de modes pour dames, chapeaux, pour dames et hommes, bérets et casquettes et toutes sortes de coiffures, robes, capes, manteaux, vêtements, sous-vêtements, lingerie, hardes pour hommes, femmes et enfants de toute description, mercerie, fournitures, gants et mitaines, souliers et toutes sortes de chaussures, articles en cuir et en caoutchouc, garnitures, drap, soie et autres étoffes tissées, fourrures, fleurs artificielles, fougère, emblèmes, aigrettes, nouveautés, ornements, bijouterie, bonneterie, corsets, cosmétiques, horloges, montres, papeterie et quincaillerie, vitres, faïence, coutellerie, acier, élastique, fil métallique, paille, poinçons en métal, patrons, dessins, peintures, teintures, et autres articles, produits, commodités et accessoires de même nature nécessaires ou appropriés aux fins du commerce et agir comme agents, marchands à commission ou représentants et ouvrir des magasins, manufactures, boutiques, bureaux, entrepôts;

Exercer toute autre industrie similaire, manufacturière ou autre, connexe à l'industrie précitée ou que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que l'industrie ci-dessus, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des droits ou biens de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement tout commerce de même nature, y compris le fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et les autres accessoires et les payer en argent ou en actions dûment libérées de la compagnie, au prix et pour le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger des actions du capital ou des débentures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et posséder, détenir, développer, faire le commerce, vendre ou autrement toutes sortes d'immeubles ou propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins, et édifices et tous intérêts ou droits y afférents;

Acquérir de toute personne ou commerce étranger à la compagnie, ou de tout actionnaire ou directeur de la compagnie, toutes propriétés tant mobilières qu'immobilières nécessaires au dit commerce;

Souscrire, acheter ou acquérir, ou accepter, détenir, en faire le commerce et disposer des obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous les droits de vote attachés à ces valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par un procureur dûment nommé;

Faire des avances de deniers, au moyen de prêts, obligations ou autrement, aux personnes ou corporations ayant des relations commerciales avec la compagnie et à d'autres personnes, aux termes et pour les garanties qui seront jugés recommandables, et garantir l'exécution de toutes

"J.-A. Gagnon, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of January, 1936, incorporating: Alonzo Blouin, Broker, Alfred Jalbert, Insurance Broker, and Joseph Henri Bergeron, Sr., Accountant, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and deal in as wholesale and retail merchants in ladies' millinery, ladies' and men's hats, berets and caps and every kind of headgear, dresses, capes, coats, clothing, underwear, lingerie, men's ladies' and children's wearing apparel of every description, haberdashery, furnishings, gloves and mitts, shoes, and every kind of footwear, leather and rubber goods, trimmings, cloths, silk and other fabric textures, furs, artificial flowers, ferns, emblems, feathers, novelties, ornaments, jewellery, hosiery, corsets, cosmetics, clocks, watches, stationery and hardware, glass, crockery, cutlery, steel, elastic, wire, straw, metal dies, patterns, designs, paints, dyes, and other articles, products, commodities and accessories of the same nature necessary or convenient for the purposes of the business and to act as agents, commission merchants or representatives, and to open stores, factories, shops, offices, warehouses;

To carry on any similar business, whether manufacturing or otherwise, which is germane to the foregoing and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including stock in trade, good-will, furniture and other accessories, and pay for same in cash, or duly paid up shares of the company, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immovable property, lands, warehouses, stores and buildings and any interests or rights connected therewith;

To acquire from any person or business foreign to the company, or from any shareholder or director of the company, any properties both movable as well as immovable necessary to the said business;

To subscribe for, purchase, or acquire, or to accept, hold, deal in, and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation, and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy, duly appointed;

To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any undertaking by any other company, firm or indi-

entreprises par toute autre compagnie, firme ou individu en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels elle est en aucune manière intéressée;

Agir comme administrateurs ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce similaire ou semblable;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou transport, de l'argent ou toutes actions, titres, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

S'associer ou faire toute convention pour le partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

Emettre des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations, ou débentures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tout droit acquis par la compagnie, et rémunérer en argent ou en actions, obligations, ou débentures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme et corporation, pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "J.-A. Gagnon, Incorporée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
857-o Sous-secrétaire de la Province.

vidual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation and to accept, by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds, or securities of any other company, or corporation;

To enter into partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation, for any property or right acquired by the company and to remunerate, either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "J.-A. Gagnon, Incorporée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of January 1936.

ALEX. DESMEULES,
858 Assistant Provincial Secretary.

"Jubilee Gold Exploration Syndicate, Limited". (Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 3, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Louis Armand Dufour, marchand, Léo-Charles Duquet, comptable, William-Henry Mullin, expert en mines, John Gilmore, comptable, et Henry-Octavius Atkinson, ingénieur civil, tous de Montréal, P. Q., dans les buts suivants:

(1) Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

(2) Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer, ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'inventions ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle,

"Jubilee Gold Exploration Syndicate, Limited". (No personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty ninth day of January, 1936, incorporating: Louis Armand Dufour, merchant, Leo Charles Duquet, accountant, William Henry Mullin, mining consultant, John Gilmore, accountant, and Henry Octavius Atkinson, civil Engineer, all of Montreal, P. Q., for the following purposes:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever; and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, tele-

des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvois électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 à 112, chapitre 80 de la Loi des mines de Québec, en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

(8) Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

(9) Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce qu'une compagnie constituée en vertu de cet article peut exercer, et les payer en actions libérées totalement ou partiellement, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y appartenant;

(10) Faire tous les actes et opérations accessoires à ceux susmentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

(11) Et il est de plus ordonné et déclaré que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle autre que le montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Jubilee Gold Exploration Syndicate, Limited (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital total de cinquante mille dollars ($50,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions d'une valeur au pair de vingt dollars ($20.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, distr.ct de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
859 Sous-secrétaire de la Province.

"Jules Paradis, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Jules Paradis, Camionneur, René Dupuis, Comptable, et Dame Evelyne L'Espérance-Paradis, épouse de Jules Paradis, contractuellement séparée de biens et dûment autorisée par son époux, tous de Québec, dans les buts suivants:

a. Acheter, acquérir, louer, arrenter, posséder, faire le commerce, opérer et louer des taxis, automobiles, autobus-observatoires, camions et toutes sortes de véhicules-moteurs, et faire le commerce de livraison par véhicules-moteurs, et celui de voituriers privés pour les personnes, effets, articles et marchandises;

b. Acheter, acquérir, posséder et opérer des garages, poste de service, postes de ravitaillement, boutiques pour la réparation d'automobiles, entrepôts pour l'emmagasinage et autre spécialité de l'industrie de l'automobile;

c. Exercer tout autre commerce en toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement ou de nature à accroître directement ou indirec-

graph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112, chapter 80 of the Quebec Mining Act, in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

(10) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

(11) And it is further ordained and declared that the shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Jubilee Gold Exploration Syndicate, Limited (No Personal Liability)", with a total capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of the par value of twenty dollars ($20.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
860–o Assistant Provincial Secretary.

"Jules Paradis, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of January, 1936, incorporating: Jules Paradis, truckman, René Dupuis, accountant, and Dame Evelyne L'Espérance-Paradis, wife of Jules Paradis, separate as to property by marriage contract and duly authorized by her husband, all of Quebec, for the following purposes:

a. To purchase, acquire, lease, rent, own, deal in, operate and let for hire, taxicabs, automobiles, sight-seeing buses, trucks and all sorts of motor vehicles, and to carry on the business of a motor car livery, and that of private carriers for hire of persons, goods, wares and merchandise;

b. To purchase, acquire, own and operate garages, service stations, filling stations, automobile repair shops, storage warehouses and other branch of the automobile industry;

c. To carry on any other business or industry (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on or calculated directly or indir-

tement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

d. Acquérir et posséder par achat, bail ou autrement, la totalité ou toute partie des biens, meubles et immeubles, commerce, industrie, clientèle, propriétés, franchises, baux, hypothèques, permis, pouvoirs, privilèges, contrats et assumer ou non les obligations et dettes de toute personne, société, firme, corporation ou compagnie et les payer totalement ou partiellement en bons, obligations, en actions entièrement libérées de la compagnie ou autrement, aussi les vendre, louer ou autrement en disposer en tout ou en partie, s'associer ou se fusionner avec toutes telles personnes, société, firme, corporation ou compagnie, prêter de l'argent à telles personnes, sociétés, firme, corporation ou compagnie;

e. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de mandants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

f. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

g. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables, sous le nom de "Jules Paradis, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le montant avec lequel la compagnie devra commencer ses opérations est de $2,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
861–o Sous-secrétaire de la Province.

"La Fédération des Journalistes Canadiens, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Louis-Philippe Trottier, comptable public, Luce Lafontaine, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Bruno Crevier, étudiant, Bois Franc, Saint-Laurent, dans les buts suivants:

Faire affaires comme propriétaires et éditeurs de journaux, revues, magasines et autres publications;

Faire affaires comme imprimeurs, lithographes, graveurs et agents d'annonces et de publicité;

Acheter, vendre, louer ou autrement disposer et acquérir des postes récepteurs et émetteurs de radiophonie et de télévision;

Acquérir en tout ou en partie, sous forme de vente, bail ou autrement, l'actif de toute entreprise faisant, en tout ou en partie, le même genre d'affaires que la Compagnie, et payer le prix de telle acquisition, soit en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir et posséder des actions, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, les vendre et en disposer de toute manière;

La compagnie pourra en ce qui concerne ses actions entièrement acquittées, émettre sous son sceau, des certificats au porteur (share warrant) énonçant que les détenteurs de tels certificats au

ectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

d. To acquire and own by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the assets, movables and immovables, business, industry, custom, properties, franchises, leases, hypothecs, licenses, powers, privileges, contracts and to assume or not the liabilities and debts of any person, partnership, firm, corporation or company and to pay for the same wholly or partly with bonds, debentures, fully paid up shares of the company or otherwise, also to sell, lease or otherwise dispose of the same in whole or in part, to unite or amalgamate with any such persons, partnerships, firm, corporation or company, to lend money to such persons, partnerships, firm, corporation or company;

e. To do all or any of the things hereinabove enumerated as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

f. To invest or deal with the available monies of the company in the manner to be determined from time to time;

g. To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, or to pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient, under the name of "Jules Paradis, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The amount with which the company shall commence its operations is $2,000.00.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
862 Assistant Provincial Secretary.

"La Fédération des Journalistes Canadiens, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of January, 1936, incorporating: Louis Philippe Trottier, public accountant, Luce Lafontaine, secretary, spinster of the age of majority, both of Montreal, Bruno Crevier, student, Bois Franc, Saint Laurent, for the following purposes:

To carry on business as proprietors and editors of newspapers, reviews, magazines, and other publications;

To carry on business as printers, lithographers, engravers and advertising and publicity agents;

To buy, sell, lease or otherwise dispose of and acquire radio and television receiving and broadcasting stations;

To acquire in whole or in part, by way of sale, lease or otherwise, the assets of any undertaking carrying on, in whole or in part, a like business to that of the company, and to pay for such acquisition, either in cash, or with shares, bonds or other securities of the company;

To acquire and own shares, bonds or other securities of any company or corporation, to sell or dispose thereof in any manner;

The company may, with regard to its fully paid up shares, issue under its seal, share warrants specifying that the holders of such certificates are entitled to the share or shares designated therein,

porteur ont droit à l'action ou aux actions y désignée ou désignées, le tout conformément à la Loi des compagnies de Québec, S. R. Q., 1925, chapitre 223, sous le nom de "La Fédération des Journalistes Canadiens, Incorporée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
863-o Sous-secrétaire de la Province.

the whole in conformity with the Quebec Companies' Act, R. S. Q., 1925, chapter 223, under the name of "La Fédération des Journalistes Canadiens, Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
864 Assistant Provincial Secretary.

"Minéraux et Pétroles de Gaspé Compagnie Limitée".
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Mlle Amélie Pelletier, fille majeure, Dr Alphonse Lapierre, tous deux de Sainte-Anne-des-Monts, Joseph Ross, Arthur Saint-Laurent, tous deux entrepreneurs, Antoine Barbeau, cultivateur, Euclide Roy, avocat, tous quatre de Saint-Joachim de Tourelle, Dr J.-A. Pelletier, médecin, de Mont-Louis, tous des comté et district de Gaspé, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais; aussi faire des travaux soit de prospection soit de forage, pour l'huile minérale ou le gaz naturel combustible;

2. Eriger, construire, acheter, louer ou autrement acquérir, entretenir, opérer et administrer: (*a*) des puits d'huile et de gaz naturel, des usines, moulins, lignes de tuyaux, (*b*) des usines pour traiter et afiner l'huile minérale et le gaz naturel combustible;

3. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

4. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

5. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

6. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la loi des mines de Québec (chap. 80) en la manière y prescrite;

7. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

8. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

9. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

"Minéraux et Pétroles de Gaspé Compagnie Limitée".
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1936, incorporating: Miss Amélie Pelletier, spinster of the age of majority, Dr. Alphonse Lapierre, both of Sainte Anne des Monts, Joseph Ross, Arthur Saint Laurent, both contractors, Antoine Barbeau, farmer, Euclide Roy, advocate, all four of Saint Joachim de Tourelle, Dr. J. A. Pelletier, physician, of Mont Louis, all of the county and district of Gaspé, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals; also to carry on prospection work and the boring for mineral oil or natural fuel gas;

2. To erect, construct, buy, lease or otherwise acquire, maintain, operate and manage: (*a*) oil and natural gas wells, plants, mills, pipe lines, (*b*) plants for the treating and refining of mineral oil and natural fuel gas;

3. To carry on all operations by which soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell them or otherwise;

4. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

5. To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

6. To exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

7. To manufacture, buy, and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

8. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

9. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

10. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi requis;

11. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

12. Emettre en paiement intégral ou partiel de tous liens, droits ou privilèges acquis par la compagnie ou pour services rendus, louage de services, des actions du capital-actions de la compagnie, soit souscrit ou non, comme entièrement libérées et non sujettes à appel;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Minéraux et Pétroles de Gaspé Compagnie Limitée"—(Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de un million de dollars ($1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Joachim-de-Tourelle, dans le district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
865–o Sous-secrétaire de la Province.

"Myerson Silks, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier, 1936, constituant en corporation: Moses-Hyman Myerson, avocat, Samuel Sigler, gentilhomme, Outremont, Qué., Max-Isidore Sigler, avocat, Montréal, Qué., dans les buts suivants:

Acheter et vendre, importer et exporter, en gros et en détail, la soie, rayon, coton et les étoffes en laine, ainsi que les tissus de toute description et exercer la fabrication d'aucun des articles précités;

Pour les fins de la compagnie, acheter, louer ou autrement acquérir des propriétés réelles ou personnelles;

Acheter ou autrement acquérir une partie quelconque des biens, industrie de toute firme ou compagnie exerçant une industrie semblable ou en partie semblable à celle de la présente compagnie;

Placer ou autrement attribuer les deniers ou autres biens disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Faire chacune et toutes telles opérations qui sont incidentes aux objets ci-haut mentionnés, sous le nom de "Myerson Silks, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
867 Sous-secrétaire de la Province.

10. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchise, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

11. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

12. To issue in whole or part payment for any liens, rights or privileges acquired by the company or for services rendered, hiring of services, shares in the capital stock of the company, whether subscribed or not, as fully paid up and non-assessable;

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Minéraux et Pétroles de Gaspé Compagnie Limitée"—(No Personal Liability), with a total capital stock of one million dollars ($1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at the price to be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Saint Joachim de Tourelle, in the district of Gaspé.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
866 Assistant Provincial Secretary.

"Myerson Silks, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of January, 1936, incorporating: Moses Hyman Myerson, advocate, Samuel Sigler, gentleman, Outremont, Que., Max Isidore Sigler, advocate, Montreal, Que., for the following purposes:

To buy and sell, import and export, wholesale and retail, silk, rayon, cotton, and woollen fabrics, as well as textiles of any description, to carry on the manufacturing of any of the above mentioned articles;

For the purpose of the company, to purchase, lease or otherwise acquire real or personal property;

To purchase or otherwise acquire any part of the assets, business, of any firm or company carrying on any business similar or partly similar to that of this company;

To invest or otherwise deal with the moneys or other property of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To do any and all such business as may be incidental to the above mentioned object, under the name of "Myerson Silks, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty fourth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
868–o Assistant Provincial Secretary.

"National Jewellers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier, 1936, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel-Alexander Shulman, avocats, et Dorothy Boretsky, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) 1. Importer, acheter, manufacturer ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, faire le commerce, placer ou négocier ou autrement disposer les diamants, pierres précieuses; les pierres semi-précieuses et colorées; les métaux précieux ou autres; bijouterie, verre taillé, porcelaine et poterie; antiquités, ornements, et tous autres articles, substances ou choses appartenant au commerce de bijouterie, d'orfèvrerie ou d'antiquités;

2. Exercer le commerce en général de manufacturiers, bijoutiers et orfèvres;

3. Négocier toutes sortes d'articles et accessoires de toute classe et description incidents ou appropriés aux objets précités;

(*b*) Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de la propriété et des biens de la compagnie pour la considération que la compagnie jugera à propos, comprenant les actions, débentures ou valeurs de toute compagnie les achetant ou en faisant l'acquisition;

(*c*) Acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement aliéner les actions du capital et les obligations, débentures et autres valeurs de toute autre corporation ou corporations exerçant un commerce d'une nature semblable à celui de la compagnie;

(*d*) Emettre en paiement intégral ou partiel de tous biens, droits et privilèges acquis par la compagnie ou pour toutes garanties des valeurs de la compagnie ou pour services rendus, les actions du capital de la compagnie, soit souscrites ou non, comme entièrement libérées et non sujettes à appel, ou les valeurs de la compagnie;

(*e*) Aider au moyen de garantie, endossements, avances ou autrement, toute compagnie dont les actions du capital ont été acquises et sont détenues par la compagnie, et généralement, faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie incidente à l'exécution appropriée des objets pour lesquels la compagnie est constituée et nécessaires pour permettre à la compagnie d'exercer ses entreprises avec profits;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans toute la province de Québec, sous le nom de "National Jewellers, Limited".

Le capital-actions de la dite compagnie sera de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune, sujet à l'augmentation du dit capital-actions en vertu des dispositions de la dite loi et des amendements.

1. Nul actionnaire ne transférera son action ou ses actions du capital-actions de la compagnie excepté moyennant les conditions suivantes, à savoir:

(*a*) Tous les autres actionnaires de la compagnie auront le premier choix de refuser la dite action ou les dites actions ainsi offertes, et pourront souscrire pour une partie ou pour la totalité des dites actions;

(*b*) Dans tout cas l'approbation expresse des directeurs exprimée par une résolution, passée par le bureau de direction sur la transaction, la dite résolution devra d'abord être obtenue;

"National Jewellers, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of January, 1936, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, Advocates, and Dorothy Boretsky, *fille majeure*, Stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) 1. To import, purchase, manufacture or otherwise acquire, hold, own, sell, trade, invest or deal in or otherwise dispose of diamonds, precious stones; semi precious and coloured stones of all kinds; precious or other metals; jewellery, cut glass, china and pottery ware; antiques, ornaments, and any other articles, substances or things pertaining to the jewellery, goldsmith or antique businesses;

2. To carry on the general business of manufacturing jewellers and goldsmiths;

3. To deal in all kinds of goods and supplies of every class and description incidental or applicable to the above objects;

(*b*) To lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including therein shares, debentures, or securities of any company purchasing or acquiring the same;

(*c*) To purchase or otherwise acquire, sell or otherwise dispose of shares in the capital stock and bonds, debentures, and other securities of any other corporation or corporations carrying on business of a similar nature to that of the company;

(*d*) To issue in payment or part payment for any property, rights and privileges acquired by the company or for any guarantees of the company's securities or for services rendered, shares of the company's capital stock, whether subscribed for or not, as fully paid up and non-assessable, or the company's securities;

(*e*) To aid by guarantee, endorsements, advances or otherwise, any company, shares of whose capital stock have been acquired and are held by the company, and generally, to do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company profitably to carry on its undertakings;

The operations of the company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "National Jewellers, Limited".

The capital stock of the said company shall be twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act and amending Acts.

1. No shareholder shall transfer his or her share or shares of the capital stock of the company except on the following conditions, namely:

(*a*) All of the remaining shareholders of the company shall have the first refusal of the said share or shares so offered, and may subscribe for a portion or all of the said shares;

(*b*) In any event the express sanction of the directors to be signified by a resolution, passed by the Board of Directors on the transaction, must be first had and obtained;

2. Le nombre des actionnaires de la compagnie (non comprises les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, et les personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, étaient, pendant qu'elles occupaient tel emploi, et ont continué après la terminaison de tel emploi à être membres de la compagnie) sera limité à cinquante (50);

3. Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions ou débentures.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de janvier, 1936.

ALEX. DESMEULES,

869 Sous-secrétaire de la Province.

2. The number of shareholders of the company (exclusive of persons who are in the employment of the company, and of persons who, having been formerly in the employment of the company, were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be members of the company) shall be limited to fifty (50);

3. Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company shall be prohibited.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,

870-o Assistant Provincial Secretary.

"Pastime Publishing Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier, 1936, constituant en corporation: John Edward Grivell, comptable, Howard Kennedy Hawthorne, commis, et Galen L. Prime, secrétaire, gentilhomme, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Imprimer, publier et faire le commerce de journaux et publications de toutes sortes; exercer l'industrie de journalistes et publicistes généraux, annonceurs, lithographes, imprimeurs, graveurs et photographes, et manufacturer et négocier le papier, la machinerie et tous autres articles nécessaires ou utiles à l'exécution des objets de la compagnie;

(*b*) Demander et acquérir sous tous termes, des lettres patentes d'invention, obtenir les droits, procédés, concessions, permis, marques de commerce, droits d'auteur ou tous autres privilèges ou protections de nature semblable pour ou se rapportant à toute matière, article ou sujet de fabrication ou approprié à l'industrie de la compagnie et les faire valoir en les fabriquant ou en les exploitant ou en octroyant des permis en ce qui les concerne ou autrement;

(*c*) Etablir et entretenir des bibliothèques circulantes, salles de lecture et d'écriture et une bibliothèque de référence et la fournir des livres, revues, magazines, journaux et autres ouvrages périodiques;

(*d*) Exercer l'industrie de relieurs et papetiers;

(*e*) Organiser des conférences, exhibitions, assemblées publiques, classes et adresses de nature à avancer la cause de l'éducation, soit générale, professionnelle ou technique;

(*f*) Exercer un commerce général d'annonce et de publicité dans toutes ses spécialités, et comme mandants et agents, et acquérir et exploiter des franchises ou privilèges pour fins d'annonce, ou pour l'achat ou la vente de droits d'annonce, franchises ou privilèges;

(*g*) Instituer, promouvoir, conduire, surveiller et exercer des concours, et épreuves de science et habileté en litérature, arts, compétitions et sciences, et offrir et donner un prix ou des prix pour les connaissances en ces matières, et particulièrement et sans limiter la généralité de ce qui précède, conduire des concours pour la solution de casse-tête de mots croisés, jeux de patience en images, jeux de mots, énigmes, problèmes de mathématique et scientifiques;

(*h*) Employer chacun et tous les moyens nécessaires ou appropriés pour faire connaître

"Pastime Publishing Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1936, incorporating: John Edward Grivell, Accountant, Howard Kennedy Hawthorne, Clerk, and Galen L. Prime, Secretary, gentleman, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To print, publish and deal in newspapers and publications of all kinds; to carry on the business of newspaper and general publishers, advertisers, lithographers, printers, engravers and photographers, and to manufacture and deal in paper, machinery, and all other articles necessary or useful in carrying out the objects of the company;

(*b*) To apply for and acquire on any terms, letters patent of invention, obtain rights, processes, concessions, licenses, trade-marks, copyrights, or any other privileges or protections of a like nature for or connected with any matter, article or subject of manufacture or convenient for the business of the company and to turn the same to account by manufacturing or working the same or granting licenses in respect thereof or otherwise;

(*c*) To establish and maintain circulating libraries, reading and writing rooms and a reference library, and to furnish the same with books, reviews,magazines, newspapers, and other periodicals;

(*d*) To carry on the business of booksellers and stationers;

(*e*) To provide for the delivery and holding of lectures, exhibitions, public meetings, classes and conferences, calculated directly or indirectly to advance the cause of education, whether general, professional or technical;

(*f*) To carry on a general advertising and publicity business in all its branches, both as principals and agents, and to acquire and operate franchises or privileges for advertising purposes, or for the buying or selling of advertising rights, franchises or privileges;

(*g*) To institute, promote, conduct, supervise and carry on competitions, contests and tests of knowledge and skill in literature, arts and sciences, and to offer and give a prize or prizes for proficiency therein, and in particular and without limiting the generality of the foregoing, to conduct competitions in the solution of apt-word puzzles, picture puzzles, conundrums, enigmas, mathematical and scientific problems;

(*h*) To employ any and all necessary or desirable means of making such competitions

ces concours au public, soit au moyen d'annonce, publication et distribution de brochures, circulaires, feuillets, livres, magazines, journaux, revues périodiques, ou autres;

(*i*) Utiliser ces dits concours comme moyen de faire connaître les produits des autres personnes, associations, sociétés ou compagnies, et conclure des conventions avec eux ou chacun d'eux, à cette fin, sous le nom de "Pastime Publishing Co., Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune.

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de janvier, 1936.

ALEX. DESMEULES,
871 Sous-secrétaire de la Province.

known to the public, whether by way of advertisement, publication and distribution or leaflets, circulars, folders, books, magazines, journals, periodicals, newspapers or otherwise;

(*i*) To utilize such competitions as a mean of making known the products of other persons, associations, partnerships or compagnies, and to enter into arrangements with them or any of them, in that behalf, under the name of "Pastime Publishing Co., Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) share of a par value of ten dollars ($10.00) each.

The issuing of an invitation to the public to subscribe for shares in the company is prohibited.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
872 Assistant Provincial Secretary.

"Rural Property Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Gordon Douglas McKay, Thomas Palmer Howard, tous deux avocats, Jean Lang Muir, fille majeure, comptable, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de contrôle; acheter, louer, prendre à bail, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains, immeubles ou tout intérêt en iceux; avec ensemble tous édifices ou structures qui peuvent se trouver sur les dits terrains ou aucun d'eux, et vendre, louer, arrenter, échanger, gager ou hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, immeubles et toutes ou aucune des bâtisses ou structures qui sont actuellement ou qui pourront être dans la suite érigés sur iceux, et prendre pour iceux telles garanties qui seront jugées nécessaires et ériger des édifices ou structures et faire le commerce de matériaux de construction; améliorer, détenir, opérer, gérer, administrer lesdits terrains, immeubles et édifices; gager ou hypothéquer ou nantir les biens, terrains, ou édifices ou autres propriétés de la compagnie et acquérir, détenir, faire le commerce, prendre en échange ou autrement acquérir des mortgages ou hypothèques sur d'autres propriétés et vendre, négocier, transférer, acquitter ou autrement disposer desdits mortgages ou hypothèques; et généralement faire toutes choses nécessaires à l'exercice du commerce d'une compagnie d'immeuble et de contrôle;

(*b*) Prendre part à la gestion, surveillance et au contrôle du commerce ou opérations de toute entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans lesquelles la compagnie est autrement intéressée, et pour cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents;

(*c*) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*d*) Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant, en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital de la compagnie ou débentures, actions-obligations ou autres valeurs

"Rural Property Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of January, 1936, incorporating: Gordon Douglas McKay, Thomas Palmer Howard, both advocates, Jean Lang Muir, spinster of the full age of majority, accountant, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To carry on business as a real estate and holding company; to purchase, lease, hire, take in exchange or otherwise acquire land, real estate or any interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, hire, exchange, mortgage or hypothecate or otherwise dispose of the whole or any portion of the land, real estate, and all or any of the buildings or structures that are now, or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary, and to erect buildings or structures and deal in building material; to improve, hold, alter, manage and administer the said lands, real estate and buildings; to mortgage or hypothecate or pledge the property, land or buildings or other property of the Company and to acquire, hold, deal in, take in exchange or otherwise acquire mortgages or hypothecs on other properties, and to sell, deal in, transfer, discharge or otherwise dispose of the said mortgages or hypothecs; and generally to do all things necessary to carry on the business of a real estate and holding company;

(*b*) To take part in the management, supervision, and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents;

(*c*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(*d*) To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing, or assisting to place; or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock, or other

ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la gestion de ses affaires;

(*e*) Emettre et répartir comme actions entièrement libérées de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement ou paiement partiel de tout commerce, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrat, immeuble, actions, obligations et débentures ou autres propriétés ou droits, quelle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs émis dans les présentes, et avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus;

(*f*) Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux énumérés dans les présentes, à tels termes qui seront convenus;

(*g*) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, tel qu'il sera convenu, au moyen de dividendes, bonis, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer, sous le nom de "Rural Property Corporation".

Le capital total de la compagnie est divisé en quatre cents (400) actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille dollars ($10,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Westmount, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
873 Sous-secrétaire de la Province.

securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

(*e*) To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, and debentures, or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and with the approval of the shareholders, of any services rendered to it;

(*f*) To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated, on such terms as may be agreed upon;

(*g*) To distribute among the shareholders of the company, in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividends or bonus, or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose, under the name of "Rural Property Corporation".

The capital stock of the company is divided into four hundred (400) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be ten thousand dollars ($10,000.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at the city of Westmount, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
874–o Assistant Provincial Secretary.

"Schoppel-Sherbacow, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1936, constituant en corporation: John Hamilton, J.-Ernest Dozois, comptables, et Laurette Gagné, dactylographe et fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, Canada, dans les buts suivants:

(*a*) Acquérir par achat, échange, souscription originaire, entreprise, participation dans des syndicats ou autrement, toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations et autres valeurs d'autres compagnies en quelque endroit qu'elles soient organisées, et débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par aucune autorité souveraine, gouvernement, commissaires, corps public ou autorité, suprême, municipale, locale ou autre, soit domestique ou étrangère, et posséder et détenir, vendre, transférer, créer des privilèges hypothécaires sur ces valeurs ou autrement en disposer ou les négocier et en recevoir des dividendes, des intérêts et revenus;

(*b*) Acquérir tous biens, immobiliers ou mobiliers, réels ou personnels, que la compagnie croira nécessaires ou désirables et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, disposer, faire

"Schoppel-Sherbacow, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of January, 1936, incorporating: John Hamilton, J. Ernest Dozois, Accountants, and Laurette Gagne, Typist, an unmarried woman, all of the City and District of Montreal, Canada, for the following purposes:

(*a*) To acquire by purchase, exchange, original subscription, underwriting, participation in syndicate or otherwise, any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations and other securities of other companies wheresoever organized, and debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any sovereign ruler, government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether at home or abroad, and to own and hold, sell, transfer, create liens on or otherwise dispose thereof or deal therewith and to receive dividends, interest and income therefrom;

(*b*) To acquire any property, immovable or movable, real or personal, which the Company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn

valoir et autrement faire le commerce de tous ou d'aucune partie des biens de la compagnie;

(c) En rapport avec le commerce susdit, promouvoir, organiser, gérer, ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

(d) Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

(e) Faire aucun acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaires à sa protection ou à son bénéfice comme porteur de ou intéressée dans toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs ou tous biens, droits, commerce ou entreprise; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou absorption de toute sorte affectant aucune compagnie de laquelle la compagnie peut détenir des actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, et acquérir, détenir, vendre, ou autrement disposer pour les fins de la compagnie et soit seule ou conjointement avec d'autres, de tous biens, droits, commerce ou entreprise dans lesquels la compagnie peut être intéressée comme porteur de toutes telles actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

(f) Emettre des actions acquittées, actions-débentures rachetables, débentures, obligations, billets ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts, qui peuvent être acquis par la compagnie, et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus et travail effectué pour la compagnie, et pour le paiement ou satisfaction de dettes et obligations dues par la compagnie;

(g) Avancer de l'argent et garantir toutes obligations et contrats, ou autrement assister et aider en aucune manière, toute compagnie ou corporation dont aucune des actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, et faire tout acte ou chose pour la préservation et la protection, l'amélioration ou l'augmentation de la valeur d'aucune des dites actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

(h) Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations de toute compagnie dans laquelle la compagnie est intéressée comme porteur d'aucune de ses actions, titres, obligations ou autres valeurs;

(i) Exercer toute autre industrie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître, directement ou indirectement, la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(j) Faire toutes ou aucune des choses précitées et toutes choses autorisées par les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Schoppel-Sherbacow, Limited".

Le capital total de la compagnie est divisé en un mille actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq mille dollars ($5,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties à tel prix qui sera déterminé par les directeurs.

to account and otherwise deal with all or any part of the Company's property;

(c) In connection with the business aforesaid, to promote, organize, manage or develop any corporation, company or business enterprise;

(d) To invest and deal with the monies of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(e) To do any act or thing which the Company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities or any property, rights, business or undertakings; to take part in any re-organisation, re-construction, amalgamation or merger of any kind affecting any company of which the Company may hold shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of, for the purpose of the Company and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the Company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities;

(f) To issue paid up shares, redeemable debenture stock, debentures, bonds, notes or other securities of the Company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests, which may be acquired by the Company and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to and work done for the company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and habilities owing by the Company;

(g) To advance money to and to guarantee any obligations and contracts of, or otherwise assist and aid in any way, any company or corporation any of whose shares, stock, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities are held by the company, and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, stock, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities;

(h) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any company in which the Company is interested as the holder of any of its shares, stock, bonds, debentures or other securities;

(i) To carry on any other business capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(j) To do all or any of the above things and all things authorized by the Letters Patent or Supplementary Letters Patent as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Schoppel-Sherbacow, Limited".

The capital stock of the company is divided into one thousand shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be five thousand dollars ($5,000.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
875 Sous-secrétaire de la Province.

"Simplex Piston Rings, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat, Marguerite Deziel, Annette Lafleur, sténographes, filles majeures, tous de Montréal, dans les buts suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail, de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, aéroplanes, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectifs d'iceux;

Exercer tout autre commerce, soit de fabrication ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercé en rapport avec son commerce ou jugé pouvoir directement ou indirectement augmenter la valeur ou rendre profitable quelque propriété ou droit de la compagnie;

Acquérir de toute manière quelconque, posséder et détenir, exploiter et utiliser toutes sortes de franchises et privilèges;

Placer toutes ou aucune partie de ses actions, fonds, débentures, obligations ou autres valeurs en échange ou en paiement de tous autres intérêts de toutes sortes quelconques, y compris des actions, débentures et obligations de toute autre compagnie, association ou société;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile et nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, en aucun temps, et aussi aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèque que la compagnie trouvera raisonnables;

Faire tous contrats comprenant les baux, services, valeurs, mandats, agences et transactions et généralement tous contrats et conventions qu'une corporation pourra conclure sans aucune exception;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées et non-sujettes à appel des actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement de tous services rendus, dettes ou responsabilités de la compagnie;

Faire tous autres actes et choses qui seront jugés avantageux ou nécessaires à l'exécution des objets pour lesquels l'incorporation est actuellement sollicitée, ou qui peuvent nécessairement ou convenablement découler de l'exercice des fins de l'incorporation ou qui peuvent être convenables ou nécessaires pour icelle, sous le nom de "Simplex Piston Rings, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en mille cinq cents (1,500) actions de capital privilégié à 6% d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune, et 5,000 actions du capital ordinaire d'une valeur au pair de un dollar ($1.00);

Les dites actions privilégiées à 6% seront sujettes aux privilèges, priorités, pouvoirs, limi-

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
876-o Assistant Provincial Secretary.

"Simplex Piston Rings, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty ninth day of January, 1936, incorporating: Lucien Roux, advocate, Marguerite Deziel, Annette Lafleur, spinsters of the age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, either wholesale or retail, in all kinds of automobiles, tractors, aeroplanes, ships, canoes, boats, trucks, wagons, motorcycles, as well as all parts, spare parts, pieces incidental thereto directly or indirectly, and any things capable of being used in connection with the said objects or in the manufacture, maintenance and operation thereof respectively;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or capable of directly or indirectly enhancing the value of or rendering profitable any of the property or rights of the company;

To acquire in any manner whatsoever, own and hold, operate and utilize all kinds of franchises and privileges;

To invest all or any part of its shares, funds, debentures, bonds or other securities in exchange or in payment for any other interests of any kind whatsoever, including debenture stock and bonds of any other company, association or partnership;

To borrow any amounts which the company may deem useful and necessary to borrow for the purposes of its undertakings or for the exercise of any of its powers, at any time, and also upon terms and conditions and by giving the securities and hypothecs which the company may deem reasonable;

To make any contracts comprising leases, services, securities, mandates, agencies and transactions and generally any contracts and agreements which a corporation may enter into without any exception;

To issue and allot as fully paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company in payment for any services rendered, debts or liabilities of the company;

To do any other acts and things which may be deemed advantageous or necessary for the execution of the objects for which incorporation is hereby requested, or which may necessarily or incidentally proceed from the exercise of the purposes of the incorporation or which may be suitable or necessary thereto, under the name of "Simplex Piston Rings, Limited".

The capital stock of the company is twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into one thousand five hundred (1,500) shares of 6% preferred stock of a par value of ten dollars ($10.00) each, and 5,000 shares of common stock of a par value of one dollar ($1.00);

The said 6% preferred shares shall be subject to the following privileges, priorities, powers,

tations, conditions et restrictions suivantes respectivement, à savoir:

a) Les actions privilégiées n'auront pas droit de vote et recevront un dividende privilégié jusqu'à concurrence de six pour cent (6%) par année sur la valeur au pair des dites actions et nul dividende ne sera déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie durant aucune année avant que les dits dividendes privilégiés aient été déclarés et payés. Les dividendes privilégiées seront non cumulatifs. Les actions privilégiées n'auront pas droit à aucune autre participation dans les profits de la Compagnie, excepté tel que susdit. Le dividende ou les dividendes seront payables annuellement, semi-annuellement ou trimestriellement de la manière que les actionnaires le détermineront de temps à autre;

b) La compagnie aura le droit en aucun temps, et de temps à autre, de racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à ou conformément au prix alors déterminé par les directeurs, et / ou racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à la valeur au pair d'icelles. Si la compagnie désire en aucun temps racheter moins que la totalité des actions privilégiées en cours, les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage de la manière qui sera prescrite par le bureau de direction de la compagnie. Un avis de trente jours sera donné par écrit de l'intention de la compagnie de racheter une partie des dites actions privilégiées, le dit avis sera envoyé par poste recommandée, à la dernière adresse connue de chacun des porteurs des actions privilégiées; si moins que la totalité des actions privilégiées en cours et acquittées doit être rachetée, le nombre des actions à être ainsi rachetées sera mentionné dans le dit avis, ainsi que la date et l'endroit où les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage, tel que prévu dans les présentes;

Les actions ordinaires seront sujettes aux droits antérieurs des porteurs d'actions privilégiées à 6%, et confèreront seules le droit de voter et d'être qualifié comme pouvant devenir directeur de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la Cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
877-o Sous-secrétaire de la Province.

limitations, conditions and restrictions respectively, namely:

a) The preferred shares shall not be entitled to vote and shall receive a preferred dividend up to but not exceeding six per cent (6%) per annum on the par value of the said shares and no dividend shall be declared nor paid on the common shares of the company during any year before the said preferred dividend shall have been declared and paid. The preferred dividends shall be non-cumulative. The preferred shares shall not be entitled to any further participation in the profits of the company, except as aforesaid. The dividend or dividends shall be payable annually, semi-annually or quarterly in the manner to be determined by the shareholders from time to time;

b) The company shall have the right at any time, and from time to time, to redeem all or part of the preferred shares outstanding at or in conformity with the price already determined by the directors, and / or to redeem all or part of the preferred shares outstanding at the par value thereof. If the company desires at any time to redeem less than the totality of the preferred shares outstanding, the shares to be so redeemed shall be chosen by drawing lots in the manner to be prescribed by the Board of Directors of the company. A thirty days' notice shall be given in writing of the intention of the company to redeem a part of the said preferred shares, the said notice shall be sent by registered mail, to the last known address of each of the holders of preferred shares; if less than the totality of the perferred shares outstanding and paid up are to be redeemed, the number of shares to be so redeemed, shall be mentioned in the said notice, as well as the date and place where the shares to be so redeemed shall be chosen by drawing lots, as provided for in these presents;

The common shares shall be subject to the prior rights of the 6% preferred shares, and shall confer only the right to vote and of being qualified as capable of becoming a director of the company.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
878 Assistant Provincial Secretary.

"Standard Clothing Company, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Moe Vilner, marchand Béatrice-Cooperman Vilner, ménagère, séparée de biens de Moe Vilner, ce dernier partie aux présentes, pour autoriser sa dite épouse pour ces fins, et Hyman Cooperman, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer généralement le commerce et l'industrie de tailleurs, et vendeurs et marchands, et fabricants d'habillements, confections, et vêtements de toute nature et description, en gros et ou en détail pour hommes, jeunes gens, femmes, enfants et garçons, et les acheter, vendre, en faire le trafic et le commerce, les négocier, importer et exporter; exercer généralement le commerce et l'industrie de merciers dans toutes ses spécialités respectives; fabriquer, manufacturer, acheter,

"Standard Clothing Company, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of January, 1936, incorporating: Moe Vilner, merchant, Beatrice Cooperman Vilner, housewife, separate as to property of Moe Vilner, the latter hereto present to authorize his said wife for these purposes, and Hyman Cooperman, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on generally the trade and business of tailors, and vendors of and dealers in, and manufacturers of men's, youths', women's, children's, and boys' clothing, garments, and wearing apparel of every kind and description, wholesale and or retail, and to buy, sell, deal in and deal with, market, import and export the same; to carry on generally trade and business of haberdashers in all the respective branches thereof; to make, manufacture, purchase, sell, to job in and other-

vendre, négocier et autrement faire le commerce de bottines, chaussures et toutes choses incidentes au commerce de la chaussure; et exercer tout commerce qui est connexe aux commerces précités ou qui peut être susceptible d'être exercé convenablement par la compagnie en rapport avec son commerce ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

2. Acheter, louer, ou autrement acquérir et exploiter des bureaux, boutiques, édifices et locaux, usines, outils, engins, bouilloires, moules, matériel roulant, machineries, brevets, droits brevetés, marques de commerce et noms de commerce, nécessaires ou convenables pour la compagnie ou qui peuvent être convenablement utilisés dans l'exercice de son industrie et les mettre en valeur;

3. Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, agences privées, comptoirs dans tout endroit où la compagnie peut exercer son commerce;

4. Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers, ou représentants pour des maisons commerciales canadiennes et étrangères, et pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

5. Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir ou les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

6. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

7. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

8. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

9. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

10. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, ou par toute personne avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

11. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues prériodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

wise deal in boots, shoes and all things incidental to footwear; and to carry on any business which is germane to the above or which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

2. To purchase, lease, or otherwise acquire and operate offices, workshops, buildings and premises, plants, tools, engines, boilers, patterns, rolling stock, machinery, patents, patent rights, trade marks, and trade names, necessary or expedient for the company or that may be conveniently used in its business, and to turn the same to account;

3. To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, private agencies, counters in any place where the company may carry on its business;

4. To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, or representatives for Canadian or foreign commercial houses, and for other persons, firms or corporations;

5. To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

7. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

8. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

9. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, or by any person with whom the Company has business relations;

11. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

12. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

13. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

14. Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets de la compagnie ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Standard Clothing Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
879 Sous-secrétaire de la Province.

12. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

13. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

14. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the Company, under the name of "Standard Clothing Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
880–o Assistant Provincial Secretary.

"Superior Distributors, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier, 1936, constituant en corporation: Hyman-Eric Feigelson, Ben-L. Louis, avocats, et Moe-A. Schwartz, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

POUVOIRS

1. Acheter, vendre, négocier, faire le commerce, importer, exporter, acheter à la grosse, faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes de meubles, d'habits, vêtements, bottes et souliers, marchandises sèches, lainages, cotonnades et soieries de toutes sortes et descriptions;

2. Exercer les opérations de négociants, importateurs, exportateurs, trafiquants en gros et en détail, et marchands et distributeurs d'aucune et toutes les marchandises susdites, et à cette fin, faire aucune et toutes autres choses se rapportant à telles marchandises;

3. Acheter ou autrement acquérir les actions, obligations, débentures de toute autre compagnie ou corporation, étrangère ou autrement, et les payer en argent ou en actions ou autres valeurs de cette compagnie;

4. Payer tout commerce, entreprise, biens, brevets, inventions, concessions ou tous autres biens ou droits acquis par la compagnie, en tout ou en partie, par l'émission d'actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie;

5. Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement, des biens mobiliers, pour les fins dudit commerce;

6. Pour les fins de la compagnie, exercer un commerce mercantile ou de marchandises et acheter ou recevoir sur consignation ou autrement, vendre directement ou à commission et négocier telles marchandises, provisions, accessoires, articles, effets et objets qui sont ou pourront être vendus dans un magasin, d'aucune espèce, classe ou description, et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes autres commodités tel que meubles, vêtements, habits, bottes et souliers, marchandises sèches, lainages, cotonnades et soieries;

7. Prendre part à la gestion, surveillance ou contrôle du commerce ou opérations de toute

"Superior Distributors, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of January, 1936, incorporating: Hyman Eric Feigelson, Ben L. Louis, Advocates, and Moe A. Schwartz, Accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

POWERS

1. To buy, sell, trade, deal in, import, export, job, wholesale and retail, all kinds of furniture, clothing, wearing apparel, boots and shoes, dry goods, woollens, cottons and silks of every sort and description;

2. To carry on the business of jobbers, importers, exporters, traders wholesale and retail, and dealers and distributors of any and all of the foregoing merchandise, and to that end to do any and all other things appertaining to the merchandise;

3. To purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures of any other company or corporation, foreign or otherwise, and pay for the same in cash or in shares or other securities of this company;

4. To pay for any business, undertaking, assets, patents, inventions, concessions, or for any other property or rights acquired by the company in whole or in part by the issue of fully paid up or partly paid up shares of the company;

5. To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise, moveable property for the purpose of the said business;

6. For the purposes of the company to carry on a general mercantile or merchandise business and to purchase or receive on consignment or otherwise, sell, directly or on commission, and deal in such goods, provisions, supplies, wares, effects and merchandise as are or may be sold in a store of any kind, class or description and to manufacture, purchase, sell and deal in all other commodities, such as furniture, clothing, wearing apparel, boots and shoes, dry goods, woollens, cottons and silks;

7. To take part in the management, supervision or control of the business or operations of

compagnie (ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie) et à cette fin, nommer des directeurs, comptables ou experts ou agents pour administrer, exploiter et diriger comme gérant les biens ou machinerie, entreprise et commerce de la dite compagnie;

8. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autrement) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie;

9. Acquérir ou entreprendre, en tout ou en partie, l'industrie, les biens ou obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

10. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

13. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

14. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

15. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie;

16. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans la province de Québec ou dans toute autre province du Dominion du Canada, ou dans tout autre pays étranger et y désigner des personnes, en conformité aux lois des dites autres provinces du Dominion du Canada ou de ce dit pays étranger, pour représenter cette compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

17. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

any company (having objects altogether or in part similar to those of this company) and for that purpose to appoint any directors, accountants or experts or agents to manage, operate and carry on as manager, the property or machinery, undertaking and business of such company;

8. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

9. To acquire, or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

10. To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

11. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take on lease or exchange, hire or otherwise acquire any personal property or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

13. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

14. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

15. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration and as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

16. To procure the company to be registered and recognized in the Province of Quebec or in any other Province in the Dominion of Canada, or in any other foreign country and to designate persons therein according to the laws of such other provinces in the Dominion of Canada or of such foreign Country to represent the company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

17. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

18. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

19. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

20. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

21. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

22. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, tel que résolu, par voie de dividende ou de la manière prescrite par la section 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens ou actif de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

23. Payer tous coûts, charges et dépenses encourus ou contractés lors de la promotion et de l'établissement de la compagnie ou que la compagnie considérera préliminaires;

24. Emettre et répartir des actions du capital-actions de la compagnie pour telle considération qui sera fixée par le bureau de direction;

25. Faire telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

26. Emprunter de l'argent et obtenir des avances sur le crédit de la compagnie de toute Banque, corporation, firme ou personne à tels termes, stipulations et conditions, à telle époque, pour tels montants, à tel degré et de telle manière que les directeurs trouveront convenable, à leur discrétion;

27. Limiter ou augmenter le montant à être emprunté;

28. Emettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre à tel temps, à tels termes, conventions et conditions et à tels prix qui seront jugés convenables;

29. Hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens, réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers de la compagnie, ou les deux, pour garantir toutes telles obligations, débentures ou autres valeurs et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

30. Comme garantie de tout escompte, découverts, prêts, crédits, avances ou autres créances ou obligations de la compagnie, à toute banque, et intérêt sur iceux, hypothéquer, gager, nantir et donner à toute banque aucun et tous les biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers de la compagnie, et donner sur iceux telle garantie qui pourra être prise par une banque conformément aux dispositions de la loi des Banques, et renouveler, modifier, varier ou substituer telle garantie de temps à autre sous le nom de "Superior Distributors, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00),

18. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporations or any such person or persons;

19. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art, or interest, by publication of books, periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. To do all or any of the things above as principals, agents, contractors and otherwise, either alone or in conjunction with others;

22. To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company, and in particular any shares, bonds, debentures debenture stock, or other securities of or in any other company belonging to this company or which it may have power to dispose of;

23. To pay all costs, charges and expenses, incurred or sustained in or about the promotion and establishment of the company or which the company shall consider preliminary;

24. To issue and allot shares of the capital stock of the company for such consideration as may be fixed by the Board of Directors;

25. To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

26. To borrow money and obtain advances upon the credit of the company from any Bank, corporation, firm or person upon such terms, covenants and conditions, at such time, in such sums, to such an extent and in such manner as the directors in their discretion may deem expedient;

27. To limit or increase the amount to be borrowed;

28. To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such time, upon such terms, covenants and conditions and at such prices as may be deemed expedient;

29. To hypothecate, mortgage or pledge the real or personal, moveable or immoveable property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures or other securities and any money borrowed for the purpose of the company;

30. As security for any discount, overdrafts, loans, credits, advances or other indebtedness or liability of the company, to any bank, and interest thereupon, to hypothecate, mortgage, pledge and give to any Bank any or all of the company's real or personal property, moveable or immoveable, and to give such security thereon as may be taken by a Bank under the provisions of the Bank Act, and to renew, alter, vary or substitute such security from time to time under the name of "Superior Distributors, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200)

divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 12004 rue Notre-Dame Est, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
881 Sous-secrétaire de la Province.

shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 12004 Notre Dame Street East, Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
882–o Assistant Provincial Secretary.

"The Fannie Shoppe, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Samuel Echenberg, Isadore Echenberg et Maurice Echenberg, marchands, tous de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dans les buts suivants:

(*a*) Exercer le commerce comme importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail et négociants de vêtements pour garçons, hommes et femmes et confections de toutes sortes, acheter et vendre des fourrures, chapeaux, habits, marchandises sèches, étoffes tissées, bottines, souliers, chaussures, articles en cuir de toute description et agir comme agents, marchands à commission ou représentants pour les fins du dit commerce et acheter et vendre en gros et en détail et manufacturer tout article ou chose que la compagnie jugera avantageux à l'exploitation du dit commerce;

(*b*) Acquérir par achat, concession, échange, bail ou autrement et construire, ériger, mettre en opération, entretenir et administrer tous édifices, travaux, usines, magasins, boutiques, dépôts et autres structures nécessaires ou appropriés à l'exploitation de ses opérations et toute autre propriété, réelle ou personnelle, nécessaire ou utile à l'exécution d'aucune des fins de la compagnie et les louer, les vendre ou autrement les aliéner;

(*c*) Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, posséder, utiliser, mettre en opération, introduire et vendre, céder ou autrement aliéner chacune et toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives et inventions et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement chacune et toutes les dites marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et choses de même nature;

(*d*) Acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne, personnes, firme ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(*e*) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*f*) Emettre, soit entièrement libérées ou partiellement libérées, des parts, actions, obligations ou débentures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, pour tous biens ou droits acquis par la compagnie; et rémunérer, soit en deniers ou en actions, obligations ou débentures, tel que susdit, toute personne, firme ou corpora-

"The Fannie Shoppe, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of January, 1936, incorporating: Samuel Echenberg, Isadore Echenberg and Maurice Echenberg, merchants, all of the City of Sherbrooke, in the District of Saint Francis, for the following purposes:

(*a*) To carry on business as importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail merchants and dealers in boys', men's and ladies' garments and ready to wear of all kinds, to buy and sell furs, hats, clothing, dry goods, textile fabrics, boots, shoes, footwear, leather goods of every description and to act as agents, commission merchants or representatives for the purposes of such business and to buy and sell at wholesale and retail and to manufacture any article or thing which the company may think conducive to the carrying on of the said business;

(*b*) To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and to construct, erect, operate, maintain and manage all buildings works, factories, stores, shops, depots and other structures necessary or convenient for the carrying on of its business and all other property, real or personal, necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the company and to lease, sell or otherwise dispose of them;

(*c*) To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade-marks, formulae, secret processes, trade-names and distinctive marks and inventions and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade marks, patents, licenses, concessions, processes and the like;

(*d*) To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, persons, firm or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

(*e*) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*f*) To issue either fully paid or partly paid up stock, shares, bonds, or debentures of the company to any person, firm or corporation, for any property or rights acquired by the company; and to remunerate, either in cash or in stock, bonds or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered or to be ren-

tion pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie;

(*g*) Vendre, louer, transférer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce et de l'entreprise de la compagnie ou corporation et accepter comme considération de telle vente, location ou transfert, des argents ou toutes actions, parts, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

(*h*) Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, parts ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant un commerce qui peut être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement les aliéner;

(*i*) Exercer les opérations d'une compagnie d'immeuble et de prêt et acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés pour les fins de son commerce, et les vendre ou les aliéner;

(*j*) Distribuer, au moyen de dividendes déclarés légalement à même les profits de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des Compagnies de Québec en espèces ou autrement, tous biens de la compagnie entre ses membres et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de la présente compagnie;

(*k*) Se fusionner, s'unir, s'associer ou se joindre à toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce similaire ou semblable et assumer les obligations de cette dite personne, compagnie ou corporation;

(*l*) Agir comme gérants ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce similaire ou semblable;

(*m*) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et aux prix qui seront jugés avantageux;

(*n*) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*o*) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, et autres effets négociables ou transférables;

(*p*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités et faire toutes ou aucune des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autres ou par l'entremise de syndics, agents ou autres et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "The Fannie Shoppe, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
883 Sous-secrétaire de la Province.

dered to the company in connection with the conduct of the company's business;

(*g*) To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company or corporation and to accept, by way of consideration for such sale, lease or transfer, moneys or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

(*h*) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

(*i*) To carry on the business of a real estate and loan company and to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and to sell or dispose of the same;

(*j*) To distribute, by way of dividends legally declared out of the profits of the company or in the manner laid down by art. 81 of the Quebec Companies' Act, in specie or otherwise, any assets of the Company among its members, and in particular any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(*k*) To amalgamate, unite, enter into partnership or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business, and to assume the liabilities thereof;

(*l*) To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

(*m*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*n*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

(*o*) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable or transferable instruments;

(*p*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "The Fannie Shoppe, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two (200) hundred shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the District of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
884–o Assistant Provincial Secretary.

"The Old Paris Drug Company of Canada, Limited—La Compagnie des Drogues du Vieux Paris au Canada, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1936, constituant en corporation; Joseph Cliche, comptable, Odilon Cliche, médecin, tous deux de Saint-Joseph de Beauce, et Mtre Louis-Philippe Cliche, avocat, demeurant au Lac Mégantic, dans les buts suivants:

Le commerce de marchand de drogues en gros, celui de marchand d'articles pour photographes, dans le cours ordinaire du commerce de gros; de fabricants de préparations chimiques, de fabrication ou de vente de médicaments brevetés ou particuliers (proprietary medicine);

Acheter, vendre, traiter ou manufacturer toutes huiles minérales, animales ou autres ainsi que tous leurs dérivés ou composés sous toutes leurs formes;

Exercer tous les droits que dans les limites de la loi telles fabrications ou tels commerces nécessiteront;

Avoir droit de se procurer des marques de commerce, des patentes, des brevets avec faculté de les revendre;

Faire le commerce ou la fabrication de tous vernis, résines, peintures, émaux, de leurs ingrédients ou composés;

Faire le commerce ou la fabrication de tous produits comestibles, de leurs ingrédients ou composés;

De toutes manières acquérir, posséder ou disposer de toutes choses principales ou accessoires, aux fins dans les présentes énumérées, sous le nom de "The Old Paris Drug Company of Canada, Limited—La Compagnie des Drogues du Vieux Paris au Canada, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.-00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Joseph de Beauce, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
885-o Sous-secrétaire de la Province.

"The Old Paris Drug Company of Canada, Limited—La Compagnie des Drogues du Vieux Paris au Canada, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of January, 1936, incorporating: Joseph Cliche, accountant, Odilon Cliche, physician, both of Saint Joseph of Beauce, and Mtre Louis-Philippe Cliche, advocate, residing at Lake Megantic, for the following purposes:

The business of wholesale drug merchant, that of merchant of photographic supplies, in the ordinary course of the wholesale business; of manufacturers of chemical preparations, the manufacture or sale of patent or proprietary medicines;

To buy, sell, treat or manufacture any mineral, animal or other oils as well as any of their derivatives or compounds in all forms;

To exercise any rights which may be within the limits of the law respecting such manufacture or such business;

To have the right to procure trade-marks, patents, brevets with power to resell the same;

To deal in or manufacture all kinds of varnish, resins, paints, enamels, their ingredients or compounds thereof;

To deal in or manufacture food products, their ingredients or compounds;

To acquire in any manner, acquire, own or dispose of, any things principal or accessory to the foregoing purposes, under the name of "The Old Paris Drug Company of Canada, Limited—La Compagnie des Drogues du Vieux Paris au Canada, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Joseph de Beauce, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
886 Assistant Provincial Secretary.

"Topeca Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de janvier 1936, constituant en corporation, sans capital-actions: Marcel Gaboury, avocat, d'Outremont, Allan-R. Fraser, agent, de Montréal-Ouest, et Carmen Brabant, sténographe, non mariée, de Montréal, dans les buts suivants:

a) Conduire un club et procurer des moyens de récréation, d'exercice, des divertissements et des relations sociales aux membres de tel club et à leurs hôtes;

b) Fournir à ses membres tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations ordinaires d'un club;

c) Organiser des jeux athlétiques et généralement toutes récréations intérieures et extérieures pour fins sociales;

"Topeca Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty-seventh day of January, 1936, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Gaboury, advocate, of Outremont, Allan R. Fraser, agent, of Montreal West, and Carmen Brabant, stenographer, unmarried, of Montreal, for the following purposes:

a) To carry on a club, and to provide recreation, exercise, amusement and social intercourse for the members of such club and their guests;

b) To afford to its members all the usual privileges, advantages, conveniences, and accommodation of a club;

c) Playing of athletic games and generally all indoor and outdoor recreations and for social purposes;

d) Fournir le logement, la pension, l'accommodation et les facilités générales aux membres du club et à leurs hôtes;

e) Organiser, administrer et conduire des tournois et exhibitions athlétiques et y charger un prix d'admission;

f) Acquérir par achat, location ou autrement toute propriété mobilière et immobilière et les développer et les aménager pour les fins du club;

g) Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement aliéner des terrains, édifices et autres propriétés, mobilières et immobilières, ou tout intérêt en iceux et généralement faire le commerce et le trafic des dites propriétés de toute manière quelconque;

h) Emprunter de l'argent sur le crédit du club et sur ses biens et nantir ses biens mobiliers et hypothéquer ses biens immobiliers en garantie de tels emprunts aux termes et conditions qui seront convenus avec le prêteur;

i) Adopter et décréter les règlements, règles et règlementations non contraires aux lois de l'ordre public de la province de Québec qui seront nécessaires pour l'administration, la gérance et la conduite générale des affaires et entreprises de la corporation et ses membres et pour la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, pourvu toujours que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, révoquer et changer en tout ou en partie les dits règlements, règles et règlementations tel que la corporation jugera à propos;

j) Faire toutes les choses nécessaires ou incidentes aux objets précités ou l'un quelconque des dits objets et en général pour la promotion et l'avancement des affaires du dit club;

k) Il est entendu que les objets mentionnés dans les paragraphes (*a*), (*b*), (*c*), (*d*), (*e*), (*f*), (*g*), (*h*), (*i*), (*j*) et (*k*) des présentes seront des objets indépendants, et ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes d'aucun autre paragraphe ou par le nom de la compagnie, sous le nom de "Topeca Club, Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir est de $10,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
887 Sous-secrétaire de la Province.

d) To provide lodging, board, accommodation and general facilities to members of the club and their guests;

e) To arrange, manage and conduct athletic tournaments and exhibitions and to charge a price for admission thereto;

f) To acquire by purchase, lease or otherwise all moveable and immoveable property and to develop and improve the same for the purposes of the club;

g) To purchase, lease or otherwise acquire, own, sell or otherwise dispose of lands, buildings and other properties, moveable and immoveable or any interest therein and generally to deal and traffic in such property in any manner whatsoever;

h) To borrow money on the credit of the club and its assets and to pledge its moveable property and hypothecate its immoveable property as security therefor upon such terms and conditions as may be arranged with the lender;

i) To adopt and to enact such by-laws, rules and regulations not inconsistent with the laws of public order of the Province of Quebec as may be requisite for the management, administration and conduct generally of the affairs and concerns of the corporation and its members and for the discipline, suspension and expulsion of its members, provided always that the corporation may from time to time amend, alter, repeal and change in whole or in part such by-laws, rules and regulations as the corporation may see fit;

j) To do all things necessary or incidental to the foregoing objects or any of them and generally for the promotion and advancement of the affairs of the said club;

k) The intention is that the objects specified in paragraphs (*a*), (*b*), (*c*), (*d*), (*e*), (*f*), (*g*), (*h*), (*i*), (*j*) and (*k*) hereof shall be independent objects, and shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or name of the Company, under the name of "Topeca Club, Incorporated".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited is $10,000.00.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
888-o Assistant Provincial Secretary.

"United Auto Parts of Quebec, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat, Marguerite Deziel, Annette Lafleur, sténographes, filles majeures, tous de Montréal, dans les buts suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail, de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, aéroplanes, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectifs d'iceux;

Exercer tout autre commerce, soit de fabrication ou autre, qui semblera à la compagnie sus-

"United Auto Parts of Quebec, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of January, 1936, incorporating: Lucien Roux, advocate, Marguerite Deziel, Annette Lafleur, spinsters of the age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, either wholesale or retail, in all kinds of automobiles, tractors, aeroplanes, ships, canoes, boats, trucks, wagons, motorcycles, as well as all parts, spare parts, pieces incidental thereto directly or indirectly, and any things capable of being used in connection with the said objects or in the manufacture, maintenance and operation thereof respectively;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the

ceptible d'être exercé en rapport avec son commerce ou jugé pouvoir directement ou indirectement augmenter la valeur ou rendre profitable quelque propriété ou droit de la compagnie;

Acquérir de toute manière quelconque, posséder et détenir, exploiter et utiliser toutes sortes de franchises et privilèges;

Placer toutes ou aucune partie de ses actions, fonds, débentures, obligations ou autres valeurs en échange ou en paiement de tous autres intérêts de toutes sortes quelconques, y compris des actions, débentures et obligations de toute autre compagnie, association ou société;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile et nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, en aucun temps, et aussi aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèque que la compagnie trouvera raisonnables;

Faire tous contrats comprenant les baux, services, valeurs, mandats, agences et transactions et généralement tous contrats et conventions qu'une corporation pourra conclure sans aucune exception;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées et non-sujettes à appel des actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement de tous services rendus, dettes ou responsabilités de la compagnie;

Faire tous autres actes et choses qui seront jugés avantageux ou nécessaires à l'exécution des objets pour lesquels l'incorporation est actuellement sollicitée, ou qui peuvent nécessairement ou convenablement découler de l'exercice des fins de l'incorporation ou qui peuvent être convenables ou nécessaires pour icelle, sous le nom de "United Auto Parts of Quebec, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en mille cinq cents (1,500) actions de capital privilégié à 6% d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune, et 5,000 actions du capital ordinaire d'une valeur au pair de un dollar ($1.00);

Les dites actions privilégiées à 6% seront sujettes aux privilèges, priorités, pouvoirs, limitations, conditions et restrictions suivantes respectivement, à savoir:

a) Les actions privilégiées n'auront pas droit de vote et recevront un dividende privilégié jusqu'à concurrence de six pour cent (6%) par année sur la valeur au pair des dites actions et nul dividende ne sera déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie durant aucune année avant que les dits dividendes privilégiés aient été déclarés et payés. Les dividendes privilégiées seront non cumulatifs. Les actions privilégiées n'auront pas droit à aucune autre participation dans les profits de la Compagnie, excepté tel que susdit. Le dividende ou les dividendes seront payables annuellement, semi-annuellement ou trimestriellement de la manière que les actionnaires le détermineront de temps à autre;

b) La compagnie aura le droit en aucun temps, et de temps à autre, de racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à ou conformément au prix alors déterminé par les directeurs, et / ou racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à la valeur au pair d'icelles. Si la compagnie désire en aucun temps racheter moins que la totalité des actions privilégiées en cours, les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage de la manière qui sera prescrite par le bureau de direction de la compagnie. Un avis de trente jours sera donné par écrit de l'intention de

company capable of being carried on in connection with its business or capable of directly or indirectly enhancing the value of or rendering profitable any of the property or rights of the company;

To acquire in any manner whatsoever, own and hold, operate and utilize all kinds of franchises and privileges;

To invest all or any part of its shares, funds, debentures, bonds or other securities in exchange or in payment for any other interests of any kind whatsoever, including debenture stock and bonds of any other company, association or partnership;

To borrow any amounts which the company may deem useful and necessary to borrow for the purposes of its undertakings or for the exercise of any of its powers, at any time, and also upon terms and conditions and by giving the securities and hypothecs which the company may deem reasonable;

To make any contracts comprising leases, services, securities, mandates, agencies and transactions and generally any contracts and agreements which a corporation may enter into without any exception;

To issue and allot as fully paid up and non-assessable shares, bonds, debenture stock or other securities of the company in payment for any services rendered, debts or liabilities of the company;

To do any other acts and things which may be deemed advantageous or necessary for the execution of the objects for which incorporation is hereby requested, or which may necessarily or incidentally proceed from the exercise of the purposes of the incorporation or which may be suitable or necessary thereto, under the name of "United Auto Parts of Quebec, Limited".

The capital stock of the company is twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into one thousand five hundred (1,500) shares of 6% preferred stock of a par value of ten dollars ($10.00) each, and 5,000 shares of common stock of a par value of one dollar ($1.00);

The said 6% preferred shares shall be subject to the following privileges, priorities, powers, limitations, conditions and restrictions respectively, namely:

a) The preferred shares shall not be entitled to vote and shall receive a preferred dividend up to but not exceeding six per cent (6%) per annum on the par value of the said shares and no dividend shall be declared nor paid on the common shares of the company during any year before the said preferred dividend shall have been declared and paid. The preferred dividends shall be non-cumulative. The preferred shares shall not be entitled to any further participation in the profits of the company, except as aforesaid. The dividend or dividends shall be payable annually, semi annually or quarterly in the manner to be determined by the shareholders from time to time;

b) The company shall have the right at any time, and from time to time, to redeem all or part of the preferred shares outstanding at or in conformity with the price already determined by the directors, and / or to redeem all or part of the preferred shares outstanding at the par value thereof. If the company desires at any time to redeem less than the totality of the preferred shares outstanding, the shares to be so redeemed shall be chosen by drawing lots in the manner to be prescribed by the Board of Directors of the company. A thirty days' notice shall

la compagnie de racheter une partie des dites actions privilégiées, le dit avis sera envoyé par poste recommandée, à la dernière adresse connue des porteurs des actions privilégiées; si moins que la totalité des actions privilégiées en cours et acquittées doit être rachetée, le nombre des actions à être ainsi rachetées, sera mentionné dans le dit avis, ainsi que la date et l'endroit où les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage, tel que prévu dans les présentes;

Les actions ordinaires seront sujettes aux droits antérieurs des porteurs d'actions privilégiées à 6%, et confèreront seules le droit de voter et d'être qualifié comme pouvant devenir directeur de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
889–o Sous-secrétaire de la Province.

be given in writing of the intention of the company to redeem a part of the said preferred shares, the said notice shall be sent by registered mail, to the last known address of each of the holders of preferred shares; if less than the totality of the preferred shares outstanding and paid up are to be redeemed, the number of shares to be so redeemed, shall be mentioned in the said notice, as well as the date and place where the shares to be so redeemed shall be chosen by drawing lots, as provided for in these presents;

The common shares shall be subject to the prior rights of the 6% preferred shares, and shall confer only the right to vote and of being qualified as capable of becoming a director of the company.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
890 Assistant Provincial Secretary.

"Wenger's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier, 1936, constituant en corporation: Norman Genser, de la cité de Hampstead, Lawrence Marks, de la cité de Montréal, tous deux avocats, Barnet Nusselman, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, construire, vendre, confectionner, remodeler, changer, réparer et autrement faire le commerce de bagues, bijoux, pierres précieuses, et bijouterie de toutes sortes, et généralement exercer le commerce de bijoutiers et toutes sortes et espèces de travaux se rapportant directement ou indirectement au commerce de la bijouterie;

2. Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange, ou autre titre légal, et détenir soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantir la vente et céder, transporter ou autrement disposer de ou faire le commerce d'hypothèques, nantissements, balances de prix garanties par privilège ou autrement, réclamations, conventions d'achat ou de vente et obligations de toute nature et description;

3. Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer ou arrenter, importer et exporter et négocier toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins des dits commerces ou communément utilisés ou employés par des personnes engagées dans aucun tel commerce, ou qui sont susceptibles d'être tprofitablement négociés en rapport avec aucun des dits commerces;

4. Acquérir par achat, concession, échange, location ou autrement, et construire, ériger, exploiter, détenir, maintenir et gérer toutes constructions, travaux, usines, magasins, boutiques, dépôts, fonderies, ateliers de machines, chambres de machineries, et autres structures et érections nécessaires ou convenables à l'exercice de son commerce, et toute autre propriété réelle ou personnelle, nécessaire ou utile à l'exercice d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, vendre ou autrement en disposer;

5. Acheter, revendre, accepter, prendre, détenir ou vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, dé-

"Wenger's, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of January, 1936, incorporating: Norman Genser, in the City of Hampstead, Lawrence Marks, in the City of Montreal, both advocates, Barnet Nusselman, notary, in the City of Outremont, all on the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To manufacture, construct, sell, build, remodel, change, repair and otherwise deal in rings, jewels, precious stones, and jewellery of all kinds, and generally to carry on the business of jewellers and all other types and kinds of work connected directly or indirectly with jewellery business;

2. To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange, or other legal title, and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price secured by privilege or otherwise, claims, purchase or sale agreements and obligations of every nature and description;

3. To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of said business or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable of being profitably dealt with in connection therewith;

4. To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise, and to construct, erect, operate, hold, maintain, and manage all buildings, works, factories, stores, shops, depots, foundries, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary or convenient for the carrying on of its business and all other property, real or personal, necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the Company, and to lease, sell, or otherwise dispose of the same;

5. To purchase, re-sell, accept, take hold or sell, or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds

bentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou agents que les directeurs nommeront;

6. Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société exerçant un commerce dans toutes les lignes se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par cette compagnie, avec ensemble tous biens, marques de commerce, dessins, brevets, permis, et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, et en payer le prix convenu soit en deniers comptants, en valeurs ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes ou dans toute combinaison ou proportion d'iceux;

7. Prendre part à la gestion, surveillance et contrôle du commerce ou opérations de toute entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée et, pour cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents;

8. Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie dans toute ligne se rapportant aux objets de la présente compagnie;

9. Se fusionner à toute compagnie, corporation, société ou personne exploitant un commerce semblable en aucune ligne à celui de la présente compagnie;

10. Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débentures, bons ou autres valeurs de toute autre compagnie, société ou personne;

11. Émettre, vendre, répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie;

12. Acheter, vendre, échanger, et négocier des comptes recevables, connaissements, reçus d'entrepôts, reçus de location, billets privilégiés, et autres valeurs en ce qui les concerne ou aucun d'eux; prendre aucune des dites valeurs ou effets de commerce en paiement de la vente de tous biens personnels et vendre aucune des dites garanties sur des biens personnels reçus au cours de ses opérations;

13. Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets promissoires, lettres de change, obligations, débentures et preuves de dettes de toutes sortes, soit garantis par des hypothèques, gages ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir par hypothèques, gages ou autrement;

14. Lors de toute émission des actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie, employer des courtiers, agents à commission et banquiers et pourvoir à la rémunération de telles personnes pour leurs services en les payant en argent, ou avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débentures ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou en leur consentant des options ou de toute autre manière;

15. Conclure, passer et compléter des contrats d'assurance réciproque et pour telles fins nommer agents et procureurs, et faire tout acte nécessaire pour compléter ces contrats;

16. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter

and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through agent or agents as the directors may appoint;

6. To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by this company, together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses, and goodwill connected either directly or indirectly with the purposes of this company, and to pay for same the price agreed upon either in cash, in securities or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or in any combination or proportion thereof;

7. To take part in the management, supervision and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents;

8. To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present company's objects;

9. To amalgamate with any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present company;

10. To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person, and to accept in consideration, shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation, partnership or person;

11. To issue, sell, allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the company;

12. To buy, sell, exchange, and deal in accounts receivable, bills of lading, warehouse receipts, hire receipts, lien notes, and other securities in respect of the same or any of them; to take any of the said securities or commercial paper in payment for the sale of any personal property and to sell any of the said securities on personal property received in the course of its business;

13. To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

14. Upon any issue of shares, debentures or other securities of the company, to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remunerations of such persons for their services by payment in cash, or with the approval of the shareholders, by the issue of shares, debentures or other securities of the Company, or by the granting of options to take the same or in any other manner;

15. To enter into, carry out and complete contracts of inter-insurance and for such purpose to appoint agents and attorneys, and to do any act necessary to complete such contracts;

16. To draw, make, accept, endorse, execute

et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

17. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

18. Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, utiliser, exploiter, introduire et vendre, céder ou autrement disposer d'aucune ou de toutes marques de commerce, et toutes inventions, améliorations et procédés utlisés en rapport avec ou obtenus par lettres patentes ou autrement, du Canada ou de tout autre pays; et utiliser, exercer, développer, émettre des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur aucune et toutes telles marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et choses de même nature, ou toute telle propriété, droits et information ainsi acquis, et, en vue de leur exploitation et de leur développement, exercer toute industrie, soit manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie de nature à effectuer directement ou indirectement ces objets;

19. Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents à commission, entrepreneurs, ou autrement, et soit par l'entremise d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Wenger's, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 746 Avenue Querbes, en la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

891

and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

17. To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value or to render profitable any of the Company's property or rights;

18. To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of, any and all trade-marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under Letters Patent or otherwise, of Canada, or of any other country; and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade-marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so acquired, and, with a view to the working and development of the same, to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which the Company may think calculated directly or indirectly to effectuate these objects;

19. To do all or any of the above things as principals, agents on commission, contractors, or otherwise, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Wenger's, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 746 Querbes Avenue, in the City of Outremont, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

892–o

"Westmount Holdings, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Francis-Curzon Dobell, Anthony-Peter Vanier, avocats, et Charles-Gordon Paul, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Faire le commerce de bailleurs de fonds, de capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales, mercantiles et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucun des objets de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

(*b*) Souscrire, conditionnellement ou non, garantir, vendre à commission ou autrement prendre, détenir, trafiquer et convertir des valeurs, actions et valeurs de toutes sortes, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération, avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion, et organiser des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir toute propriété ou entreprise et

"Westmount Holdings, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1936, incorporating: Francis Curzon Dobell, Anthony Peter Vanier, advocates, and Charles Gordon Paul, accountant, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

(*b*) To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, sell or commission or otherwise take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting, and to organize companies, syndicates or partnerships of all kinds, for the purpose of acquiring any property or any under-

engagements de cette compagnie ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

(*c*) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(*d*) Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

(*e*) Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences et, en particulier, agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert de bons, débentures ou actions ou autres valeurs et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriétés, comprenant la clientèle et les entreprises, et généralement transiger et entreprendre toutes sortes d'agences d'affaires, soit pour fins commerciales, industrielles ou financières;

(*f*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

(*g*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

(*h*) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies, pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(*i*) Placer ou attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

(*j*) Distribuer les biens de la compagnie entre ses membres, au moyen de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie;

(*k*) S'unir ou se joindre à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*l*) Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement, pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

taking and liabilities of this or any other company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof or for any other purpose which this company may think expedient;

(*c*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*d*) To receive money on deposit, at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds, upon such terms as may be arranged;

(*e*) To transact or carry on all kinds of agency business and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

(*f*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

(*g*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*h*) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*i*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

(*j*) To distribute any assets of the company among its members by way of dividend legally declared out of the surplus of the company;

(*k*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*l*) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*m*) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

(*n*) Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

(*o*) Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

(*p*) Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu que tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions, sous le nom de "Westmount Holdings, Ltd.".

Le capital total de la compagnie consistera en quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair, dont un mille (1,000) seront des actions de la Classe A et trois mille (3,000) seront des actions de la Classe B. Les dites actions de la Classe A et de la Classe B confèreront respectivement à leurs porteurs des droits égaux sous tous les rapports en ce qui regarde la distribution et le paiement des dividendes, la distribution du capital dans le cas de dissolution, liquidation ou ventilation de la compagnie et autrement, comme si les dites actions de la Classe A et de la Classe B étaient toutes d'une même classe, sujet cependant à la condition que, excepté tel qu'autrement expressément prévu par la loi, les porteurs des actions de la Classe B n'auront pas droit comme tels d'assister ou de voter ou de recevoir avis d'aucune assemblée des actionnaires de la compagnie, mais le dit droit d'assister et voter et de recevoir avis d'aucune telle assemblée sera dévolu exclusivement aux porteurs d'actions de la Classe A.

Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations sera d'au moins vingt mille dollars ($20,000.00).

La répartition et l'émission des dites actions de la Classe A et de la Classe B sans valeur nomi-

(*m*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

(*n*) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to, or any money borrowed for the purposes of the company;

(*o*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(*p*) And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided that such interest is disclosed to other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors having such adverse interests shall be liable to the company or to any shareholder or creditor thereof, or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon, under the name of "Westmount Holdings, Ltd.".

The capital stock of the company shall consist of four thousand (4,000) shares without nominal or par value of which one thousand (1,000) shall be Class A shares and three thousand (3,000) shall be Class B shares. The said Class A and Class B shares shall respectively confer upon their holders equal rights in all respects with regard to distribution and payment of dividends, distribution of capital upon dissolution, liquidation or winding-up of the Company and otherwise, as fully as if the said Class A and Class B shares were all of one class, subject however to the condition that except as otherwise expressly provided by law, the holders of Class B shares shall not as such be entitled to attend or vote at or to receive notice of any Meeting of the Shareholders of the Company, but such right to attend and vote at and to receive notice of any such Meeting shall vest exclusively in the holder of Class A shares.

The amount of capital with which the Company shall carry on its business shall be at least twenty thousand dollars ($20,000.00).

The allotment and issue of the said Class A and Class B shares without nominal or par value shall

nale ou au pair seront faites pour la considération qui sera de temps à autre déterminée par le bureau de direction.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,

893 Sous-secrétaire de la Province.

be made for such consideration as may from time to time be fixed by the Board of Directors.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,

894-o Assistant Provincial Secretary.

"East Angus Shoe Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1936, constituant en corporation: Joseph-Edouard Palmer, Comptable, Alphonse Bilodeau, Cordonnier, J.-Hilaire Aubin, Alden-Raymond Rousseau, Hôteliers, Thomas-A. Bagley, Electricien, John-Robert McFadden, agent, tous de la Ville d'East Angus, et Edwin Evans, Gérant, de la Cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie de manufacturiers et négociants de bottines et souliers, chaussures, et toutes choses s'y rapportant, en cuir et autres matériels et manufacturer, acheter, vendre ou autrement négocier tous tels articles, effets et marchandises et tous articles, effets et marchandises qui peuvent être avantageusement manufacturés, vendus et négociés en même temps qu'iceux;

2. Exercer toute autre industrie ou activité qui peut être convenablement exercée en même temps que l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens, actions et obligations de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie, et acquérir la clientèle de tout commerce constitué en corporation ou non et payer les dits biens, commerce, obligations et clientèle avec des actions de la compagnie ou autrement;

4. Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

5. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes, qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignations d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

6. Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant des affaires dans toutes lignes se rapportant aux objets de la présente compagnie;

7. Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété réelle ou personnelle et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires pour les fins de son commerce, et particulièrement tous terrains, édifices, immunités, machinerie, outillage, et fonds de commerce;

8. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic ou le commerce de propriétés immobilières;

9. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, hypothéquer, aliéner, faire va-

"East Angus Shoe Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of January, 1936, incorporating: Joseph Edouard Palmer, accountant, Alphonse Bilodeau, shoemaker, J. Hilaire Aubin, Alden Raymond Rousseau, hotel-keepers, Thomas A. Bagley, Electricien, John Robert McFadden, agent, all of the Town of East Angus, and Edwin Evans, manager, of the City of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of manufacturers of and dealers in boots and shoes, footwear, and all things incidental thereto of leather and other materials and to manufacture, purchase, sell or otherwise deal in all such goods, wares and merchandise and all goods, wares and merchandise which can advantageously be manufactured, sold and dealt in, in conjunction therewith;

2. To carry on any other business or activity which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

3. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, stocks and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to acquire the goodwill of any business, whether incorporated or otherwise, and to pay for the said property, business, liabilities and good-will with shares of the company or otherwise;

4. To open and operate branches, factories, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and in any kind of places where the company's business may be carried on;

5. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept services for and on behalf of the company of any process or suit;

6. To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on any line of business connected with the purposes of the present company;

7. Generally to purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the Company may think necessary for the purposes of its business, and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

8. To purchase or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter or otherwise deal in or with immoveable property;

9. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, hypothecate, dispose of, turn to

loir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

10. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

11. Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis pour l'une quelconque des fins énoncées aux présentes dans des débentures du Dominion du Canada ou des Provinces du Dominion du Canada ou dans les Banques;

12. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la Compagnie ou l'une quelconque des dites fins et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente Compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter et mener à bien ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

13. Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la compagnie par toute sorte de publicité, annonces, circulaires, expositions d'œuvres d'art ou autres;

14. Se joindre ou se fusionner à toute autre Compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie; s'il y a autorisation par règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers du capital souscrit;

15. Emettre et signer des chèques, billets, lettres de change et garanties, et donner une garantie ou se porter garant pour le paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autre obligation de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie a des relations d'affaires;

16. Faire tous ou tels règlements qui pourraient être avantageux pour la Compagnie;

17. Distribuer en nature parmi ses actionnaires, tous les biens de la compagnie, et, en particulier, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies, que la compagnie peut posséder, si elle a pourvu au paiement et à la garantie de toutes ses dettes et obligations et après que les formalités mentionnées à l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q., 1925, Chapitre 223, auront été remplies;

18. Ne permettre à aucune personne de posséder plus de vingt actions privilégiées de la Compagnie. Les actionnaires ou leurs ayants-droit devront, s'ils veulent transférer leurs actions, en donner avis de trente jours au bureau de direction, et en effectuer le transfert, de préférence à la personne désignée par ce dernier, durant ce délai;

19. Et en général avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins de leurs affaires, sous le nom de "East Angus Shoe Company, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de vingt-cinq mille cinq cents dollars ($25,500.00), divisé en cinq cents (500) actions privilégiées de cinquante dollars ($50.00) chacune, et cinq cents (500) actions ordinaires de un dollar ($1.00). Tout capital-action émis comme action privilégiée aura la préférence suivante:

A) Les porteurs d'actions privilégiées auront droit à dix votes par action payée, à toute assemblée des actionnaires.

account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

10. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing to place any of the shares in the Company's capital or any debentures or other securities of the Company or the conduct of its business;

11. To invest and deal with the moneys of the company, not immediately required for any of the purposes herein stated, either in debentures of the Dominion of Canada or of Provinces of the Dominion of Canada or in the banks;

12. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

13. To adopt such means as may be deemed expedient to make known the products of the company by publicity of all kinds, advertisements, circulars, exhibitions of works of art or otherwise;

14. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company after approval by a By-Law sanctioned by the vote of at least two thirds of the paidup capital;

15. To issue and sign cheques, notes, bills of exchange and guarantees and give security for and become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever of any other corporation, firm or individual with which the Company has business dealings;

16. To enact any or such by-laws as may be advantageous for the company;

17. To distribute in kind, among its shareholders, any of the company's property, and in particular any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies which the company may possess, provided provision has been made for the payment and guarantee of all its debts and liabilities and after having complied with the formalities prescribed by Article 81 of the Quebec Companies' Act, R.S.Q., 1925, Chapter 223;

18. Not to allow any person to possess more than twenty preferred shares of the company. The shareholders or their assigns shall, if they desire to transfer their shares, give thirty days' notice to the Board of Directors and effectuate the transfer, in preference, to the person designated by the Board, during the said delay;

19. And, in general, to have and use any other rights and powers which may be required for the purposes of its business, under the name of "East Angus Shoe Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company shall be twenty five thousand five hundred dollars ($25,500.00), divided into five hundred (500) preferred shares of fifty dollars ($50.00) each and five hundred (500) common shares of one dollar ($1.00). Any capital stock issued as preferred stock shall have the following preference:

A) The holders of preferred shares shall be entitled to ten votes per share at any meeting of the shareholders.

B) Les actions privilégiées seront participantes et recevront un dividende fixe, préférentiel et cumulatif de six pour cent par an, payable le premier jour de janvier et juillet de chaque année; ainsi si le dividende annuel n'atteint pas six pour cent, la différence ou déficit devra être soldé à même les profits des années suivantes; le premier paiement de dividende se fera le premier janvier mil neuf cent trente-sept.

C) Elles ne seront pas sujettes à annulation ou à réduction de valeur, pour cause de perte ou de dépréciation de l'actif de la Compagnie et advenant la liquidation, dissolution ou la cession volontaire ou involontaire de la Compagnie, le surplus de l'actif servira à payer aux porteurs de ces actions leur valeur au pair, ainsi que les dividendes échus et non payés, et le reste du surplus de l'actif de la compagnie sera divisé entre les actionnaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à East Angus, dans le District de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,

895–o Sous-secrétaire de la Province.

B) The preferred shares shall be participating and shall receive a six per cent per annum fixed, preferred and cumulative dividend, payable on the first day of January and July of each year; thus, if the annual dividend does not attain six per cent, the difference or deficiency shall be paid out of the profits of the following years; the first payment of dividends shall be made on the first of January nineteen hundred and thirty seven.

C) They shall not be subject to cancellation or reduction on account of any loss or depreciation of the assets of the company and in the case of liquidation, dissolution or voluntary or involuntary assignment of the company, the surplus of the assets shall be used to pay, to the holders of such shares, the par value thereof, and also the accrued and unpaid dividends, and the residue of the surplus of the assets of the company shall be divided among the shareholders.

The head office of the company will be at East Angus, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of January 1936.

ALEX. DESMEULES,

896 Assistant Provincial Secretary.

"Vincent & Croteau, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1936, constituant en corporation: J.-B.-Emilien Vincent, Joseph-Ernest-Omer Croteau, constructeurs, J.-Aldéric Ménard, agent d'assurance, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer les métier, négoce et commerce de constructeurs, contracteurs généraux et marchands de matériaux de construction, agir comme tels; aussi exercer tout autre négoce ou commerce connexe;

Exécuter toutes sortes de travaux de génie, pourvu qu'ils ne soient pas dérogatoires aux privilèges accordés par la loi aux ingénieurs civils;

Exercer l'industrie de contracteurs généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés; à cet effet entreprendre pour le compte de compagnies, corps publics ou d'individus, la construction, l'aménagement, la réparation et l'amélioration d'édifices publics ou privés, chemins, routes, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, aqueducs, écluses, ponts, égouts, pavage, trottoirs, viaducs, tunnels; soumissionner pour obtenir les contrats; donner les garanties exigées en pareil cas, et faire les dépôts nécessaires à ces fins; entreprendre tous travaux de démolition;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, des terrains à bâtir: bâitments, fermes, et généralement tous immeubles et biens immobiliers; bâtir, entretenir, développer, vendre, louer, échanger, améliorer tels immeubles, ou aucune portion d'iceux;

Agir comme agents d'immeubles ou courtiers en assurances;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer ou donner en garantie les biens meubles ou immeubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations, débentures ou valeurs, ou de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie et

"Vincent & Croteau, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of January, 1936, incorporating: J. B. Emilien Vincent, Joseph Ernest Omer Croteau, builders, J. Aldéric Ménard, insurance agent, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade, business and operations as general builders and contractors and dealers in building materials; to act as such; also to carry on any other incidental business or trade;

To carry on all kinds of engineering works provided the same be not derogatory to the privileges granted by law to Civil Engineers;

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works, for such purpose, to undertake on the account of companies, public bodies or individuals, the construction, equipment, repair and improvement of public or private buildings, highways, roads, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, waterworks, dams, bridges, sewers, paving, sidewalks, viaducts, tunnels; to tender for contracts; to give the guarantees required in such cases and make the necessary deposits for such purposes; to undertake any demolishing works;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, building lots, buildings, farms, and generally any immovables or immovable property; to build, maintain, develop, sell, lease, exchange, improve such immovables or any part thereof;

To act as real estate agents or insurance brokers;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, obligations, debentures or other securities of the company and to give as security or sell the same for any price and sum deemed suitable; to hypothecate or give as security the movables or immovables of the company or to give both as security to secure the payment of such bonds, obligations, debentures or securities and of any loan of money made for the purposes of the company, and exer-

exercer tous les pouvoirs mentionnés en l'article 67 de la Loi des Compagnies de Québec, Chap. 223;

Prendre et détenir des hypothèques, liens et charges en garantie du paiement du prix de vente ou d'achat d'aucune partie de la propriété de la compagnie ou d'aucune autre compagnie, personne ou individu;

Payer toutes dettes ou tous comptes de la compagnie, tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, toute acquisition de meubles ou d'immeubles par la compagnie, toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital en actions libérées et partie en deniers ou en deniers seulement;

Payer des dividendes en parts ou en deniers de la compagnie ou en actions, bons, obligations ou valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie et appartenant à cette dernière ou détenues par elle, et dont elle aurait le pouvoir de disposer, et ce, d'après règlement passé à une assemblée générale spéciale des actionnaires ayant droit de vote et dûment convoqués à cet effet;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures, parts ou valeurs d'aucune compagnie ou individu en paiement;

Acquérir le commerce et entreprise que la Société Vincent & Croteau Reg'd exploite actuellement à Montréal comme constructeurs généraux; payer le dit commerce en tout ou en partie en actions complètement libérées de la présente compagnie;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débentures, bons, obligations et d'autres instruments négociables et transférables;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié et avantageux à la réalisation d'un ou de plusieurs des objets mentionnés aux présentes ou qui, en aucun temps, sera indispensable pour protéger la corporation ou lui profiter, soit comme détenteur, soit comme intéressée dans aucune propriété ou autrement;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme facteurs, principaux, agents, à commission ou autrement, comme entrepreneurs ou autres et soit par l'entremise d'agents, procureurs, fiduciaires, mandataires ou autrement, et soit seul, soit conjointement avec d'autres;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tous autres pararraphes;

Le transport d'actions se fera de la manière et conformément aux conditions prescrites par les règlements de la compagnie, sous le nom de "Vincent & Croteau, Inc.", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

897–o

cise all the powers mentioned in article 67 of the Quebec Companies' Act, Chap. 223;

To take and hold hypothecs, liens or charges to secure the payment of the sale or purchase price of any part of the company's property or that of any other company, person or individual;

To pay all the company's debts or accounts, for any services rendered to or required by the company, any acquisition of movables or immovables made by the company, all expenses incidental to or connected with the formation and incorporation of the company or for the raising of its capital, with paid up shares of the company or partly in paid up shares and partly in cash or in cash only;

To pay dividends in cash or shares of the company or in shares, bonds, obligations, debentures or securities of the company or of any other company and belonging to the company or held by the latter or which it may have the power to dispose of, and such according to by-law passed at a special general meeting of the shareholders with right to vote, duly called for such purpose;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and to accept cash, shares, obligations, debentures, stocks or securities of any other company or individual in payment therefor;

To acquire the business and undertaking actually carried on at Montreal, by "La Société Vincent & Croteau Reg'd." as general builders; to pay for the said business, in whole or in part, with fully paidup shares of the present company;

To draw, make, accept, endorse, pay, discount, and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures, bonds, obligations and other negotiable or transferable instruments;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any or several of the objects herein enumerated, or which may at any time be necessary for the protection or benefit of the company, either as holders of or as interested in any property or otherwise;

To do all or any of the above things as factors, principals, agents, on commission, or otherwise contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, or through agents, attorneys, trustees, mandatories or otherwise;

The powers in each paragraph hereof to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

Tthe transfer of shares shall be made in the manner and in conformity with the conditions prescribed by the company's by-laws, under the name of "Vincent & Croteau, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty seventh day of January 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

898

"Grand Sporting Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Groulx, marchand, J.-A. Richard Rivest, bourgeois, et Daniel Viau, voyageur, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Eriger, maintenir, opérer et conduire des maisons de Club, avec leurs accommodations nécessaires pour le bénéfice littéraire, artistique, scientifique et physique des personnes ayant droit de fréquenter telles maisons de Club;

Maintenir des écoles de natation, d'équitation et d'automobiles, des classes de chant, musique, art littéraire, et autres arts sociaux, et pour les fins ci-dessus mentionnées, détenir, meubler, ériger, maintenir et gérer des maisons de Club, des pares et terrains de balles, de courses, abris pour bateaux, automobiles, chevaux, voitures, pour l'utilité et à la disposition des membres du Club et de leurs hôtes, et pour leur accommodation, fournir le logement, la pension, et toutes commodités et avantages en général aux membres du Club, leur hôtes, les serviteurs et employés du Club et généralement procurer et fournir aux membres du club et à leurs hôtes, tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations usuels d'un Club;

Etablir, maintenir et gérer un Club, pour l'avancement des jeux de Balles, La Crosse, Le Hockey, Le Golf, Le Tennis, Les Quilles, Le Pool, et Le Billard, et de la Chasse et la Pêche et autres jeux, opérer et exploiter des restaurants, salles à manger, salles de divertissements, salles de lecture, salles de billards, tournois de lutte et de boxe, et autres accommodations pour le bien-être de ses membres et de leurs hôtes;

Afficher les entrées, records, quotations, résultats ou rapports des concours et courses de yatches, bateaux, chevaux, bicycles, automobiles ou autres à l'extérieur et à l'intérieur des établissements du Club;

Tenir des concours athlétiques dans toutes les branches de sport et de jeux, et en rapport avec ces exhibitions, tournois et concours, représenter divers spectacles pour l'amusement des membres du club et de leurs hôtes, et en afficher les résultats ou rapports à l'extérieur et à l'intérieur des établissements du Club;

Promouvoir parmi les membres des relations sociales et amicales, avec pouvoir de détenir un permis pour la vente des vins et bières et / ou liqueurs alcooliques, en vertu des termes et dispositions de la Loi des Liqueurs de Québec, et des amendements qui pourront être faits à la dite Loi et aucune et toutes autres dispositions statutaires ou autres de la province de Québec, concernant la vente, l'usage, la consommation et la distribution des bières, vins et / ou autres liqueurs alcooliques;

Faire tous arrangements que la Corporation jugera utiles avec toutes autorités, municipales, locales ou autres, pour l'obtention des droits, privilèges ou concessions qu'elle jugera utiles pour la conduite de ses affaires;

Assumer, acquérir, détenir, utiliser, vendre, hypothéquer, louer ou échanger les propriétés réelles ou personnelles qui peuvent être nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles ce Club est constitué en Corporation;

Etablir différentes classes de membres, pourvoir à l'établissement d'une contribution pour devenir membres de la Corporation et au moyen

"Grand Sporting Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February 1936, to incorporate as a corporation without share-capital: Joseph Groulx, merchant, J. A. Richard Rivest, *bourgeois*, and Daniel Viau, traveller, all of Montreal, for the following purposes:

To erect, maintain, operate and conduct club houses with the necessary accommodations for the literary, artistic, scientific and physical benefit of the persons having right to frequent such club houses;

To maintain swimming, riding and automobile schools, singing, music, literary and other social art classes and, for the hereabove mentioned purposes to own, furnish, erect, maintain and manage club houses, parks, ball grounds, race tracks, shelters for boats, automobiles, horses and vehicles for the use and convenience of the members of the club and their guests, and for their accommodation to supply lodging, board and any commodities and advantages generally for the members of the club, their guests, servants and employees, and generally to procure for and supply the members of the club and their guests with all the usual privileges, advantages, commodities and accommodations of a club;

To establish, maintain and manage a club for ball games, lacrosse, hockey, golf, tennis, bowling, pool and billiards and hunting and fishing, and other games; to operate and exploit restaurants, dining-rooms, amusement halls, reading rooms, billiard-rooms, wrestling and boxing matches and other accommodations for the welfare of its members and of their guests;

To post up the entries, records, odds, results or reports of yacht, boat, horse, bicycle, automobile or other races, outdoors or inside the establishments of the club;

To hold athletic competitions in all branches of sport and athletic games and, in connection with such exhibitions, tournaments and competitions, to produce various spectacles for the amusement of the members of the club and of their guests, and to post up the results or reports outside and inside the establishment of the club;

To promote social and friendly intercourse among the members, with power to hold a license for the sale of wine and beer and / or alcoholic liquor in virtue of the terms and provisions of the Quebec Alcoholic Liquor Act and the amendments which may be made to the said Act and any other statutory or other provisions of the Province of Quebec respecting the sale, use, consumption and distribution of beer, wine and / or other alcoholic beverages;

To enter into any agreement which the Corporation may deem useful, with any municipal, local or other authorities for the obtaining of rights, privileges or concessions which may be deemed conducive to the conduct of its business;

To take over, acquire, hold, use, sell, hypothecate, lease or exchange any real or personal property which may be necessary or useful for the corporate purposes of the club;

To establish different classes of membership, to provide for the establishment of a contribution to become members of the corporation and for

de collecter cette contribution, établir des règlements concernant l'admission et la conduite des membres du Club, ainsi que de leur expulsion ou leur suspension, sous le nom de "Grand Sporting Club, Incorporated".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
913-o Sous-secrétaire de la Province.

"Institut d'Hygiène Sociale des Trois-Rivières, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Bigué, avocat, conseil du roi, Hervé Beaudoin et Georges Racicot, médecins-chirurgiens, tous trois de la cité de Trois-Rivières, dans les buts suivants:

La lutte à la tuberculose par tous les moyens reconnus par la science et par les lois notamment:

1. Par l'organisation d'une clinique antituberculeuse, pour le dépistage, l'éducation, le traitement et le placement des malades tuberculeux;

2. Par l'organisation des cliniques de puériculture et d'assistance maternelle, comme organe de sauvegarde de l'enfance et de préservation antituberculeuse;

3. Par l'organisation d'une colonie de vacances pour venir en aide aux enfants menacés de tuberculose;

4. Par la coopération avec l'œuvre du placement familial, en dirigeant vers des foyers sains, de la campagne, des enfants exposés à la contagion familiale;

5. Par la collaboration avec l'Hôpital-Sanatorium Cooke, en plaçant dans cette institution les malades tuberculeux;

6. Enfin, par la collaboration avec les autres organisations d'hygiène déjà existantes; et, d'une manière générale, la propagande éducative et prophylactique en matière d'hygiène sociale, sous le nom de "Institut d'Hygiène Sociale des Trois-Rivières, Inc.".

Le montant ou la valeur du revenu annuel des immeubles que la corporation est autorisée par les présentes à posséder est limité à la somme de vingt-cinq mille dollars ($25,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
915-o Sous-secrétaire de la Province.

"O. K. Sporting Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Groulx, marchand, J.-A. Richard Rivest, bourgeois, Philippe Hamel, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Ériger, maintenir, opérer et conduire des maisons de Club, avec leurs accommodations nécessaires pour le bénéfice littéraire, artistique, scien-

the means of collecting the said contribution, to establish by-laws concerning the admission and conduct of the members of the Club and also their expulsion or suspension, under the name of "Grand Sporting Club, Incorporated".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February 1936.

ALEX. DESMEULES,
914 Assistant Provincial Secretary.

"Institut d'Hygiène Sociale des Trois-Rivières, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1936, to incorporate as a corporation without share-capital: Philippe Bigué, advocate, King's Counsel, Hervé Beaudoin and Georges Racicot, physician and surgeon, all three of the city of Trois Rivières, for the following purposes:

To combat tuberculosis by every means recommended by science and law, particularly:

1. By the organization of an anti-tuberculosis clinic, for the tracing, educating, treating and placing of tubercular patients;

2. By the organization of baby clinics and mothers' aid clinics, as a means of safeguarding children and the prevention of tuberculosis;

3. By the organization of open-air camps for the benefit of children threatened with tuberculosis;

4. By cooperation with "L'Œuvre du Placement Familial", by sending children exposed to contagion in their own families, into healthy homes in the country;

5. By collaboration with the "Hôpital-Sanatorium Cooke", in placing in this institution tubercular patients;

6. Finally by collaboration with other hygienic organizations already existing; and, in a general manner, the propaganda of educational and prophylactic instruction on matters concerning social hygiene, under the name of "Institut d'Hygine Sociale des Trois-Rivières, Inc.".

The amount or the value of the annual revenue from the immovables which the corporation is hereby authorized to possess is limited to twenty five thousand dollars ($25,000.00).

The head office of the company will be at Trois Rivières, in the district of Trois Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
916 Assistant Provincial Secretary.

"O. K. Sporting Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1936, to incorporate as a corporation without share-capital: Joseph Groulx, merchant, J. A. Richard Rivest, bourgeois, Philippe Hamel, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To erect, maintain, operate and conduct club houses with the necessary accommodations for the literary, artistic, scientific and physical ben-

tifique et physique des personnes ayant droit de fréquenter telles maisons de Club;

Maintenir des écoles de natation, d'équitation et d'automobiles, des classes de chant, musique, art littéraire, et autres arts sociaux et pour les fins ci-dessus mentionnées, détenir, meubler, ériger, maintenir et gérer des maisons de Club, des parcs et terrains de balles, de courses, abris pour bateaux, automobiles, chevaux, voitures pour l'utilité et à la disposition des membres du Club et de leurs hôtes, et pour leur accommodation fournir le logement, la pension et toutes commodités et avantages en général aux membres du Club, leurs hôtes, les serviteurs et employés du Club, et généralement procurer et fournir aux Membres du Club et à leurs hôtes tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations usuels d'un club;

Etablir, maintenir et gérer un Club pour l'avancement des jeux de Balles, La Crosse, Le Gouret, le Golf, le Tennis, les Quilles, le Pool et le Billard et de la Chasse et la pêche et autres jeux; opérer et exploiter des restaurants, salles à manger, salles de divertissements, salles de lecture, salles de billard, tournois de lutte et de boxe, et autres accommodations pour le bien-être de ses membres et de leurs hôtes;

Afficher les entrées, records, quotations, résultats ou rapports des Courses de Yachts, automobiles, chevaux, bicycles ou autres, à l'extérieur et à l'intérieur des établissements du Club;

Tenir des concours athlétiques dans toutes les branches de sport et de jeux et en rapport avec ces exhibitions, tournois et concours, représenter divers spectacles pour l'amusement du public, et en afficher les résultats du rapport à l'intérieur et à l'extérieur des établissements du Club;

Promouvoir parmi les membres des relations sociales et amicales, avec pouvoir de détenir un permis pour la vente des vins et bières et / ou liqueurs alcooliques en vertu des termes et dispositions de la Loi des Liqueurs de Québec et des amendements qui pourront être faits à ladite loi et aucune et toutes autres dispositions statutaires ou autres de la province de Québec, concernant la vente, l'usage, la consommation et la distribution des bières, vins et / ou autres liqueurs alcooliques;

Faire tous arrangements que la Corporation jugera utiles avec toutes autorités municipales, locales ou autres pour l'obtention des droits, privilèges, ou concessions qu'elle jugera utiles pour la conduite de ses affaires;

Assumer, acquérir, détenir, utiliser, vendre, louer, ou échanger les propriétés réelles ou personnelles qui peuvent être nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles ce Club est constitué en corporation;

Etablir différentes classes de membres, pourvoir à l'établissement d'une contribution pour devenir membres de la corporation et au moyen de collecter cette contribution, établir des règlements concernant l'admission et la conduite des membres du Club, ainsi que de leur expulsion ou leur suspension, sous le nom de "O. K. Sporting Club, Incorporated".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinq mille dollars ($5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

917–o

efit of the persons having right to frequent such club houses;

To maintain swimming, riding and automobile schools, singing, music, literary and other social art classes and, for the hereabove mentioned purposes to own, furnish, erect, maintain and manage club houses, parks, ball grounds, race tracks, shelters for boats, automobiles, horses and vehicles for the use and convenience of the members of the club and their guests, and for their accommodation to supply lodging, board and any commodities and advantages generally for the members of the club, their guests, servants and employees, and generally to procure for and supply the members of the club and their guests with all the usual privileges, advantages, commodities and accommodations of a club;

To establish, maintain and manage a club for Ball games, La Crosse, Hockey, Golf, Tennis, Bowling, Pool and Billiards and Hunting and Fishing, and other games; to operate and exploit restaurants, dining-rooms, amusement halls, reading rooms, billiard-rooms, wrestling and boxing matches and other accommodations for the welfare of its members and of their guests;

To post up the entries, records, odds, results or reports of yacht, automobile, horse, bicycle or other races, outdoors or inside the establishments of the club;

To hold athletic competition in all branches of sport and athletic games and, in connection with such exhibitions, tournaments and competitions, to produce various spectacles for the amusement of the public, and to post up the reports outside and inside the clubs premises;

To promote social and friendly intercourse among the members, with power to hold a license for the sale of wine and beer and / or alcoholic liquor in virtue of the terms and provisions of the Quebec Alcoholic Liquor Act and the amendments which may be made to the said Act and any other statutory or other provisions of the Province of Quebec respecting the sale, use, consumption and distribution of beer, wine and / or other alcoholic beverages;

To enter into any agreement which the Corporation may deem useful, with any municipal, local or other authorities for the obtaining of rights, privileges or concessions which may be deemed conducive to the conduct of its business;

To take over, acquire, hold, use, sell, lease or exchange any real or personal property which may be necessary or useful for the corporate purposes of the club;

To establish different classes of membership, to provide for the establishment of a contribution to become members of the corporation and for the means of collecting the said contribution, to establish by-laws concerning the admission and conduct of the members of the Club and also their expulsion or suspension, under the name of "O. K. Sporting Club, Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is five thousand dollars ($5,000.-00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

918

"T. Michon, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de février 1936, constituant en corporation: Paul Roy, comptable, Albert Lapointe, Adrien Maheu, tous deux commis, tous de Verdun, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et le négoce de marchands et négociants en gros et en détail de marchandises sèches, habits et vêtements d'hommes, de femmes et d'enfants, meubles, instruments de musique, horloges et montres, quincaillerie, machines à laver, machines à nettoyer par le vide et accessoires électriques, bijouterie, bimbeloteries et nouveautés, porcelaine, verrerie et vaisselle;

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers de confections et de vêtements de toutes sortes et descriptions dans toutes leurs spécialités;

Exercer le commerce et le négoce qui consiste à acheter, vendre, échanger, importer, exporter et autrement faire le commerce et le négoce, manufacturer, produire, préparer, manipuler, emmagasiner et distribuer les lainages, articles en coton, drap et autres articles faits de laine, soie et coton, marchandises sèches, articles en cuir, fournitures de tailleurs, les soies, satins et tissus de toutes sortes généralement; exercer toutes ou chacune des industries de négociants de marchandises sèches, pelletiers, merciers, bonnetiers, modistes, couturiers, confectionneurs, gantiers, tailleurs, chapeliers, marchands de drap, costumiers, et confectionneurs de prêts à porter, manufacturiers de dentelle, marchands de chaussures et souliers, d'articles en cuir, bijoutiers, horlogers, marchands de meubles, de quincaillerie et d'accessoires électriques;

Faire des avances et / ou garantir le paiement d'avances faites par d'autres;

Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou le remboursement des hypothèques, les personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et assumer et se charger des hypothèques ou contrats en défaut;

Placer tous les surplus de deniers de la compagnie de la manière que la compagnie le jugera à propos;

Exercer l'industrie et le commerce d'importateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail, négociants et trafiquants de marchandises sèches, fournitures pour tailleurs, doublures, soies, satin, cotons, laines, filés, draps, textiles et tissus de toutes sortes et description utilisés dans la confection d'habits et vêtements pour hommes et femmes, ainsi que de tous articles manufacturés, matériels, produits et effets de commerce composés d'iceux en tout ou en partie, tous autres articles, produits et matériels et choses nécessaires ou incidents en rapport avec les objets susdits;

Exercer l'industrie et le commerce de tailleurs, manufacturiers et négociants d'habits et vêtements dans toutes leurs spécialités diverses et respectives;

Exercer tous commerces de fabrication ou autre que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Acheter ou acquérir autrement et se charger de la totalité ou de toute partie de tout commerce dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, avec les édifices,

"T. Michon, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1936, incorporating: Paul Roy, accountant, Albert Lapointe, Adrien Maheu, both clerks, all of Verdun, for the following purposes:

To carry on the trade and business of wholesale and retail jobbers and dealers in dry goods, men's, women's and children's clothing and wearing apparel, furniture, musical instruments, clocks and watches, hardware, washing machines, vacuum cleaners and electrical appliances, jewellery, notions and novelties, china, glass and crockery ware;

To carry on the trade and business of manufacturers of ready-to-wear clothing and wearing apparel of all kinds and descriptions in all its branches;

To carry on the trade and business of buying, selling, exchanging, importing, exporting and otherwise dealing in or with, manufacturing, producing, preparing, handling, storing and distributing of woollens, cotton products, clothing and other products made of wool, silks and cottons, dry goods, leather goods, tailor's trimming, silks, satins and textile fabrics of all kinds generally; to carry on all or any of the trades of dry goods merchants, furriers, haberdashers, hosiers, milliners, dressmakers, cloakmakers, glovemakers, tailors, hatters, clothiers, ready-to-wear furnishers and outfitters, lace manufacturers, boot and shoe merchants, leather goods dealers, jewellers, watchmakers, furniture dealers, hardware and electrical appliance dealers;

To make advances and / or guarantee the payment of advances made by others;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or the reimbursement of mortgages of persons, firms or corporations with whom or which the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts in default;

To invest any surplus moneys of the corporation in such manner as the company may deem proper;

To carry on the trade and business of importers, manufacturers, wholesale and retail merchants, dealers and jobbers in dry goods, tailors' trimmings, linings, silks, satins, cottons, woollens, yarns, cloth, textiles and fabrics of every kind and description used in the tailoring of men's and women's garments and wearing apparel, as well as in all manufactured articles, materials, products and commodities composed in whole or in part thereof, and all other articles, commodities and materials and things necessary or incidental in connection with the foregoing;

To carry on the trade and business of tailors, manufacturers and jobbers of clothing and wearing apparel in all the several and respective branches thereof;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the Company, together will buildings, machinery, stock-in-trade, good

machines, le fonds de commerce, la clientèle et l'actif en général; se charger de la totalité ou de toute partie du passif de tel commerce et payer pour telle acquisition, totalement ou partiellement, en obligations, débentures ou actions de la compagnie entièrement acquittées et non sujettes à appel de versements, et les vendre, louer ou en disposer en totalité ou en partie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, et prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger, ou autrement aliéner, en tout ou en partie, les propriétés et l'entreprise de la compagnie pour telle considération qui pourrait être convenue, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute compagnie qui en fera l'acquisition;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou toute partie des biens et des droits de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs et autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou tout intérêt en iceux, avec ensemble les bâtisses ou structures qui peuvent être sur les dits terrains ou aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de tout ou partie des terrains et de tous ou aucun des édifices ou structures qui sont ou qui pourront à l'avenir y être érigés, et prendre telle garantie jugée nécessaire;

Acquérir, détenir, améliorer, gérer, exploiter, développer, exercer tous les droits y attachés et louer, hypothéquer, vendre, échanger, aliéner et transporter, céder, faire valoir et autrement utiliser des terrains, édifices, concessions, brevets, maisons d'affaires et entreprises commerciales, droits immobiliers et propriétés de toutes sortes, soit mobilières ou immobilières;

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement, et ériger, construire, réparer, modifier, améliorer, développer et vendre, louer, aliéner, transporter, faire valoir ou autrement disposer de maisons et d'édifices et propriétés immobilières de toutes descriptions;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement, et ériger, construire, réparer, modifier, améliorer, développer et vendre, louer, aliéner, transporter, faire valoir ou autrement disposer d'automobiles neuves ou usagées et de toutes pièces d'icelles et de machineries et meubles usagés ou non ou de toutes parties ou pièces d'iceux,

will and assets generally; to assume in whole or in part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the Company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the present Company;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, or union of interest with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the company, for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors and otherwise and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire lands or any interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To acquire, hold, improve, manage, exploit, develop, exercise any rights attached thereto and lease, hypothecate, sell, exchange, alienate and transfer, cede, turn to account and otherwise utilize lands, buildings, concessions, patents, business firms and commercial undertakings, immoveable rights and property of any kind, either movable or immovable;

To carry on the business of a real estate company and of a real estate agent in all the specialties thereof;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and build, construct, repair, alter, improve, develop and sell, lease, alienate, transfer, turn to account or otherwise dispose of houses and buildings and of immovable property of every description;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to build, construct, repair, alter, improve, develop and sell, lease, alienate, transfer and turn to account or otherwise dispose of new or second hand automobiles and any parts thereof and of machines and furniture, whether new or otherwise, or of any parts or pieces thereof

et tenir garage et tout entrepôt requis à cette fin;

Subdiviser les terrains et propriétés en lots à bâtir, rues, parcs, et emplacements pour fins résidentielles ou autres;

Escompter et acheter, vendre ou autrement négocier des hypothèques, conventions de vente, billets promissoires, lettres de change ou autres valeurs en argent;

S'occuper d'organisation financière en général, et particulièrement organiser, lancer toutes compagnies, associations ou entreprises quelconques, leur consentir des avances de deniers, leur aider et les contrôler;

Et il est par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme ou corporation dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, actionnaires ou employés ou avec toute firme ou corporation dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers, ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrats ou transactions, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrats ou transactions, sous le nom de "T. Michon, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Verdun, dans le district de Montréal, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
961-o Sous-secrétaire de la Province.

and to keep garages and any warehouses required in connection therewith;

To subdivide lands and properties into building lots, streets, parks and emplacements for residential or other purposes;

To discount and purchase, sell or otherwise deal with mortgages, agreements of sale, promissory notes, bills of exchange or other securities for money;

To engage in financial organization in general and particularly to organize, float any companies, associations or undertakings whatever, to make advances of money to, aid and control same;

And it is hereby ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm or corporation of which one or more of its directors are members, shareholders or employees, or with any other firm or corporation of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "T. Michon, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Verdun, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
962 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Diamond Ladies' Wear Co., Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuvième jour de janvier 1936, changeant le nom de la compagnie "Manufacturers & Distributors, Ltd.", en celui de "Diamond Ladies Wear Co., Inc.".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
899-o Sous-secrétaire de la Province.

"Dwyer Elbow Lake Mining Syndicate, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deuxième jour de janvier 1936, à la compagnie "Dwyer Elbow Lake Mining Syndicate, Limited", ratifiant un règlement, comme suit, à savoir:

Pour changer la capitalisation en ayant des

Supplementary Letters Patent

"Diamond Ladies' Wear Co., Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of January, 1936, changing the name of the Company "Manufacturers & Distributors, Ltd.", to that of "Diamond Ladies Wear Co., Inc.".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
900 Assistant Provincial Secretary.

"Dwyer Elbow Lake Mining Syndicate, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 46, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of January, 1936, to the company "Dwyer Elbow Lake Mining Syndicate, Limited", ratifying a by-law, as follows, to wit:

To change the capitalization by having shares

actions d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune, au lieu des actions actuelles n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et, de plus:

Que le capital soit augmenté pour que le montant du capital total de la compagnie soit de trois cent soixante et quinze mille dollars ($375,000.-00), divisé en trois cents soixante et quinze mille (375,000) actions d'un dollar ($1.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
903 Sous-secrétaire de la Province.

of a par value of one dollar ($1.00) each, instead of and lieu of those actual shares of no nominal or par value, and, furthermore:

That the capital be increased so that the amount of the capital-stock of the Company be three hundred and seventy five thousand dollars ($375,-000.00), divided into three hundred and seventy five thousand (375,000) shares of one dollar ($1.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
904–o Assistant Provincial Secretary.

"Dowie Realty Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trentième jour de janvier 1936, changeant le nom de la compagnie "Lamb & Dowie, Limited", en celui de "Dowie Realty Corporation".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
901–o Sous-secrétaire de la Province.

"Dowie Realty Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the Thirtieth day of January, 1936, changing the name of the company "Lamb & Dowie, Limited", to that of "Dowie Realty Corporation".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
902 Assistant Provincial Secretary.

"James Tellier, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trentième jour de janvier, 1936, à la compagnie "James Tellier, Limited", ratifiant le "Règlement Spécial "A", comme suit, à savoir:

ATTENDU que cette compagnie a l'autorisation en vertu de sa charte, de temps à autre et à son gré, de racheter la totalité ou une partie quelconque des actions privilégiées formant partie de son capital en payant aux porteurs d'icelles les montants versés sur icelles et une prime de 10% sur les dits montants, ainsi que tous les dividendes accrus et impayés;

ATTENDU que M. Hector-H. Racine, un des actionnaires privilégiés de la compagnie, a offert de livrer pour rachat à leur valeur au pair 250 actions privilégiées du capital-actions de la compagnie entièrement libérées et enregistrées à son nom;

ATTENDU qu'il est jugé opportun par la compagnie d'accepter la dite offre et racheter les dites 250 actions privilégiées;

Que les dites 250 actions maintenant enregistrées au nom de Hector-H. Racine soient rachetées au pair et annulées; que les directeurs de la compagnie soient autorisés de demander des Lettres Patentes Supplémentaires confirmant le présent règlement et autorisant la réduction du capital-actions de la compagnie en rachetant les dites 250 actions privilégiées tel que ci-dessus, dans les présentes, pourvu.

Certifié sous le sceau de la dite compagnie comme étant une copie conforme au règlement spécial "A".

Le président,
(Signé) JAMES TELLIER.
Le secrétaire,
" J.-H. COSTELLO.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
905 Sous-secrétaire de la Province.

"James Tellier, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1936, to the company "James Tellier, Limited", ratifying "Special By-Law "A", as follows, to wit:

WHEREAS this Company is authorized by its charter, from time to time and at its option, to redeem the whole or any part of the preferred shares forming part of its capital by paying the holders thereof the amounts paid-up thereon and a premium of 10% on such amounts, together with all accrued and unpaid dividends;

WHEREAS Mr. Hector H. Racine, one of the preferred shareholders of the Company, has offered to surrender for redemption at their par value 250 preferred shares of the capital stock of the Company fully paid up and standing in his name;

WHEREAS it is deemed advisable for the Company to accept the said offer and to redeem the said 250 preferred shares;

That the said 250 shares now standing in the name of Hector H. Racine be redeemed at par and cancelled; that the directors of the Company be authorized to apply for Supplementary Letters Patent confirming the present by-law and authorizing the reduction of the Company's capital stock by redeeming the said 250 preferred shares as hereinabove provided.

Certified under the seal of the said Company to be a true copy of Special By-law "A".

(Signed) JAMES TELLIER,
President.
" J. H. COSTELLO,
Secretary.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
906–o Assistant Provincial Secretary.

"Laval Taxis, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-septième jour de janvier 1936, à la compagnie "Laval Taxis, Limited", ratifiant le règlement No 35, comme suit, à savoir:

1. Que le capital-actions de la compagnie soit augmenté de $20,000.00 à $45,000.00 par l'émission de 2,500 nouvelles actions ayant une valeur au pair de $10.00 chacune, qui seront des actions privilégiées et sujettes aux dispositions suivantes:

(*a*) Les dites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié cumulatif fixe au taux de 7% par année sur le capital versé sur icelles;

(*b*) Que les dites actions privilégiées auront rang, en ce qui regarde le service des dividendes et le remboursement du capital, de priorité sur toutes les autres actions de la compagnie, mais ne confèreront aucun droit de participer davantage dans les profits et l'actif;

(*c*) Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront aucun droit de vote à aucune assemblée des actionnaires de la compagnie, et les dites actions privilégiée ne donneront pas le cens d'éligibilité à une personne pour devenir directeur de la compagnie;

(*d*) Que la compagnie est libre, de temps à autre à son choix, de racheter la totalité ou une partie quelconque des actions privilégiées à $11.00 l'action et tous les dividendes accrus, pourvu que dans le cas où la compagnie rachèterait en aucun temps moins que la totalité des actions privilégiées alors en cours, les actions à être ainsi rachetées seront déterminées par tirage au sort, le dit tirage sera fait par une personne ou des personnes nommées par le bureau de direction, de la manière qui sera déterminée par le bureau, et un avis de trente jours sera donné au porteur ou aux porteurs des actions à être ainsi rachetées;

2. Que les dites nouvelles actions soient émises et réparties de la manière et la proportion que les directeurs jugeront avantageuses pour le bénéfice de la compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
907 Sous-secrétaire de la Province.

"Laval Taxis, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty seventh day of January, 1936, to the company "Laval Taxis, Limited", ratifying by-law No. 35, as follows, to wit:

1. That the capital-stock of the company be increased from $20,000.00 to $45,000.00 by the issue of 2,500 new shares having a par value of $10.00 each, which shall be preferred stock and subject to the following provisions:

(*a*) The said preferred shares shall carry the right to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of 7% per annum on the capital paid-up thereon;

(*b*) That said preferred shares shall rank both as regards dividends and return of capital, in priority to all other shares of the company, but shall not confer any further right to participate in profits and assets;

(*c*) The holders of the said preferred shares shall not have any right of voting at any meeting of the shareholders of the company, nor shall any such preferred shares qualify any person to be a director of the company;

(*d*) That the company is at liberty, from time to time, at its option, to redeem the whole or any part of the preferred shares at $11.00 a share and accrued dividend, provided that in the event of the company redeeming at any time less than the whole of the then outstanding preferred shares the shares to be so redeemed shall be determined by drawing lots, such drawing to be made by a person or persons appointed by the Board of Directors of the company, in such manner as may be given to the holder or holders of the shares to be so redeemed;

2. That such new shares be issued and allotted in such manner and proportion as the Directors may deem proper for the benefit of the company;

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
908–o Assistant Provincial Secretary.

"Les Fonderies Nationales de Pont-Rouge, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trentième jour de janvier 1936, changeant le nom de la compagnie "Les Fonderies Nationales, Limitée", en celui de "Les Fonderies Nationales de Pont-Rouge, Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de janvier 1936.

ALEX. DESMEULES,
909–o Sous-secrétaire de la Province.

"Les Fonderies Nationales de Pont-Rouge, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January 1936, changing the name of the company "Les Fonderies Nationales, Limitée", to that of "Les Fonderies Nationales de Pont-Rouge, Limitée".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1936.

ALEX. DESMEULES,
910 Assistant Provincial Secretary.

"Premier Shoes, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 19 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour de février 1936, changeant le nom de la

"Premier Shoes, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1936, changing the name of the com-

compagnie "Jos. Lefebvre, Limitée", en celui de "Premier Shoes, Inc.".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
911–o Sous-secrétaire de la Province.

pany "Jos. Lefebvre, Limitée", to that of "Premier Shoes, Inc.".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
912 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

542–31.

Québec, 10 février 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 7 février 1936, de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Montfort, dans le comté d'Argenteuil, les lots Nos 22, 23, 24, 24-b, 25 et Grosse Ile; Iles Jumelles Nos 29-30; Ile Victoria No 31; Ile Albert No 32 et Ile No 46 du rang 11 du canton de Wentworth; les lots Nos 22, 23, 24; Ile Verte No 49; Ile aux Bleuets No 52; Ile Brûlée No 34; Iles Nos 33, 47, 53 du rang 10 du canton de Wentworth; les lots Nos 24-a, 24-b, 24-c; Iles Nos 39, 50, 51 du rang 9 du canton de Wentworth, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire du Lac-des-Seize-Iles, dans le comté d'Argenteuil. 925–o

No 2370-30.

Québec, 10 février, 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 7 février 1936, de détacher de la municipalité scolaire de Farnham-Ouest, comté de Missisquoi, les lots Nos 38 à 65 inclusivement; 65-*a*, 66 à 73 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Sabine, même comté. 927–o

No 1221–33.

Québec, 10 février 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 7 février 1936, d'ériger le territoire des cantons de Suffolk et d'Addington, dans le comté de Papineau, en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Namur". 929–o

No 696–35.

Québec, 10 février 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 7 février 1936,

1. De détacher de la municipalité scolaire de Lambton No 2, comté de Frontenac, les lots suivants: la demie nord-ouest du lot No 19, les lots Nos 20 à 28 inclusivement du rang VIII du canton de Lambton;

2. De détacher de la municipalité scolaire de Saint-Evariste, comté de Frontenac, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5*a*, 5*b*, 6 à 10 inclusivement du rang III du canton de Adstock;

3. D'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Courcelles, dans le comté de Frontenac. 931–o

Department of Public Instruction

No. 542–31.

Quebec, February 10th., 1936.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of February 1936, to detach from the school municipality of Notre-Dame-de-Montfort, in the county of Argenteuil, lots Nos. 22, 23, 24, 24-b, 25 and Grosse Ile; Iles Jumelles Nos. 29-30; Victoria Isle No. 31; Albert Isle No. 32 and Isle No. 46 of range 11 of the township of Wentworth; lots Nos. 22, 23, 24; Ile Verte No. 49; Ile aux Bleuets No. 52; Ile Brûlée No. 34; Isles Nos. 33, 47, 53 of range 10 of the township of Wentworth; lots Nos. 24-a, 24-b, 24-c; Isles Nos. 39, 50, 51 of range 9 of the township of Wentworth, and to annex all that territory to the school municipality of Lac-des-Seize-Iles, in the county of Argenteuil. 926–o

No. 2370–30.

Quebec, February 10th, 1936.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of February 1936, to detach from the School Municipality of Farnham-West, county of Missisquoi, lots Nos. 38 to 65 inclusively; 65-*a*, 66 to 73 inclusively of the official cadastre for the parish of Saint-Romuald-de-Farnham, and to annex the same to the School Municipality of Sainte-Sabine, same county. 928–o

No. 1221–33.

Quebec, February 10th., 1936.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of February 1936, to erect the territory of the townships of Suffolk and Addington, in the county of Papineau, into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant school municipality of Namur". 930–o

No. 696–35.

Quebec, 10 February 1936.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of February 1936,

1. To detach from the school municipality of Lambton No. 2, County of Frontenac, the following lots: the Northwest half of lot No. 19, lots Nos. 20 to 28 inclusively, of range VIII of the Township of Lambton;

2. To detach from the school municipality of Saint Evariste, County of Frontenac, lots Nos 1, 2, 3, 4, 5*a*, 5*b*, 6 to 10 inclusively of range III of the Township of Adstock;

3. To annex the whole of said territory to the School Municipality of Courcelles, in the County of Frontenac. 932–o

No 290-35.

Québec, 10 février 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 février 1936, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire du village de Val d'Or", dans le comté d'Abitibi, les blocs 14 à 34 du canton de Bourlamaque, et les blocs 60, 61 et 62 du canton de Dubuisson. Ce territoire ne fait partie d'aucune municipalité scolaire déjà existante. 933-o

No. 290-35.

Quebec, 10th of February 1936.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of February 1936, to erect into a separate school municipality, under the name of "The school municipality of the village of Val d'Or", in the county of Abitibi, blocks 14 to 34, of the township of Bourlamaque, and blocks 60, 61 and 62, of the township of Dubuisson. This territory does not form a part of any already existing school municipality. 934-o

Demandes à la Législature

Avis est, par les présentes, donné par les Syndics Apostoliques des Frères mineurs ou Franciscains, corporation dûment constituée, en vertu du chapitre 88, des Statuts de Québec, 56 Victoria (1893), tel que modifié par le chapitre 97, des Statuts de Québec, 62 Victoria (1899), que la dite corporation s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander d'augmenter la valeur annuelle des biens meubles et immeubles que la dite corporation est autorisée à acquérir ou posséder et aussi de ratifier et valider tous les actes d'acquisition et tous les autres actes faits à date par la dite corporation relativement à ses biens meubles et immeubles, et aux fins d'obtenir toutes autres modifications jugées nécessaires à la loi susmentionnée.

Montréal, le 20 janvier 1936.

Le procureur de la requérante,
501-4-4-o ALEXANDRE MARIER.

Avis est par les présentes donné que la ville de Hampstead s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant sa charte, 4 George V, chapitre 94, telle qu'amendée, à l'effet d'établir des servitudes pour la location de services et utilités publics et d'autoriser le Conseil à passer des règlements: de réglementer la classe de construction, genres et coût minimum des édifices, y compris la nature de leur usage; définir le caractère de certaines localités et réglementer le caractère et la location de négoces, industries et commerces; prescrire la superficie des lots qui peuvent être occupés par les édifices et la distance qui doit être laissée entre les édifices et les limites des lots; obliger l'approbation de toute subdivision, redivision ou changement dans les lots; empêcher la coupe des arbres sur la propriété privée; déléguer à un comité le pouvoir de faire observer tels règlements; réduire les taxes de façade imposées sur les lots d'encoignure et imposer telle réduction sur tous les biens imposables.

Les procureurs pour la ville de Hampstead,
BROWN, MONTGOMERY
503-4-4 & McMICHAEL.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, ch. 86 et amendements aux fins: 1. de décréter l'élection d'une partie des membres du conseil municipal une année et l'élection de l'autre partie l'année suivante; 2. d'autoriser l'adoption de règlements: (a) pour obliger les électeurs municipaux à se munir d'une carte d'identité pour exercer leur

Applications to the Legislature

Notice is hereby given by "Les Syndics Apostoliques des Frères mineurs ou Franciscains" duly incorporated in virtue of Chapter 88, Quebec Statutes, 56 Vict. (1893), as amended by Chapter 97, Quebec Statutes, 62 Vict. (1899), that the said corporation shall apply to the Quebec Legislature, during its coming session, to ask for the increase of the annual value of the moveables and immoveables which the said corporation is authorized to acquire or possess and also for the ratification and validation of all acquisition deeds and of all other deeds made to date by the said corporation concerning its moveables or immoveables and for obtaining all other modifications deemed advisable to the Act above mentioned.

Moatreal, January 20, 1936.

ALEXANDRE MARIER,
502-4-4-o Attorney for Petitioner.

Notice is hereby given that the Town of Hampstead will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, for the passing of an Act amending its charter 4 George V, Chapter 94, as amended, to establish servitudes for the location of public services and utilities and to authorize the Council to pass By-laws: to regulate the class of construction, kinds and minimum cost of buildings, including the nature of their use; to define the character of certain localities and to regulate the character and location of trades, industries and businesses; to prescribe the area of lots which may be occupied by buildings and the distances to be left between buildings and lot boundaries; to compel approval of any subdivision, redivision or change in lots; to prevent cutting of trees on private property; to delegate to a committee power to administer such By-laws; to reduce frontage taxes imposed on corner lots and to impose such reduction on all taxable immoveables.

BROWN, MONTGOMERY
& McMICHAEL,
504-4-4-o Attorneys for Town of Hampstead.

Public notice is hereby given that the City of Lachine shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a Bill amending its charter, the Act 9 Edward VII, ch. 86 and amendments, for the purpose of: 1. to enact the election of a part of the members of the Municipal Council one year and the election of the other part the following year; 2. to authorize the adoption of by-laws; (a) to oblige the municipal electors to provide themselves with an identification card for the exercise

droit de voter; (*b*) pour rendre les taxes foncières annuelles payables par versements trimestriels; (*c*) augmenter jusqu'à $500 par année et par établissement les taxes spéciales imposables en vertu de la loi 25-26 Geo. V, ch. 120 s. 8; (*d*) pour subventionner toute personne ou compagnie qui se chargerait d'établir un service de transport par omnibus ou autobus dans la cité et pour autoriser cet entrepreneur à conduire les passagers jusqu'aux limites du territoire de la cité de Montréal; (*e*) pour emprunter les sommes payées pour couvrir les dépenses d'administration et de distribution des secours aux chômeurs leur hospitalisation, les intérêts aux banques et autres dépenses encourues à l'occasion du chômage; 3. rendre applicable à la cité la section 2 de la loi 17 Geo. V, ch. 32; 4. augmenter pour la cité son pouvoir d'emprunt sur billet; 5. d'être autorisée: (*f*) à emprunter, temporairement et sur simple résolution, des banques ou de la Commission Métropolitaine de Montréal, sa part de secours directs et ses frais d'administration en attendant la mise en vigueur des règlements d'emprunt; (*g*) à faire travailler les propriétaires indigents aux travaux de chômage en payement des taxes dues à la cité; (*h*) à faire vendre par huissier les objets non réclamés, volés, saisis, confisqués ou laissés en la possession de la cité plus de douze mois et disposer du produit de vente; 6. mieux définir les pouvoirs de taxer les commerçants étrangers d'huile, gazoline, liqueurs douces, bonbons, tabac et autres marchandises, apportant leurs marchandises et les livrant dans la cité; 7. d'abroger la section 2 de la loi 7 Geo. V, ch. 69; 8. d'exempter la cité du paiement aux commissions scolaires intéressées, des taxes scolaires qu'elle est chargée de percevoir, avant leur perception des contribuables. Et pour autres fins.

Lachine, le 15 janvier 1936.

Le procureur de la cité de Lachine,
A.-S. PELLETIER.

505-4-4-o

Avis est par les présentes donné par les Syndics de la paroisse de Saint-Germain, à Outremont, qu'ils feront demande à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'une Loi Spéciale qui les autorise de construire un presbytère sur le terrain que la fabrique de ladite paroisse a acquis pour cet objet, et de contracter de nouveaux emprunts destinés à rembourser leurs emprunts antérieurs, à payer les dépenses de construction du presbytère et à acquitter la dette actuelle de la fabrique de ladite paroisse, qui ratifie en même temps les arrangements intervenus entre les syndics et la fabrique par lesquels cette dernière s'est engagée de faire raison aux syndics d'une partie des emprunts qu'il pourra leur être permis d'effectuer, qui les autorise aussi d'imposer et de prélever une répartition annuelle portant privilège sur les immeubles affectés jusqu'à concurrence des versements échus seulement, en vue de rembourser les emprunts contractés, et qui leur accorde certains autres pouvoirs connexes aux fins susdites.

LES SYNDICS DE LA PAROISSE DE SAINT-GERMAIN D'OUTREMONT.

Par: les procureurs,
VIEN, FARIBAULT & TRUDEAU.

609—5-4-o

Avis est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, la loi 1 Georges V (2ième session) chapitre 69, et les différentes lois amendant cette charte, comme suit:

of their right to vote; (*b*) to render the annual realty taxes payable in quarterly instalments; (*c*) to increase to $500. per year and per establishment the special taxes to be levied under the Act 25-26 Geo. V, ch. 120 s. 8; (*d*) to subsidize any person or company who undertakes to establish a transportation service by omnibus or autobus in the city and to authorize the said contractor to convey passengers as far as the territorial limits of the city of Montreal; (*e*) to borrow the amounts paid to cover the expenses of management and distribution of relief to the unemployed, their hospitalization, interests at the bank and other expenses incurred as a result of the depression; 3. render applicable to the city, section 2 of the Act 17 Geo. V, ch. 32; 4. to increase the borrowing power of the city on notes; 5. to be authorized to: (*f*) borrow, temporarily and on simple resolution, from banks or from the Montreal Metropolitan Commission, its share of direct relief and its costs for administration while awaiting the enforcement of loan by-laws; (*g*) to employ indigent proprietors in relief works in payment for taxes due to the city; (*h*) to sell by Bailiff unclaimed objects, or objects stolen, seized, confiscated or left in the possession of the city for over twelve months and to dispose of the proceeds of the sale; 6. to more clearly define the power to tax non-resident dealers in oil, gasoline, soft drinks, candies, tobacco and other merchandise, bringing their merchandise into and delivering it in the city; 7. to repeal section 2 of the Act 7 Geo. V ch. 69; 8. to exempt the city from payment to the School Commissions concerned, of the school taxes which it is charged to collect, before their collection from tax-payers. And for other purposes.

Lachine, January 16, 1936.

A. S. PELLETIER,
Attorney for the city of Lachine.

506—4-4

Notice is hereby given by the Trustees of the parish of Saint Germain, at Outremont, that they shall make application to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a Special Bill which will authorize them to build a presbytery on the lot of land which the Fabrique of the said parish has acquired for such purpose, and to float new loans for the reimbursement of their former loans, to pay the expenses of the construction of the presbytery and to pay off the present debt of the "Fabrique" of the said parish, ratifying at the same time the arrangements entered into between the trustees and the "Fabrique" whereby the latter is obliged to account to the trustees for part of the loan which they may be permitted to make, which shall authorize them also to levy and collect an annual apportionment bearing a lien on the immovables affected to the amount of the instalments past due only, with a view to reimburse the loans made, and which shall grant them certain other powers incidental to the foregoing purposes.

THE TRUSTEES OF THE PARISH OF SAINT GERMAIN D'OUTREMONT.

Per: VIEN, FARIBAULT & TRUDEAU,
Attorneys.

610—5-4

Notice is hereby given that the Town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its coming Session for an amendment to its charter, the Act 1 Georges V (2nd Session) Charter 69, and to the different acts amending the same, in order:

1. Obtenir la ratification du règlement municipal No 229 pourvoyant à la construction d'un nouvel aqueduc et à la formation d'une commission municipale permanente qui aurait charge de l'entretien dudit aqueduc et verrait au service des intérêts et des annuités sur le capital emprunté, soit $300,000.00, pour la construction dudit aqueduc, et obtenir également la ratification du contrat intervenu entre la ville et La Tuque et la Brown Corporation, relativement à la construction de ce même aqueduc;

2. Obtenir la permission pour la municipalité de la ville de La Tuque d'imposer une taxe n'excédant pas $10.00 par année à tous les étrangers qui viendront chercher de l'emploi et travailler dans la ville de La Tuque.

La Tuque, le 22 janvier 1936.

LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE LA TUQUE.

Par le secrétaire,

641—5-4-o P.-E. RIBERDY.

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la prochaine session pour lui demander:

1. La confirmation des lettres patentes émises en sa faveur le 1er août 1933 par le Gouvernement de cette Province;

2. La constitution de ladite Association en corporation professionnelle sous le nom de "L'Association des Chiropraticiens de la province de Québec" pour les fins de définir et règlementer la pratique de la chiropratique dans la Province de Québec;

3. Le droit de faire des règlements pour la régie interne de l'association, pour établir les qualifications nécessaires pour l'admission à l'étude et à la pratique de la chiropratique, concernant l'honneur professionnel et les sanctions à être imposées contre les actes dérogatoires audit honneur professionnel, la suspension du droit de pratique, etc.;

4. Le droit de percevoir des contributions annuelles de ses membres et des honoraires des aspirants à l'étude et à la pratique;

5. Le droit de se constituer un bureau de direction et un bureau d'examinateurs;

6. Le droit de poursuivre en justice toute personne exerçant la chiropratique sans être membre de l'association et sans avoir obtenu de celle-ci le droit de pratiquer, et d'obtenir contre elle condamnation à l'amende, aux frais et à l'emprisonnement à défaut de paiement;

7. Tous autres pouvoirs nécessaires pour la bonne administration de ladite Association.

Montréal, 27 janvier 1936.

Les procureurs de la requérante,

661—5-4-o GUERTIN & LEVESQUE.

Avis est par les présentes donné que les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix, à Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale exemptant, pour un terme de dix ans, de la répartition légale décrétée dans ladite paroisse les propriétaires des terres et autres immeubles qui ont été détachés du territoire de la paroisse de Saint-Edouard, à Montréal, et annexés au territoire de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix, en vertu du décret canonique rendu par Son Excellence Monsei-

1. To obtain the ratification of Municipal by-law No. 229, providing to the construction of a new aqueduct and to the creation of a permanent municipal commission which would take care of the maintenance of said aqueduct and would secure the payment of interests and annuities on the borrowed capital, that is $300,000.00, for the construction of said aqueduct, and also obtaining the ratification of a contract which took place between the Town of La Tuque and the Brown Corporation regarding same;

2. To obtain the right for the Town of La Tuque of imposing a tax not exceeding $10.00 a year against every person coming to La Tuque for the purposes of securing employment in the said Town.

La Tuque the 23 January, 1936.

THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWN OF LA TUQUE.

By P. E. RIBERDY,

642—5-4-o Secretary.

Public notice is hereby given that the Chiropractors Association of the Province of Quebec Incorporated will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to request:

1. Confirmation of Letters Patent issued in its favour on the 1st August, 1933, by the Government of the Province of Quebec;

2. The constitution of the said Association in professional corporation under the name of "Chiropractors Association of the Province of Quebec" for the purpose of defining and regulating the practice of chicopractic in the Province of Quebec;

3. The power to make by-laws for the internal administration of the Association, to determine the qualifications necessary for the adminission to the study and practice of chiropractic, concerning the professional honour, and sanctions to be imposed against acts derogatory to the honour of said profession, suspension of the right to practice, etc.;

4. The right to impose annual contributions from its members and fees from applicants to the study and to the practice;

5. The right to constitute a Board of Directors and a Board of Examiners;

6. The right to institute legal proceedings against any person practising chiropractic without being a member of the Association and without having obtained from this Association the right to practice, and to obtain against said person condemnation to a fine, costs, and imprisonment in default of payment of same;

7. All other powers necessary for the good administration of the said Association.

Montreal, 27th January, 1936.

GUERTIN & LEVESQUE,

662—5-4-o Attorneys for the petitioner.

Notice is hereby given that "Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix" of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special law exempting, during a period of ten years, from the legal assessment enacted in the said parish, the owners of lands and other immoveable properties which have been detached from the territory of the parish of Saint Edouard, of Montreal, to be annexed to the territory of said parish of Saint Jean de la Croix, by and in virtue of a canonical decree issued by His Excellency Monseigneur

gneur George Gauthier, Archevêque, Coadjuteur de Montréal, en date du 28 mars 1934.

Montréal, le 27 janvier 1936.

Le procureur des requérants,
663—5-4-o ANATOLE LACHAPELLE.

George Gauthier, archbishop coadjutor of Montreal, on the 28th of March 1934.

Montreal, January 27th., 1936.

ANATOLE LACHAPELLE,
664—5-4-o Attorney for the petitioners.

Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Bankers & Shippers Insurance Company" a obtenu le permis et a été enregistrée chez le trésorier de la province comme compagnie d'assurance.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce 7ième jour de février 1936.

L'assistant surintendant des assurances,
J.-A. PARADIS,
935—7-2-o Pour le trésorier de la province.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales (Switzerland General Insurance Company) a obtenu le permis et a été enregistrée chez le trésorier de la Province comme compagnie d'assurance.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 7ième jour de février 1936.

L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS,
937—7-2-o Pour le trésorier de la Province.

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la Svea Fire & Life Insurance Company a obtenu le permis et a été enregistrée chez le Trésorier de la Province comme compagnie d'assurance.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 7ième jour de février 1936.

L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS,
939—7-2-o Pour le Trésorier de la Province.

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la Kopaigorod and Kalus Mutual Benefit Association a obtenu le permis et a été enregistrée chez le Trésorier de la Province comme société de secours mutuels.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 7ième jour de février 1936.

L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS,
941—7-2-o Pour le Trésorier de la Province.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame des Bois, dans le comté de Compton, a obtenu le permis et a été enregis-

Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the Bankers & Shippers Insurance Company has been licensed and registered with the Treasurer of the Province as an insurance company.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this 7th. day of February, 1936.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance,
936—7-2-o For the Treasurer of the Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the Switzerland General Insurance Company (La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales) has been licensed and registered with the Treasurer of the Province as an insurance company.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this 7th. day of February 1936.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance,
938—7-2-o For the Treasurer of the Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the Svea Fire & Life Insurance Company has been licensed and registered with the Treasurer of the Province as an insurance company.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this 7th day of February 1936.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance,
940—7-2-o For the Treasurer of the Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the Kopaigorod and Kalus Mutual Benefit Association has been licensed and registered with the Treasurer of the Province as a mutual benefit association.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this 7th day of February 1936.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance,
942—7-2-o For the Treasurer of the Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame des Bois", in the county of Compton, has been licensed and registered as a cor-

trée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la paroisse de Notre-Dame des Bois, et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans le comté municipal où se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie dans la dite paroisse, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foins, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra hasardés.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec (chapitre 243, S.R.Q. 1925) ce 31ième jour de janvier, 1936.

L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS,
Pour le Trésorier de la Province.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 741-6-2-o

poration for the transaction of mutual insurance business against fire, lightning, or wind, the properties situated within he limits of such parish and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid.

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this 31st day of January 1936.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance.
For the Treasurer of the Province.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 742-6-2-o

Vente—Loi de faillite

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, En faillite, No 210. Dans l'affaire de la faillite de "Adélard Marin" du village de Sainte-Adèle, dans la Province de Québec, cédant autorisé; et "J.-Omer Bonnier" de la cité et du district de Montréal, dans la Province de Québec, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division des faillites, district de Montréal, en date du 7 novembre 1935, les immeubles ci-après décrits seront vendus séparément aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

DESCRIPTION DES IMMEUBLES

1. La partie 9*a* du onzième rang d'Abercrombie sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Adèle, mesurant 301 pieds de largeur par 217 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure; borné en avant par le chemin public, en arrière par une autre partie du même lot appartenant à M. Asselin ou représentants, d'un côté par autre partie du même lot appartenant à Dame Irénée Michaud ou représentants et de l'autre côté par partie du lot 9*d*. Avec toutes les bâtisses dessus construites et principalement l'hôtel connu sous le nom de "Hôtel Maison Blanche".

2. La partie 9*d* et la partie 10*a* du onzième rang d'Abercrombie sur les mêmes plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Adèle. Avec toutes les bâtisses dessus construites. Ces immeubles étant une ferme en culture.

Ce numéro 9*d* comprend tout le lot, moins les emplacements vendus ou appartenant à Dame Alphonse Blondin, Dame R. Courchesne, Léon Latreille, Ovide Giroux, C. Leslie, Edgar Gagnon, J.-B. Blondin, Emile Dubé, Joseph Dubé, J.-H. Beauchamp, Adhémar Larose, Dick Karibian, M. Jasmin, Municipalité du village de Sainte-Adèle, Henri Blondin, Raoul Normandeau, Dame A. Lamy ou leurs représentants.

Ce numéro 10*a* comprend tout le lot, moins les emplacements vendus ou appartenant à Joseph DeRepentigny, frère d'Antoine, Joseph DeRe-

Sale—Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, In Bankruptcy, No. 210. In the matter of the bankruptcy of: "Adelard Marin" of the village of Sainte Adèle, in the Province of Quebec, Authorized Assignor; and "J. Omer Bonnier", of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that according to a judgment of the Superior Court, in Bankruptcy, District of Montreal, rendered on the 7th day of November 1935, the following immoveables will be sold separately at the time and place mentioned below:

DESCRIPTION OF IMMOVEABLES

1. Part 9*a* of the 11th range of Abercrombie on the plan and book of references of the parish of Sainte Adèle, measuring 301 feet in width by 217 feet in depth, more or less, English measure, without guarantee; bounded in front by public road, in rear by another part of same lot belonging to Mr. Asselin or representatives, on one side by another part of same lot belonging to Mrs. Irénée Michaud or representatives and on the other side by part of lot 9*d*. With the buildings thereon erected and particularly the hotel known under the name of "White House Hotel".

2. The part 9*d* and the part 10*a* of the 11th range of Abercrombie on the same plan and book of references of the parish of Sainte Adèle. With all the buildings thereon erected. The said immoveables being operated as a farm.

This number 9*d* includes all the lot, less the emplacements sold or belonging to Mrs. Alphonse Blondin, Mrs. R. Courchesne, Léon Latreille, Ovide Giroux, C. Leslie, Edgar Gagnon, J. B. Blondin, Emile Dubé, Joseph Dubé, J. H. Beauchamp, Adhémar Larose, Dick Karibian, M. Jasmin, Municipalité du village de Sainte-Adèle, Henri Blondin, Raoul Normandeau, Mrs. A. Lamy, or their representatives.

This number 10*a* includes all the lot, less the emplacements sold or belonging to Joseph DeRepentigny, Antoine's brother, Joseph DeRepen-

pentigny, fils d'Antoine, Dame Vve Wilfrid Bélec, Onias Lamoureux, Dame A. Lamy, Antoine DeRepentigny, Philippe Charrette, Guillaume Lessard, Wilfrid Marinier et Roméo et Arthur Millette, Henri Bertrand, Joseph Dubé, Noël Vaillancourt, Dame J.-E. Lusignan, Wilfrid Monette, Dick Karibian, Ernest Lapointe, Joseph Valiquette, Rodrigue Huot, Succession Honoré Gagné, Théo. Quevillon, Arthur Forget, Emery DeRepentigny ou leurs représentants.

Le soussigné vendra les lots plus haut décrits sans préjudice aux droits des propriétaires nommés ci-dessus dont les actes d'acquisition peuvent être enregistrés sur des mauvais numéros de lots.

Cette vente est faite de plus sans garantie des mesures mentionnées au contrat de chacun des propriétaires désignés plus haut.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église Catholique du Village de Sainte-Adèle, dans la Province de Québec, JEUDI, le CINQUIEME jour de MARS, 1936, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

Cette vente est faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite pour avoir l'effet du décret, et équivaut à une vente par shérif.

Pour le cahier des charges et autres informations, s'adresser au syndic soussigné.

Le syndic,
JOSEPH-OMER BONNIER.
Suite 725, 132 Ouest rue Saint-Jacques,
Montréal, le 27 janvier 1936. 633—5-2-o

tigny, Antoine's son, Mrs. Wilfrid Bélec, widow, Onias Lamoureux, Mrs. A. Lamy, Antoine DeRepentigny, Philippe Charrette, Guillaume Lessard, Wilfrid Marinier and Roméo and Arthur Millette, Henri Bertrand, Joseph Dubé, Noel Vaillancourt, Mrs. J. E. Lusignan, Wilfrid Monette, Dick Karibian, Ernest Lapointe, Joseph Valiquette, Rodrigue Huot, Estate Honoré Gagné Théo. Quevillon, Arthur Forget, Emery DeRepentigny or their representatives.

The undersigned will sell the above described lots without prejudice to the rights of the owners whose deeds of acquisition to the said lots may have been registered on the wrong cadastral numbers.

Moreover, this sale is without warranty as to measurements stated in the respective deeds of the owners above mentioned.

To be sold separately at the door of the Catholic Church of the Village of Sainte Adèle, in the Province of Quebec, THURSDAY, the FIFTH day of MARCH, 1936, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

This sale is made under section 45 of the Bankruptcy Act and will have the effect of a Sheriff's sale, purging the obligations affecting the immoveables.

For the book of charges and further particulars, apply to the undersigned trustee.

JOSEPH OMER BONNIER,
Trustee.
Room 725, 132 Saint James Street West,
Montreal, January 27th, 1936. 634—5-2-o

Minutes de notaire

Québec, le 6 février, 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Pacôme-G. Coupal, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Rémi de Napierville, district judiciaire d'Iberville, demandant la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu M. Louis-Philippe Mérizzi, en son vivant notaire, pratiquant à Saint-Rémi de Napierville, district judiciaire d'Iberville, et des greffes des notaires Antoine Goyer, Charles Bédard, Louis-Albert Bédard et Georges-E. Mérizzi, dont ledit Louis-Philippe Mérizzi était le cessionnaire.

ALEX. DESMEULES,
817—6-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, February 6, 1936.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Pacôme-G. Coupal, notary, residing and practising in Saint Rémi de Napierville, judicial district of Iberville, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Mr. Louis Philippe Mérizzi, in his lifetime notary, practising in Saint Rémi de Napierville, judicial district of Iberville, and the records of notaries Antoine Goyer, Charles Bédard, Louis Albert Bédard and Georges E. Mérizzi, whereof the said Louis Philippe Mérizzi was the assignee.

ALEX. DESMEULES,
818—6-5 Assistant Provincial Secretary

Charte:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Debentures, Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du 8 février 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
919-o Sous-secrétaire de la Province.

Charter:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Debentures, Ltd.", incorporated by letters patent dated the twenty sixth day of February, 1934.

Notice is also given that from and after the eighth day of February, 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
920 Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Larkin, Menard and Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 septembre 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du 8 février 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce 10e jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
921-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Libby Lake Power Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 juin 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du 8 février 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
923-o Sous-secrétaire de la Province.

DONAT BARIBEAU & FILS, LIMITÉE.

La Compagnie Donat Baribeau & Fils, Limitée, donne avis qu'elle demandera au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Sainte-Geneviève-de-Batiscan, ce 8 février 1936.

Le procureur de la requérante,
951-o (A.-J.-O. BERGERON, Notaire).

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "The Shawinigan Arena Company", s'adressera au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, et à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Shawinigan-Falls, le 8 février 1936.

Le secrétaire,
953 J.-U. COURTEAU.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Larkin, Menard and Company", incorporated by letters patent dated the 14th of September, 1925.

Notice is also given that from and after the eighth day of February, 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
922 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Libby Lake Power Company, Limited", incorporated by letters patent dated the 9th. of June, 1934.

Notice is also given that from and after the eighth day of February, 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
924 Assistant Provincial Secretary.

DONAT BARIBEAU & FILS, LIMITÉE.

Notice is hereby given by the company "Donat Baribeau & Fils, Limitée", that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Sainte Geneviève de Batiscan, February 8th., 1936.

A. J. O. BERGERON, Notary,
952 Attorney for the Petitioner.

Notice is hereby given that "The Shawinigan Arena Company", will make application to the Lieutenant-Governor-in-Council for the acceptance of the surrender of its Charter at and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor-in-Council.

Shawinigan Falls, February 8th., 1936.

J. U. COURTEAU,
954-o Secretary.

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, Cour Supérieure, No 4838: Henri Cimon, demandeur; vs Dame Régina Côté-Martin, défenderesse; et Rév. J.-B.-Emile Martin & Banque Provinciale, opposants.

Le quatrième jour de février, 1936:

Sur l'ordre de l'honorable Juge Wilfrid Laliberté, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité de la dite Dame Régina Côté-Martin, de Rimouski, défenderesse, les créanciers de la dite défenderesse, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Rimouski, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

H. BELZILE,
945—7-2-o P. C. S.

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 4838. Henri Cimon, plaintiff; vs Regina Coté-Martin, defendant; and Rev. J. B. Emile Martin & Banque Provinciale, Opposants.

The fourth day of February, 1936:

Upon the Order of Honorable Justice Wilfrid Laliberté, given this day, following the allegation of insolvency of the said Regina Côté-Martin, of Rimouski, defendant, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims are now called upon to do so in this cause at the office of the Prothonotary of the Superior Court for this district, at Rimouski, within fifteen days from the date of the first publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

H. BELZILE,
946—7-2-o P. S. C.

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, demande sera faite par Samuel David Gameroff, agent d'immeubles, Morris Samuels, courtier en assurance, Samuel Glass, comptable, Max Katkin, Joel Sternthal, Frank Segal, Ben Shayne, Barnet Cleman, marchands, Sam Smith, bijoutier, Louis-D. Satim, Leon Samuels, vendeurs, Israel-N. Knight, secrétaire-trésorier, Harry Rosenberg, manufacturier, et Moses-Léon Raphael, gérant, tous de la cité de Outremont, tous du district de Montréal, pour être constitués en corporation, comme corporation religieuse, sous le nom de "Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont" avec droit de tenir des registres de l'état civil, et détenir, posséder et acquérir des biens mobiliers et immobiliers, et faire tous les actes et choses nécessaires au fonctionnement d'une corporation religieuse, et pour toutes autres fins.

Outremont, le 27 janvier 1936.

276 rue Saint-Jacques-ouest,
Suite 614, Montréal.

Le procureur des requérants,
955—7-4 HARRY BLANSHAY.

Public notice is hereby given that at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made by Samuel David Gameroff, Real Estate Agent, Morris Samuels, Insurance Broker, Samuel Glass, accountant, Max Katkin, Joel Sternthal, Frank Segal, Ben Shayne, Barnet Cleman, merchants, Sam Smith, jeweller, Louis D. Satim, Leon Samuels, salesmen, Israel N. Knight, Secretary-Treasurer, Harry Rosenberg, manufacturer, and Moses Leon Raphael, manager, all of the City of Outremont, District of Montreal, for incorporation as a religious corporation under the name of "Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont", with power to keep registers of civil status, and to hold, own and acquire moveable and immoveable property and to do all acts and things necessary in the work of a religious corporation, and for other purposes.

Outremont, January 27th., 1936.

276, Saint James Street West,
Suite 614, Montreal.

HARRY BLANSHAY,
956—7-4-o Solicitor for Applicants.

Avis public est par le présent donné que la Corporation de Victoriaville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour modifier sa charte, aux fins:

1. D'obtenir sa constitution en cité;
2. De reviser et de consolider les divers statuts qui l'ont constituée ou modifiée jusqu'à ce jour et d'abroger certains articles;
3. De conserver généralement les pouvoirs accordés par sa charte primitive et ses amendements en altérant dans certains cas la phraséologie des textes;
4. De profiter, sauf abrogation et modification de quelques articles, des dispositions de la Loi des Cités et Villes, (S. R. Q., 1925, chapitre 102) et de leurs modifications, sauf aussi, tant qu'elles sont ou seront incompatibles avec les dispositions de sa nouvelle Charte;
5. D'obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes: Mode d'élection des échevins; durée des charges de Maire et d'Echevins; vacance dans la charge de Maire; qualification des estimateurs; préparation de la liste électorale municipale; droit de deux votes pour les propriétaires; heures de votation; convocation des séances spéciales; publication des avis publics; avis et adoption des règlements; construction en général; empiètement sur les propriétés de la ville; escaliers extérieurs; enlèvement des vidanges; enlèvement de la neige sur les trottoirs et dans les rues; affiches, placards et collectes publiques; règlement pour faire connaître avantages de la ville; expansion industrielle de la ville; paiement de sommes d'argent à la Chambre de Commerce; budget annuel; durée de l'année financière; confection du rôle d'évaluation; pénalité pour faux renseignements; durée d'inspection du rôle; taxes d'affaires; taxes de commerce; taxes de capitation sur majeurs des deux sexes; taxes sur voitures, camions, autobus, voitures à annonce et bycicles pour fins commerciales; prix, durée, imposition ou prohibition de permis ou licences; date d'exigibilité des taxes; demi-taxes d'affaires ou de commerce; escompte pour taxes; saisie-arrêt avant jugement; publication d'avis pour vente des immeubles pour taxes; conditions de

Public notice is hereby given that the Corporation of Victoriaville, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the modifying of its charter, for the following purposes:

1. To obtain its incorporation as a city;
2. To revise and consolidate the various statutes which have constituted or modified it, to this day, and to repeal certain articles;
3. To retain generally the powers granted by its original charter and the amendments thereto, by altering, in certain cases, the wording of the text;
4. To benefit, save the repealing and modification of certain articles, by the provisions of the Cities and Towns' Act (R. S. Q., 1925, Chapter 102) and the amendments thereto, save also inasmuch as they are or may be incompatible with the provisions of its new charter;
5. To obtain new powers on the following matters: mode of election of the aldermen; duration of the office of Mayor and of aldermen; vacancy in the office of Mayor; qualifications of the assessors; preparation of the municipal election list; right of two votes for proprietors; voting hours; calling of special meetings; publication of public notices; notice and adoption of By-laws; building in general; encroachment on town property; outside stairways; removal of garbage; removal of snow on the side walks and in the streets; posters, placards and public collections; By-law to make known the advantages of the Town; industrial expansion of the Town; payment of sums of money to the Board of Trade; annual budget; duration of the fiscal year; preparing of the valuation roll; penalty for false information; duration of the inspection of the roll; business tax; commercial tax; head tax, for people over 31 years of age of both sexes; taxes on vehicles, trucks, autobuses, advertisement vehicles and bicycles for commercial purposes; price, duration, granting or prohibiting of permits or licenses; date for taxes to be exigible; business or commercial half-tax; discount on taxes; attachment before judgment; publication of notices for the sale of immovables for taxes; conditions for the redemption of immovables; uses to be attributed to

rachat des immeubles; attribution des amendes; prescription des actions en répétition de l'indû; droit d'acheter coupe de bois, de le faire abattre et de distribuer le bois pour secours aux chômeurs et de vendre le surplus, s'il y a lieu, et autres fins.

Victoriaville, ce 11 février 1936.

Le procureur et agent de la Corporation de Victoriaville,

981—7-4-o PHILIPPE MARCHAND.

Avis public est par les présentes donné que: La Corporation de la ville de Lachute, Les Commissaires d'Ecoles protestantes de la Municipalité de la Ville de Lachute. Les Commissaires d'Ecoles catholiques de la Municipalité de la ville de Lachute, dans le comté d'Argenteuil, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour adopter une loi aux fins d'amender la Charte de la ville de Lachute, pour les fins suivantes:

1. Pour annexer au territoire de la ville de Lachute, pour fins municipales et scolaires, certains lots de terre sis et situés dans le Canton de Chatham, comté d'Argenteuil. Ces dits lots de terre sont connus et désignés aux plan, cadastre et livre de renvoi officiels du Canton de Chatham, comté d'Argenteuil, comme les lots de terre suivants: Partie nord du lot No 571; le lot No 572; partie du lot No 575; partie du lot 576; les lots Nos 643, 644, 645, 646, 647, 648; partie du lot No 649; le lot No 724; partie du lot No 726; partie de la Rivière du Nord et de la rivière Ouest; partie du chemin public, et partie des chemins de fer du Pacifique Canadien et du Canadien National;

2. Pour subdiviser les trois quartiers actuellement existant dans la ville de Lachute, et ordonner une nouvelle représentation desdits quartiers au conseil municipal de ladite ville de Lachute, et pour autres fins.

Lachute, 3 février 1936.

Les procureurs de la Corporation de la ville de Lachute, des Commissaires d'Ecoles protestantes de la municipalité de la ville de Lachute; et des Commissaires d'Ecoles catholiques de la municipalité de la ville de Lachute.

979—7-4-o LEGAULT & LEGAULT.

Avis est par les présentes donné que la ville de Mount Royal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi amendant sa Charte, 3 George V, (1912) Chap. 72 et ses amendements relativement aux demandes énoncées dans l'avis antérieurement publié, et en outre, autoriser le Conseil à passer des règlements prescrivant la distance frontale minimum des lots sur lesquels divers genres d'édifices peuvent être construits et l'allocation d'un escompte pour le paiement à l'avance des taxes municipales.

Le procureur pour la ville de Mount Royal,

991—7-4 WM.-F. MACKLAIER.

fines; prescription on actions "en répétition de l'indû; the right to purchase timber cuts, to have timber cut down and to distribute the wood for assistance to the unemployed and to sell the residue thereof, if any, and for other prposes.

Victoriaville, February 11th., 1936.

PHILIPPE MARCHAND,

Attorney and Agent for the Corporation of

982—7-4 Victoriaville.

Notice is hereby given by: The Corporation of the Town of Lachute; The Protestant School Commissioners of the Town of Lachute; The Catholic School Commissioners of the Town of Lachute, in the County of Argenteuil, that application will be made at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, for an act to amend the Charter of the Town of Lachute, for the following purposes:

1. To annex to the territory of the Town of Lachute, for municipal and school purposes, the following lots of land situate in the municipality of the Township of Chatham, and adjoining the Town of Lachute, the said lots being known and described on the official cadastral plan and book of reference of the said Township of Chatham, as part North of lot No. 571; lot No. 572; part of lot No. 575; part of lot No. 576; lots Nos. 643, 644, 645, 646, 647, 648; part of lot No. 649; lot No. 724; part of lot No. 726; part of the North River and of the West River; part of public road, and part of the lines of the Canadian Pacific Railways and the Canadian National Railways;

2. To subdivide the existing wards of the Town of Lachute, and to order a new representation of the said wards to the Municipal council of the Town of Lachute, and for other purposes.

Lachute, February 3rd, 1936.

LEGAULT & LEGAULT,

Attorneys for the Corporation of the Town of Lachute; the Protestant School Commissioners of the Town of Lachute; the Catholic School Commissioners of the Town of Lachute.

980—7-4-o

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, for the passing of an Act amending its Charter 3 George V, (1912) Chap. 72 and Amendments in respect of the matters set out in the notice heretofore published herein, and in addition, to authorize the Council to pass by-laws prescribing the minimum frontage of lots on which various kinds of buildings may be built and the allowance of a discount for the prepayment of municipal taxes.

WM. F. MACKLAIER,

992—7-4-o Solicitor for the town of Mount Royal.

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent konné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Terrebonne, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de beurre de Sainte-Anne-des-Plaines" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Sainte-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'a-

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Terrebonne, under the name of "Société Coopérative Agricole de beurre de Sainte-Anne des Plaines", and that its principal place of business is in the municipality of Sainte Anne des Plaines, county of Terrebonne.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agri-

griculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 20ème jour de janvier 1936. 995–o

culture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, this 20th. day of January, 1936. 996

Bureaux-chefs

Avis est donné que la Compagnie "Sommer Building Corporation" constituée en corporation par Lettres Patentes émises suivant la Loi des Compagnies de Québec en date du dixième jour d'octobre mil neuf cent trente-cinq et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau aux bureaux de MM. Geoffrion & Prud'homme, avocats, Chambre 71, 112 rue Saint-Jacques, Ouest.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-quatrième jour de janvier, mil neuf cent trente-six.

Le président,
947–o GEORGE-W. FOY.

Avis est par les présentes donné que la compagnie Traders and Importers, Limited, constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 17ème jour de décembre 1935, et ayant son bureau-chef à Montréal, a établi son bureau à 455, rue Craig Ouest, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 23ième jour de janvier 1936.

Le secrétaire,
949 H.-S. PAUL.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "T. Michon, Inc." constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec le troisième jour de février 1936, a établi son bureau principal au numéro 3999 rue Wellington, Verdun, P. Q.

Verdun, 11 février 1936.

Le président,
959–o TELESPHORE MICHON.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Champlain News Co., Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27ème jour de janvier 1936, et ayant son bureau-chef en la cité de Québec, a établi ce bureau au No 72, Sault-au-Matelot.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Sherbrooke, Qué., ce 11ème jour de février 1936.

Le secrétaire,
989 HARRY-E. GRUNDY.

Chief Offices

Notice is hereby given that the "Sommer Building Corporation", company incorporated by Letters Patent under the Companies' Law of the Province of Quebec on the tenth day of October one thousand nine hundred and thirty-five and having its head office in the City of Montreal, district of Montreal, has established its office at the offices of Messrs. Geoffrion & Prud'homme, Advocates, room 71, 112 Saint James Street, West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this twenty-fourth day of January one thousand nine hundred and thirty-six.

GEORGE W. FOY,
948–o President.

Notice is hereby given that Traders and Importers, Limited, incorporated by Letters Patent on the 17th day of December 1935, and having its Head Office in Montreal, has established its office at 455 Craig Street West, in the said City of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 23rd day of January, 1936.

H. S. PAUL,
950–o Secretary.

Notice is hereby given that "T. Michon, Inc." incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec on the third day of February 1936, has established its head office at No. 3999 Wellington Street, Verdun, P. Q.

Verdun, February 11th, 1936.

TELESPHORE MICHON,
960–o President.

Notice is hereby given that "Champlain News Co., Ltd.", corporated by letters patent on the 27th. day of January, 1936, and having its Head Office in the city of Quebec, has established its office at No. 73 Sault au Matelot.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Sherbrooke, Que., this 11th. day of February, 1936.

HARRY E. GRUNDY,
990–o Secretary.

Ventes pour taxes municipales—Sales for municipal taxes

Province de Québec

CITÉ DE DRUMMONDVILLE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Marier, secrétaire-trésorier de la cité de Drummondville, que MARDI, le DIX MARS 1936, à la salle des délibérations du conseil de la cité de Drummondville, les immeubles suivants seront vendus à l'enchère publique, pour le paiement des taxes municipales et scolaires dues sur chacun des dits immeubles, à moins que ces taxes ne soient acquittées avec les frais encourus:

Province of Quebec

CITY OF DRUMMONDVILLE

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Marier, secretary treasurere of th city of Drummondville, that on THURSDAY, the TENTH of MARCH, 1936, in the meeting room of the council of the city of Drummondville, the following immovables shall be sold by public auction, for the payment of municipal and school taxes due on each of the said immovables, unless the said taxes be paid with costs incurred:

Propriétaires ou possesseurs — Proprietor or Owner	Nos du cadastre — Cadastral Nos.	Taxes municipales — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Total
Elie Belleville	125, quartier sud — South Ward	$ 535.37	$ 137.55	$ 672.92
Oscar Lefebvre	126, quartier sud — South Ward	508.44	228.22	736.66

Cette vente est faite conformément à la loi 24 George V, chapitre 71, article 2, paragraphe *c*.

Donné à Drummondville, ce sixième jour de février 1936.

Le secrétaire-trésorier,
943—7-2-o JOSEPH MARIER.

The said sale is made in conformity with the Act 24 George V, chapter 71, article 2, paragraph *c*.

Given at Drummondville, this sixth day of February, 1936.

JOSEPH MARIER,
944—7-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE RICHELIEU.

Avis public est présentement donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la dite municipalité, que les immeubles ci-après seront vendus à l'enchère, dans la salle du Conseil de Comté, à Sorel, le QUATRIEME jour de MARS 1936, à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF RICHELIEU.

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the said municipality, that the immovables hereinafter designated will be sold at public auction, in the County Council Hall, at Sorel, on the FOURTH day of MARCH, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of taxes due as hereinbelow given and for costs incurred.

Village de Saint-Joseph.—Village of Saint Joseph.

Noms — Names	No du cadastre — Cadastral No.	Taxes scolaires — School taxes	Taxes municipales — Municipal taxes	Total
Veuve-Widow Adolphe Laprade	264	$ 11.20	$ 25.80	$ 37.00

Paroisse de Saint-Marcel.—Parish of Saint Marcel.

Napoléon Nault	80 Pt.77	$ 30.81	$ 15.91	$ 46.72

Paroisse de Saint-Louis de Bonsecours.—Parish of Saint Louis de Bonsecours.

Dame Joseph Montigny	120		$ 18.10	$ 18.10
J.-B. Jolicœur	128–129		24.99	24.99

Sorel, 8 janvier 1936.

Le secrétaire-trésorier,
555–4–2 J.-A. L'HEUREUX.

Sorel, January 8, 1936.

J. A. L'HEUREUX,
556–4–2 Secretary Treasurer.

Province de Québec.

CITÉ DE SHAWINIGAN FALLS

Avis public est par les présentes donné par le soussigné A.-J. Meunier, secrétaire-trésorier de la cité de Shawinigan Falls, que sous l'autorité de la loi 24 Geo. V, chap. 71, les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de Shawinigan Falls, dans la salle des délibérations du conseil, le TROISIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales et autres, avec intérêts, ainsi que les frais subséquents, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Nom — Name	Cadastre	Subdivision
Béland, J.-Eugène	41	170
" "	41	171
Bergeron, Théodore	628	769a–763b–764b
Buisson, Veuve-Widow Sam	42	421
Desaulniers, Ovila	624	436
Lambert, Alcime	624	396
Lambert, Donat	624	388
Mélançon, Arsène	624	336

Les immeubles ci-dessus sont tous situés en la cité de Shawinigan Falls et forment partie du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore.

Donné en la cité de Shawinigan Falls, ce troisième jour du mois de février, mil neuf cent trente-six (1936).

Le secrétaire-trésorier,
A.-J. MEUNIER.

761—6-2-o

Province of Quebec.

CITY OF SHAWINIGAN FALLS

Public notice is hereby given by the undersigned, A. J. Meunier, Secretary Treasurer of the City of Shawinigan Falls, that pursuant to the Act 24, Geo. V, chap. 71, the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the City Hall of Shawinigan Falls, in the Council Room, on the THIRD day of the month of MARCH, nineteen hundred and thirty-six, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of the municipal, special, school and other taxes with interest and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The above immoveables are all situated in the City of Shawinigan Falls and form part of the official cadastre of the parish of Saint Flore.

Given in the City of Shawinigan Falls, this third day of February, nineteen hundred and thirty-six (1936).

A. J. MEUNIER,
Secretary-Treasurer.

762—6-2-o

Province de Québec

VILLE DE DONNACONA

Avis public est par les présentes donné par Ph. Chalifour, secrétaire-trésorier de la ville de Donnacona, Co. Portneuf, que la propriété ci-après désignée sera vendue à l'enchère publique au Bureau du Conseil à l'Hôtel de Ville, le NEUVIEME jour de MARS 1936, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des frais subséquents encourus à moins que ces taxes, frais et dépens ne soient payés avant la vente.

Nom du propriétaire — Name of Owner	No du cadastre — Cadastral No.	Taxes municipales — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Total
Jos.-P. Germain	78-322	$76.38	$99.96	$176.34

Cet immeuble fait partie du cadastre de Saint-Jean-Baptiste, les Ecureuils, Co. Portneuf, situé à Donnacona.

Donné à Donnacona, ce 4 février 1935.

Le secrétaire-trésorier,
PH. CHALIFOUR.

815—6-2-o

Province of Quebec

TOWN OF DONNACONA

Public notice is hereby given by Ph. Chalifour, Secretary-Treasurer of the Town of Donnacona, that the property hereinafter designated shall be sold by public auction in the Council Room at the Town Hall of Donnacona, the NINTH day of MARCH, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal and schooll taxes with interests and also the subsequent costs incurred, unless the said taxes and costs be paid before the sale.

The above immoveable being of the official cadastre for the parish of Saint Jean-Baptiste les Ecureuils, Co. Portneuf, situated at Donnacona.

Given at Donnacona, this 4th day of February, 1936.

PH. CHALIFOUR,
Secretary-Treasurer.

816—6-2-o

Province de Québec.—Comté de Lévis.

VILLE DE LAUZON.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Levis Bourassa, secrétaire de la susdite ville, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'Hôtel de Ville, ville de Lauzon, comté de Lévis, P. Q., LUNDI, le SEIZIEME jour de MARS 1936, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente au bureau du trésorier de la ville de Lauzon, à l'Hôtel de Ville, en la ville de Lauzon, P. Q.

Province of Quebec.—County of Levis.

TOWN OF LAUZON.

Public notice is hereby given by the undersigned Levis Bourassa, Secretary of the aforesaid town, that the properties hereinunder designated shall be sold by public auction in the Council room, Town Hall, in the town of Lauzon, County of Levis, P. Q., on MONDAY, the SIXTEENTH day of MARCH, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal taxes and interest hereinunder mentioned and the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale at the office of the tresurer of the town of Lauzon, in the Town Hall, in the town of Lauzon, P. Q.

Propriétaires — Proprietors	No du cadastre — No. of cadastre	Subdivision	Montant dû — Amount due
		Les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Bienville.—The following lots are all of the official cadastre of the Incorporated Village of Bienville.	
1.—Desbiens, Malcolm	111	Partie-Part	$350.04
		Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Lauzon.—The following lots are all of the official cadastre of the Incorporated Village of Lauzon.	
2.—Nolet, Cyrille	1045A		264.10
3.—Bourget, Amédée	1040		331.87
4.—Langlois, Dame-Mrs. Alcide	988		242.48
5.—Langlois, Dame-Mrs Alcide	975		276.54
6.—Bourget, Amédée	756, 763		440.05
7.—Lapointe Dame-Mrs P. E.	761		211.14
8.—Morency, Emmanuel	266		240.65
9.—Dubreuil, Auguste	248		253.54
		Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour la partie est du village incorporé de Lauzon.—The following lots are all of the official cadastre of the East Part of the Incorporated Village of Lauzon.	
10.—Fleury, Henri	107		324.05
11.—Couture, Roméo	162	1	558.98
12.—Couture, Roméo	162	3	39.24
13.—Guay, Nap. (Snr.)	188		326.62
14.—Bissonnette, Dame-Mrs. Michel	189		371.01
15.—White, Rock	206	41	373.31
16.—Fleury, Pierre	206	62	738.60
17.—Fleury, Pierre	206	62A	53.50
		Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village de Saint-Joseph de Lévis.—The following lots are all of the official cadastre of the Village of Saint Joseph de Lévis.	
18.—Lavallée, Jules	92		329.51
19.—Laflamme, J.-Adélard	3		704.25

L'item No 6 pour être vendu en bloc, par ordre de cour.

Donné en la ville de Lauzon, ce trentième jour de janvier 1936.

Le secrétaire,
LEVIS BOURASSA.

743-6-2

Item No. 6 to be sold *"en bloc"* by order of the Court.

Given in the Town of Lauzon, this thirtieth day of January, 1936.

LEVIS BOURASSA,
Secretary.

744-6-2

Canada, Province de Québec.

LA VILLE DE COURVILLE

Avis public est par les présentes donné par Isaie Tessier, greffier de la Ville de Courville, que sous l'autorité de la Loi 24 Geo. V, chapitre 71, section 11, les propriétés ci-dessous mentionnées seront vendues à l'enchère publique, dans la Salle du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la ville de Courville, le DIX-NEUVIEME jour de MARS mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés dans le

Canada, Province of Quebec.

THE TOWN OF COURVILLE.

Public notice is hereby given by Isaie Tessier, clerk of the town of Courville, that the properties herebelow described will be sold at public auction at the town hall of the Council, in the Town of Courville, in the county of Quebec, on the NINETEENTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal and school taxes and interests mentioned in the table herebelow, as well for costs subsequently incurred, unless

tableau ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Amédée Côté: lot No 7 p. du cadastre de Beauport en la ville de Courville, taxes municipales et intérêts $367.49; taxes scolaires et intérêts $70.18

Donné en la ville de Courville, comté de Québec, ce douzième jour du mois de février, mil neuf cent trente-six.

Le greffier de la municipalité de la ville de Courville,
ISAIE TESSIER.

1007—7-2-o

the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Amédée Côté: lot No. 7 p. of the cadastre of Beauport in the town of Courville, municipal taxes and interests $367.49; school taxes and interest $70.18

Given at the town of Courville, county of Quebec, this twelfth day of February, nineteen hundred and thirty six.

ISAIE TESSIER,
Clerk of the Municipality of the Town of Courville.

1008—7-2-o

VENTES PAR LE SHÉRIF

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 1500. EDOUARD FRECHETTE, demandeur; vs J.-ERNEST GRANDMONT, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans le 3e rang du canton de Durham et connue et désignée comme étant le lot No 164 du cadastre officiel du dit canton—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Durham, (L'Avenir), le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER 1936, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif,
Arthabaska, 22 janvier 1936. 523-4-2-o

[Première publication, 25 janvier 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 136. JOSEPH LAFERTÉ, demandeur; vs NAZAIRE CHAMPAGNE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement situé dans le 6e rang du canton de Grantham, dans le village de Saint-Germain, connu et désigné comme étant le lot No 472 du cadastre officiel du dit canton—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain de Grantham, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif,
Arthabaska, 22 janvier 1936. 525-4-2-o

[Première publication, 25 janvier 1936]

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 1500. EDOUARD FRECHETTE, plaintiff; vs J. ERNEST GRANDMONT, defendant.

As belonging to the defendant:

A piece of land situated in the 3rd range of the Township of Durham and known and designated as being the lot No. 164 of the official plan and book of reference for the said Township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre de Durham (L'Avenir), on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY 1936, at THREE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, January 22nd, 1936. 524-4-2-o

[First publication, January 25th, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 136. JOSEPH LAFERTÉ, plaintiff; vs NAZAIRE CHAMPAGNE, defendant.

As belonging to the defendant.

An emplacement situated in the 6th range of the Township of Grantham, known and designated as being the lot No. 472 of the official plan and book of reference for the said Township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Germain de Grantham, on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, January 22nd, 1936. 526-4-2-o

[First publication, January 25th, 1936]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, District des Trois-Rivières No 3540. ARISTIDE LESSARD, demandeur; vs J. - PICHETTE, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Didace contenant environ deux arpents de large par

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec. District of Trois Rivières, No. 3540. ARISTIDE LESSARD, plaintiff; vs J. PICHETTE, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Didace, measuring about two arpents in width by twenty

vingt arpents de profondeur, connue et désignée sous le numéro cinq cent onze (511) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Didace—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la Mission Saint-Edouard, dans la paroisse de Saint-Didace, le DIX-SEPTIEME jour de MARS 1936, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DES ROCHES.
Ce 7e jour de février 1936. 973—9-2-o
[Première publication, le 15 février 1936]

arpents in depth, known and designated under number five hundred and eleven (511) on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Didace—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the Mission Saint Edouard, in the parish of Saint Didace, on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1936, at ONE o'clock in the afternoon.

GEORGE DES ROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
This 7th day of February, 1936. 974—7-2-o
[First publication, February 15th., 1936]

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette. No 5337. } MAGLOIRE MELANÇON *ès-qual.*, demandeur; vs SARA THIBODEAU & JOSEPHAT THIBODEAU *et al.*, *ès-qualité*, défendeurs.

Un immeuble connu sous les numéros 386, 387, 388 et 389 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marie-Salomée—avec toutes les bâtisses y érigées.

A distraire, cependant, les lots Nos 388 et 389 étant deux lopins de terre dont l'un appartient à L. Brien et l'autre à A. Coderre ou représentants.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Salomée, le VINGT-CINQUIEME jour de FEVRIER 1936, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DES ROCHES.
Ce 20e jour de janvier 1936.
[Première publication, le 25 janvier 1936]
513—4-2-o

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette. No. 5337. } MAGLOIRE MELANÇON, *ès-qual.*, Plaintiff; vs SARA THIBODEAU & JOSEPHAT THIBODEAU *& al.*, *ès-qual.*, defendants.

An immovable known under numbers 386, 387, 388 and 389 on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marie Salomée—with all the buildings thereon erected.

To be deducted, however, lots Nos. 388 and 389 being two parcels of land one of which belongs to L. Brien and the other to A. Coderre or representatives.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie Salomée, on the TWENTY FITFH day of the month of FEBRUARY 1936, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DES ROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
This 20th day of January, 1936.
[First publication, January 25th, 1936]
514—4-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: A-138944. } DAME GILBERTE CHARBONNEAU, épouse séparée de biens de Adrien Pepin, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, *et al.*, vs ROGER THEBERGE.

Un emplacement situé à Montréal, rue Chabot, connu et désigné sous le numéro quatre cent dix-neuf de la subdivision du lot numéro cent soixante un (161-419) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison portant les numéros civiques 5237 à 5243 de ladite rue Chabot, et bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $600. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, daté le 7 décembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 février 1936. 963—7-2-o
[Première publication, 15 février, 1936]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: A-138944. } DAME GILBERTE CHARBONNEAU, wife separate as to property of Adrien Pepin, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, *et al.*; vs ROGER THEBERGE.

An emplacement situate at Montreal, Chabot Street, known and designated under number four hundred and nineteen of the subdivision of lot number one hundred and sixty one (161-419) of the official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy six feet in depth, English measure and more or less—with the house bearing civic numbers 5237 to 5243 of said Chabot Street, and buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $600.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated December 7, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 11, 1936. 964—7-2
[First publication, February 15th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 144449. DAME ADÉLINE HOTTE, veuve de Joseph Bergeron; vs AVILA MEUNIER DIT LAGACÉ.

Un emplacement ayant front sur la rue Filion en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro Un de la resubdivision du lot numéro Trente de la subdivision officielle du lot numéro Dix-neuf (No 19-30-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, de la contenance de trente pieds de largeur par cent quatre pieds de profondeur, ayant une superficie totale de trois mille cent vingt pieds—avec les bâtisses dessus érigées notamment une maison à deux étages en bois et brique comprenant deux logements portant les numéros civiques 12270 et 12272 de ladite rue Filion.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 février 1936. 965—7-2-o
[Première publication, le 15 février 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 144449. DAME ADELINE HOTTE, widow of Joseph Bergeron; vs AVILA MEUNIER DIT LAGACÉ.

An emplacement fronting on Filion Street in the city of Montreal, known and designated as being lot number One of the resubdivision of lot number Thirty of the official subdivision of lot number Nineteen (No. 19-30-1) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring thirty feet in width by one hundred and four feet in depth, having a total area of three thousand one hundred and twenty feet—with the buildings thereon erected particularly a two storey wood and brick house containing two dwellings bearing civic numbers 12270 and 12272 in said Filion Street.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 11th., 1936. 966—7-2
[First publication, February 15th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 149703. DAME MARIE-LOUISE MARIER, veuve d'Eusèbe Meunier, demanderesse; vs AIME BOURGAULT *et al.*, défendeurs; et TELESPHORE BRASSARD ès-qualité, mis-en-cause.

Comme appartenant à Aimé Bourgault, l'un des défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Delanaudière, en la cité de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison en bois et briques, à trois étages, contenant cinq logements et autres dépendances dessus construites, portant ci-devant les Nos 485, 487, 487*a*, 487*b* et 487*c*, maintenant les Nos 5077 *et al.*, de la dite rue Delanaudière; ledit emplacement connu et désigné comme lot numéro trois cent trente-neuf, subdivision cent quatorze (339-114) sur le plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, avec droit de passage dans une ruelle située en arrière dudit emplacement, étant le numéro 339-129 et dans deux autres pour communiquer à celle-ci, étant les numéros 339-128 et 339-142*a* sur le même plan en commun avec tous autres y ayant droit, aux charges ordinaires d'entretien et avec tous autres droits y inhérents.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,000. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 5 février 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 février 1936. 967—7-2-o
[Première publication, 15 février, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 149703. DAME MARIE-LOUISE MARIER, widow of Eusèbe Meunier, plaintiff; vs AIME BOURGAULT *et al.*, defendants; and TELESPHORE BRASSARD *ès-qualité, mis-en-cause.*

As belonging to Aimé Bourgault, one of the defendants:

An emplacement fronting on Delanaudière Street, in the City of Montreal, measuring twenty five feet in width by ninety one feet in depth, the whole English measure and more or less—with a three story wood and brick house containing five dwellings and other dependencies thereon erected, heretofore bearing numbers 485, 487, 487*a*, 487*b* and 487*c*, now Nos. 5077 *et al.*, of said Delanaudière Street; said emplacement being known and designated as lot number three hundred and thirty nine, subdivision one hundred and fourteen (339-114) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte Saint Louis, with right of way in a lane situate in the rear of the said emplacement, being number 339-129 and in two others to communicate with said lane, being numbers 339-128, and 339-142*a* on said plan, in common with any others having rights therein, subject to the customary charges of maintenance and with any other rights attached thereto.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $1000. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated February 5th., 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 11th., 1936. 968—7-2
[First publication, February 15th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: F-149060. BURGON & BALL, LIMITED; vs E. K. DECATUR, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Decatur, Bull and Company".

1. Un emplacement au coin nord-ouest de la rue Vitré-ouest (autrefois rue des Jurés) et de la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: F-149060. BURGON & BALL, LIMITED; vs E. K. DECATUR, of the city and district of Montreal, therein doing business under the firm name and style of "Decatur, Bull and Company".

1. An emplacement at the Northwest corner of Vitré Street West (formerly Jurors Street)

rue Anderson, en la cité de Montréal, connu comme étant le lot numéro six cent soixante-quinze (675) au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Anderson, en la cité de Montréal, connu comme étant le lot numéro six cent soixante-seize (676) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $2,300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Curran, daté le 19 décembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 février 1936. 969—7-2
[Première publication, le 15 février 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No. 127456. } DAME FRANÇOISE MACKAY, veu ve de Sévère-Godfroi Laviolette, demanderesse; vs DAME EVELINE LEONARD, épouse séparée de corps et de biens de Alexandre Villemaire, maintenant absent, dûment autorisée à ester en justice, par jugement de la Cour Supérieure, rendu le 19ème jour de mars 1934, défenderesse.

Un terrain situé sur Maisonneuve, en la cité de Montréal, portant le numéro 886 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, dans la dite cité, avec toutes les servitudes actives et passives attachées, et notamment avec droit de vue sur le lot voisin, portant le numéro 870 des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Boyer, date du 6 février 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 12 février 1936. 997—7-2-o
[Première publication, le 15 février 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / D-147412. } CHARLES-HONORÉ CATELLI; vs DAME FREDA BLOOM, veuve de Abraham Cohen, *et al.*

Cette certaine propriété immobilière ayant front sur la rue Mountain, en la cité de Montréal, étant partie du lot numéro six cent soixante-sept, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal (ptie 667); mesurant environ cinquante-cinq pieds en front sur la rue Mountain, sur une profondeur d'environ trente-deux pieds, mesure anglaise, et plus ou moins, bornée en front, au sud-ouest, par partie du dit lot numéro six cent soixante-sept, expropriée pour l'élargissement de la rue Mountain; au sud-est par partie du lot numéro six cent soixante-neuf; au nord-est par partie du lot numéro six cent soixante-huit et au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro six cent soixante-sept.

Avec les édifices sus-érigés portant les numéros civiques 769 à 779, tous deux inclusivement, rue Mountain.

and Anderson Street, in the city of Montreal, known as lot number six hundred and seventy five (675) on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence Ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

2. An emplacement fronting on Anderson Street, in the city of Montreal, known as lot number six hundred and seventy six (676) on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence Ward—with the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $2,300.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated December 19th., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 11th., 1936. 970—7-2-o
[First publication, February 15th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. 127456. } DAME FRANÇOISE MACKAY, widow of Sévère Godfroi Laviolette, plaintiff; vs DAME EVELINE LEONARD, wife separate as to bed and board and property of Alexandre Villemaire, now absent, duly authorized to *ester en justice* by judgment of the Superior Court, rendered on the 19th day of March, 1934, defendant.

A lot of land situate on Maisonneuve Street, in the city of Montreal, bearing number 886 of the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, in the said city, with all the active and passive servitudes attached thereto and principally with right of view on the adjoining lot, bearing number 870 of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $500.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Boyer, dated February 6, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 12, 1936. 998—7-2
[First publication, February 15th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / D-147412. } CHARLES HONORÉ CATELLI; vs DAME FREDA BLOOM, widow of Abraham Cohen *et al.*

That certain immoveable property fronting on Mountain Street, in the City of Montreal, being part of lot number six hundred and sixty seven, of the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward of the said City of Montreal (pt. 667); measuring about fifty five feet in front on Mountain Street, by a depth of about thirty two feet, English measure, and more or less, bounded in front, to the Southwest, by portion of said lot number six hundred and sixty seven, expropriated for the widening of Mountain Street; to the Southeast by part of lot number six hundred and sixty nine; to the Northeast by part of lot number six hundred and sixty eight and to the Northwest by the residue of said lot number six hundred and sixty seven.

With buildings thereon erected, bearing civic numbers 769 to 779, both inclusive, Mountain Street.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $1350.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 9 janvier 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 janvier 1935.

[Première publication, 25 janvier 1936]
515–4–2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOSEPH PILON, demandeur; vs JOSEPH BRISEBOIS, défendeur, et MARCEL PINARD, curateur au délaissement. D-147502.

Comme appartenant au défendeur, mais entre les mains du curateur au délaissement.

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Ignace du Coteau du Lac, où il est situé, comme formant partie du lot numéro cent quarante-huit (Pt. de 148) tenant en front au fleuve Saint-Laurent, en arrière au terrain du Canal de Soulanges, d'un côté au terrain d'Albert Dauth et d'autre côté aux représentants de Mde James Quinlan—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, ce dit terrain contenant trois arpents de largeur par environ douze arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, le VINGT-NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $310.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, à l'exception du demandeur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 10 janvier 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 janvier 1936. 517–4–2–o

[Première publication, 25 janvier 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs LOUIS-A. MACE. C-140814.

Ce certain emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Montclair, connu comme étant le lot numéro six sur le plan de subdivision dûment fait et enregistré du lot numéro cent cinquante-deux (152–6) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec l'édifice sus-érigé, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $850.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Curran, en date du 13 janvier 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 janvier 1936. 545—4–2

[Première publication, le 25 janvier 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY of AMERICA; vs DAME BLANCHE E-148159.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1350.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated January 9th, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, January 21st, 1936.

[First publication, January 25th, 1936]
516–4–2–o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOSEPH PILON, plaintiff; vs JOSEPH BRISEBOIS, defendant, and MARCEL PINARD, curator to the abandonment. D-147502.

As belonging to the defendant, but in the hands of the curator to the abandonment.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, where it is situated, as forming part of lot number one hundred and forty eight (Pt. of 148) bounded in front by the Saint Lawrence River, in rear by the land of the Soulanges Canal, on one side by the land of Albert Dauth and on the other side by the representatives of Mrs. James Quinlan—with a house and other buildings thereon erected, the said lot of land measuring three arpents in width by about twelve arpents in depth, without warranty of exact measurement.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, on the TWENTY NINTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $310.00 shall be exacted from each and every bidder, with the exception of the plaintiff, before receiving their offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated January 10, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 21, 1936. 518–4–2

[First publication, January 25th, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs LOUIS A. MACE. C-140814.

That certain emplacement situated in the city of Montreal, fronting on Montclair Avenue, known as lot number six on the subdivision plan duly made and fyled of lot number one hundred and fifty-two (152–6) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the dwelling thereon erected, the North-west wall whereof is *mitoyen*.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $850.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a Judgment of Hon. Justice Curran, dated January 13th., 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 21st., 1936. 546—4–2–o

[First publication, January 25th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs DAME BLANCHE E-148159.

TROTTIER, épouse séparée de biens de J.-Rosario Monette, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Bannantyne, en la cité de Verdun, mesurant quarante pieds neuf pouces en largeur par quatre-vingt-dix pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison dont les deux murs de pignon sont mitoyens et autres édifices sus érigés et avec le droit de passage en commun avec tous autres dans la ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:

1. De la subdivision numéro six cent vingt-quatre du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix (4670-624) aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-sept pieds neuf pouces de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur;

2. De la partie nord-est de la subdivision numéro six cent vingt-cinq du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix (4670-Ptie N.-E. 625) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant treize pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, et bornée en front par la dite Avenue Bannantyne, en arrière par une ruelle, au nord-est par le lot No 4670-624 ci-dessus décrit et au sud-ouest par le résidu du dit lot No 4670-625.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $945.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 15 janvier 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 22 janvier 1936. 547-4-2
[Première publication, 25 janvier 1936]

TROTTIER, wife separate as to property of J. Rosario Monette, and the latter to authorize his said wife.

An emplacement fronting on Bannantyne Avenue, in the City of Verdun, measuring forty feet nine inches in width by ninety feet in depth, English measure and more or less—with a house whereof both gable walls are *mitoyens* and other buildings thereon erected and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of subdivision number six hundred and twenty four of the original lot number four thousand six hundred and seventy (4670-624) on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty seven feet nine inches in width by ninety feet in depth;

2. Of the Northeast part of subdivision number six hundred and twenty five of the original lot number four thousand six hundred and seventy (4670-N. E. Pt. 625) on the aforesaid official plan and in the book of reference, measuring thirteen feet in width by ninety feet in depth, and bounded in front by said Bannantyne Avenue, in rear by a lane, to the Northeast by the hereinabove described lot No. 4670-624 and to the Southwest by the remainder of said lot No 4670-625.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $945.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated January 15th, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 22nd, 1936. 548-4-2-o
[First publication, January 25th, 1936]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 9201. J.-B. PHANEUF, bourgeois, de la ville de Woonsocket, Etat du Rhode-Island, Etats-Unis d'Amérique, demandeur; contre HUBERT JOYAL et ADJONAR *alias* JONAS JOYAL, tous deux de Saint-Aimé, district de Richelieu, défendeurs, et LEONARD JOYAL, des cité et district de Montréal, mis-en-cause, à savoir:

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Aimé, comme faisant partie du lot numéro cinq cent cinquante-deux (Ptie No 552) située en la dite paroisse de Saint-Aimé, sur le rang du bord de l'eau, de forme irrégulière, ayant une largeur de trois arpents à partir de la rivière Yamaska jusqu'au chemin dudit rang et de là le dit terrain prenant une largeur de quatre arpents et demi sur le reste de la profondeur, tenant devant à la dite rivière Yasmaka, en arrière au chemin de fer du Canadien National, d'un côté au lot No 551 du dit cadastre, de l'autre côté aux lots Nos 553 et 554 du dit cadastre—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroi-

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 9201. J. B. PHANEUF, gentleman, of the Town of Woonsocket, State of Rhode-Island, United States of America, plaintiff; against HUBERT JOYAL and ADJONAR *alias* JONAS JOYAL, both of Saint Aimé, District of Richelieu, defendants; and LEONARD JOYAL, of the City and District of Montreal, *mis-en-cause*, to wit:

A farm known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Aimé, as forming part of lot number five hundred and fifty two (Pt. No. 552) situate in the said parish of Saint Aimé on the "Rang du bord de l'eau", of irregular figure, measuring three arpents in width from the Yamaska River as far as the road of the said range, and thence, the said lot of land measuring four and one half arpents in width by the residue of the depth, bounded in front by the said Yamaska River, in rear by the Canadian National Railway line, on one side by lot No. 551 of said cadastre, on the other side by lots Nos. 553 and 554 of said cadastre—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of

siale de Saint-Aimé, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent trente-six (1936), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 11 février, 1936. 975—7-2-o
[Première publication, 15 février, 1936]

Saint Aimé, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of MARCH, nineteen hundred and thirty six (1936), at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, February 11, 1936. 976—7-2
[First publication, February 15th., 1936]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 5299. } WALDSTAN GOULET; vs HORACE GOULET, savoir:

Les lots soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski—avec bâtisses, à distraire les terrains vendus à Joseph Chasseur et Wolstan Goulet.

Pour être vendu à la porte de l'église de Pointe-au-Père, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 11 février 1936. 999—7-2-o
[Première publication, le 15 février 1936]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 5299. } WALDSTAN GOULET; vs HORACE GOULET, to wit:

Lots seventy eight, seventy nine, eighty one, eighty two and eighty three of the official cadastre for the parish of Saint Germain de Rimouski—with buildings, to be deducted the lands sold to Joseph Chasseur and Wolstan Goulet.

To be sold at the church door of Pointe-au-Père, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, February 11, 1936. 1000—7-2
[First publication, February 15th., 1936]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 8180. } LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale, et ayant en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, demanderesse; vs LOUIS PEDNEAULT, de Saint-Joseph d'Alma, dans le comté du Lac Saint-Jean, défendeur, à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu, à Deux heures de l'après-midi, mardi, le dixième jour d'avril 1934, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma (Ville d'Alma), aura maintenant lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma (Ville d'Alma), MERCREDI, le QUATRIEME jour de MARS prochain (1936), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 11 février 1936. 977-o
[Publication, le 15 février 1936]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 8180. } THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a corporation existing in virtue of a Federal act, and having, under the said act, its place of business for the Province of Quebec, in the city of Quebec, plaintiff; vs LOUIS PEDNEAULT, of Saint Joseph d'Alma, in the county of Lake Saint John, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which was to have taken place, at Two o'clock in the afternoon, Tuesday, the tenth day of April, 1934, at the church door of the parish of Saint Joseph d'Alma (Town of Alma), shall now take place at the church door of the parish of Saint Joseph d'Alma (Town of Alma), on WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next (1936), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, February 11th., 1936. 978
[Publication, February 15th., 1936]

SAINT-FRANÇOIS

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 42. } SHURTLEFF & BOUCHARD, avocats, de la ville de Coaticook, district de Saint-François, demandeurs; vs FRED WALLIS, du village de Dixville, district de Saint-François, défendeur.

SAINT FRANCIS

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 42. } SHUTLEFF & BOUCHARD, advocates, of the town of Coaticook, district of Saint Francis, plaintiffs; vs FRED WALLIS, of the village of Dixville, district of Saint Francis, defendant.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

Le lot numéro soixante-dix-neuf (79) sur le plan de cadastre et dans le livre de renvoi officiel du village de Dixville—avec les bâtisses et améliorations dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Coaticook, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, à UNE heure et DEMIE, P.M.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 11 février 1936. 971—7-2-o
[Première publication, 15 février, 1936]

Seized as belonging to the said defendant.

Lot number seventy-nine (79) on the cadastral plan and book of reference of the village of Dixville—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the Registry Office, in Coaticook, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of MARCH next, at HALF PAST ONE, P. M.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 11th of February, 1936.
[First publication, February 15th., 1936]
972—7-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, Province de Québec, No C-122664. } ALEX. PIECH, autrefois journalier et maintenant commis, des cité et district de Montréal, demandeur; vs JAKE DOBRUTSKY, des cité et district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-huit (No 18) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Sophie, dans le district de Terrebonne—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Sainte-Sophie, district de Terrebonne, le DIX-HUITIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-six, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $80.00 devra être exigé de tout offrant ou enchérisseur par le shérif du district deTerrebonne, suivant jugement rendu par l'Hon. Alfred Forest, J.C.S., le 27 janvier 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, J. W. CYR.
Saint-Jérôme, le 10 février 1936. 653—7-2-o
[Première publication, le 15 février 1936]
653—7-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, Province of Quebec, No. C-122664. } ALEX. PIECH, heretofore labourer and now clerk, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs JAKE DOBRUTSKY, of the city and district of Montreal, defendant.

As belonging to said defendant, the following immovable, to wit:

A lot of land known and designated under number eighteen (18) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Sophie, in the district of Terrebonne—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door of Sainte Sophie, district of Terrebonne, on the EIGHTEENTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty six, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $80.00 shall be required from each and every bidder by the Sheriff of the District of Terrebonne, pursuant to a judgment rendered by Hon. Alfred Forest, J.S.C., on the 27th. of January, 1936.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jérôme, February 10th., 1936.
[First publication, February 15th., 1936]
654—7-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières No 3537. } DANS une cause dans laquelle: LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DES TROIS-RIVIERES, corps légalement constitué, ayant son siège social dans les cité et district des Trois-Rivières, était demandeur; vs ERNEST HOULE, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, district des Trois-Rivières, était défendeur; et DAME BERTHA THIBAULT, épouse contractuellement séparée de biens de Ernest Houle, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, district des Trois-Rivières, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; et J.-ÉMILIEN MANSEAU, député-régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Champlain, domicilié à Sainte-Geneviève-de-Batiscan, district des Trois-Rivières, était mis-en-

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières, No. 3537. } IN a cause wherein: THE JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING TRADE OF THE DISTRICT OF TROIS RIVIERES, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in the city and district of Trois Rivieres, was plaintiff; vs ERNEST HOULE, of the city of Cap de la Madeleine, district of Trois Rivieres, was defendant; and DAME BERTHA THIBAULT, wife separate as to property by marriage contract of Ernest Houle, of the city of Cap de la Madeleine, district of Trois Rivières, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, and J. EMILIEN MANSEAU, Deputy Registrar of the Registration division of the county of Champlain, residing at Sainte Genevieve de Batiscan, district of Trois Rivières, was *mis-en-cause;* and

cause; LE COMITÉ-CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DES TROIS-RIVIERES, demandeur; et Le dit ERNEST HOULE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, Ernest Houle, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain de forme irrégulière, situé en la dite ville du Cap-de-la-Madeleine, sur et au sud-ouest du chemin public, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent cinquante-quatre (154) du cadastre d'enregistrement pour le comté de Champlain pour le Cap-de-la-Madeleine, et comprenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes: En front, par le chemin public; en profondeur, au fleuve Saint-Laurent; d'un côté, vers le nord-ouest, par la partie des lots numéros cent cinquante-cinq et cent cinquante-six du dit cadastre, c'est-à-dire tel que le terrain est clôturé dans cette ligne et, de l'autre côté vers le sud-est, par une ligne tirée en partant vis-à-vis d'un poteau pour la lumière électrique se trouvant au côté sud-est du terrain présentement décrit, en ligne droite, et de manière à laisser au surplus du dit lot restant au propriétaire voisin, la même largeur au front qu'à sa profondeur—avec la maison et allonge, la grange et écurie et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cependant il y a lieu de distraire de ce terrain déc it ci-haut la lisière de terrain qui est décrite comme suit, savoir:

a) Le terrain nord-est de la propriété de Ernest Houle, de figure rectangulaire situé entre la maison No 452 rue Notre-Dame et la ligne de division sud-ouest d'Ovila Boulard bornée en front, vers le nord-ouest de la rue Notre-Dame, sur une largeur de 20 pieds mesure anglaise, vers le nord-est, par la ligne de division entre le dit Ernest Houle et O. Boulard sur une longueur de 62 pieds et 7 pouces mesure anglaise; vers le sud-est et le sud-ouest par le résidu du lot numéro cent cinquante-quatre contenant en superficie 1252 pieds carrés faisant partie du lot No 154 du cadastre officiel du comté de Champlain de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

b) Un terrain nord-ouest du lot 154 indiqué sur le plan par les lettres D. et E fait par F.-X.-T. Berlinguet, arpenteur-gé mètre, le 24 mai, 1930, portant le No 605, de figure irrégulière, borné vers le nord-est par la ligne de division sud-ouest de Ovila Boulard sur une largeur de 20 pieds mesure anglaise, vers le sud-est par une ligne brisée indiquée sur le terrain par trois bornes en fer; vers le sud-ouest par une ligne de division entre les lots 154 et 158 du dit cadastre et vers le nord-ouest par une ligne parallèle à la ligne sud-est à une distance de 20 pieds mesure anglaise, contenant en superficie 4640 pieds carrés

c) Le terrain indiqué sur le dit plan par les lettres D. et F., de figure irrégulière, b rné vers le nord-ouest par le lot 154 sur une largeur de 20 pieds mesure anglaise, vers le nord-est par le lot 154 sur une largeur de 46 pieds mesure anglaise; vers le sud-est par le fleuve Saint-Laurent et vers le sud-ouest par le lot 158 sur une l ngueur de 15 pieds, contenant en superficie 610 pieds carrés.

Pour être vendu à la p rte de l'égli e de la paroisse Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la Madeleine, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER, mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 22 janvier 1936. 541—4-2-o
[Première publicatio n, le 25 janvier 1936]

THE JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING TRADE OF THE DISTRICT OF TROIS RIVIERES, plaintiff; The said ERNEST HOULE, defendant.

As belonging to the said defendant, Ernest Houle, the following immovable, namely:

A lot of land of irregular figure, situate in the said town of Cap de la Madeleine, on and Southwest of the public road, forming part of the lot of land known and designated under number one hundred and fifty four (154) of the official cadastre for the county of Champlain for Cap de la Madeleine, and comprising all the land contained within the following boundaries: In front by the public road, in rear, by the Saint Lawrence river, on one side, to the Northwest by the part of lots numbers one hundred and fifty five and one hundred and fifty six of said cadastre, that is to say as the land is fenced in in that line and, on the other side towards the Southeast, by a line drawn starting opposite an electric light pole situate on the Southeast side of the land presently described, in a straight line, and so as to leave to the surplus of said lot remaining to the adjoining proprietor, the same width in front as at its depth —with the house and extension, the barn and stable and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

However there must be deducted from the said lot of land hereinabove described, the strip of land which is described as follows, namely:

a) The lot of land Northeast of the property of Ernest Houle, of rectangular figure, situate between the House, No. 452 Notre Dame Street, and the Southwest division line of Ovila Boulard, bounded in front on the Northwest by Notre Dame street for a width of 20 feet English measure, on the Northeast by the division line between the said Ernest Houle and O. Boulard for a length of 62 feet and 7 inches, English measure; on the Southeast and Southwest by the residue of lot number one hundred and fifty four, containing an area of 1252 square feet forming part of lot No. 154 of the official cadastre for the county of Champlain for the parish of Cap de la Madeleine.

b) A lot of land Northwest of lot 154 shown on the plan by letters D and E, made by F. X. T. Berlinguet, land surveyor, on the 24th. of May, 1930, bearing No. 605, of irregular figure, bounded on the Northeast by the Southwest division line of Ovila Boulard for a width of 20 feet English measure, on the Southeast by a broken line indicated on the land by three iron boundaries; on the Southwest by a division line between lots 154 and 158 of said cadastre and on the Northwest by a line parallel to the Southeast line and distant therefrom 20 feet English measure, containing an area of 4640 square feet.

c) The lot of land shown on the said plan by the letters D. and F., of irregular figure, bounded on the Northwest by lot 154 for a width of 20 feet English measure, on the Northeast by lot 154 for a length of 46 feet English measure; on the Southeast by the river Saint Lawrence and on the Southwest by lot 158 for a length of 15 feet, containing an area of 610 square feet.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie Madeleine, of Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivieres, January 22nd., 1936. 542—4-2
[First publication, January 25th., 1936]

Avis divers

Avis public est donné que, conformément aux dispositions de la Loi abolissant les rentes seigneuriales, 25-26, Geo. V., Chap. 82, et du règlement No 4, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 novembre 1935, qu'un terrier des lots affectés au paiement de rentes constituées a été préparé par le secrétaire-trésorier des corporations municipales ci-dessous mentionnées et qu'il est actuellement déposé au bureau respectif de chacune de ces corporations. Ces terriers resteront ouverts à l'examen des intéressés durant les 60 jours de leur dépôt et ils seront pris en considération par les conseils municipaux aux date et séance ci-dessous mentionnées.

Les personnes qui désireront porter plainte contre les dits terriers pourront déposer leur plainte écrite au bureau de la corporation intéressée le ou avant la date ci-dessous indiquée ou porter verbalement leur plainte devant le conseil intéressé lors de la séance.

Miscellaneous Notices

Public notice is given that pursuant to the provisions of the Seigniorial Rent Abolition Act, 25-26 Geo. V, Chap. 82, and of regulation No. 4, published in the *Quebec Official Gazette* of November 2nd., 1935, that a terrier of lots affected by the payment of constituted rents has been prepared by the Secretary Treasurer of Municipal Corporations hereinbelow mentioned and that it is actually deposited in the respective office of each of the said Corporations. These terriers shall remain open for the examination of interested parties during the 60 days following their deposit and they shall be taken into consideration by the municipal councils on the date and at the meeting hereinbelow mentioned.

Persons desiring to lodge a complaint against the said terriers may deposit their complaint in writing at the office of the interested corporation on or before the date hereinbelow indicated or give their complaint verbally before the interested council at the meeting.

Corporations municipales — Municipal Corporations	Comtés — Counties	Noms et adresses des secrétaires-trésoriers — Names and address of Secretary-treasurers	Date de la séance — Date of the meeting
St-Jérusalem paroisse–parish	Argenteuil	J. W. Gall, Lachute	6 avril–April 1936.
St-Elzéar de Beauce	Beauce	J.-A. Drouin, St-Elzéar de Beauce	6 avril–April 1936.
Sts-Anges, paroisse–parish	Beauce	J.-B. Doyon, Sts-Anges	6 avril–April 1936.
St-Gabriel de Brandon, village	Berthier	L. Brissette, St-Gabriel de Brandon	16 avril–April 1936.
St-Cuthbert paroisse–parish	Berthier	Médéric Robillard, St-Cuthbert	6 avril–April 1936.
Deux-Rivières, village	Champlain	J.-T. Jacob, St-Stanislas de Champlain	4 mai–May 1936.
St-Stanislas de la Rivière des Envies paroisse–parish	Champlain	J.-T. Jacob, St-Stanislas de Champlain	4 mai–May 1936.
St-Hilarion	Charlevoix	Georges Rochefort, St-Hilarion	6 avril–April 1936.
LaMalbaie village	Charlevoix	J.-Adjutor Perron, La Malbaie	6 avril–April 1936.
Ste-Scholastique paroisse–parish	Deux-Montagnes	Sévère Landry, Ste-Scholastique	3 mars–March 1936.
St-Alexandre paroisse–parish	Iberville	Arthur Léger, St-Alexandre d'Iberville	3 février–February 1936.
St-Grégoire le Grand de Monnoir paroisse–parish	Iberville	Arthur Léger, St-Alexandre d'Iberville	3 février–February 1936.
Ste-Anne du Bout de l'Ile paroisse–parish	Jacques-Cartier	A. Dansereau, Ste-Anne de Bellevue	2 mars–March 1936.
N.-D. de Lourdes paroisse–parish	Joliette	J.-A. Robert, Ste-Elisabeth	2 mars–March 1936.
St-Germain paroisse–parish	Kamouraska	Arthur Deschesne, St-Germain de Kamouraska	6 avril–April 1936.
Laprairie paroisse–parish	Laprairie	Paul Boucher N. P., Laprairie	6 avril–April 1936.
St-Joseph de Lévis par.	Lévis	Alfred Guay, Lauzon	2 mars–March 1936.
St-Jean Port-Joli par.	L'Islet	E. M. Déchêne, St-Jean Port-Joli	4 mai–May 1936.
St-Didace paroisse–parish	Maskinongé	C.-A. Boisjoli, St-Didace	10 mars–March 1936.
St-Dunstan, Lac Beauport paroisse–parish	Québec	Chs.-E. Smith, Lac Beauport	6 avril–April 1936.
Québec Cité–City	Québec	F.-X. Chouinard, Hôtel de ville, City Hall, Quebec	10 avril–April 1936.
St-Louis de Bonsecours paroisse–parish	Richelieu	J.-B. Augé, St-Louis de Bonsecours	2 mars–March 1936.
Ste-Anne de Sorel	Richelieu	En ile Sénécal, Ste-Anne de Sorel	9 mars–March 1936.
St-Fabien paroisse–parish	Rimouski	J.-Louis Gendreau, St-Fabien	2 mars–March 1936.
St-Damase paroisse–parish	St-Hyacinthe	J.-Rodéo Bruneau N.P., St-Damase	14 avril–April 1936.
St-Joseph de Soulanges village	Soulanges	Geo. P. Montpetit, Les Cèdres	2 mars–March 1936.
Ste-Anne des Plaines par.	Terrebonne	Isidore Clément, Ste-Anne des Plaines	2 mars–March 1936.
Hudson Heights village	Vaudreuil	E.-A. Lancey, Hudson Heights	2 mars–March 1936.
Ste-Marthe paroisse–parish	Vaudreuil	J.-B. Massé, Ste-Marthe	3 février–February 1936.
St-Antoine sur Richelieu	Verchères	Benjamin Archambault, St-Antoine sur Richelieu	2 mars–March 1936.

Québec, le 12 février 1936.
Le secrétaire-trésorier du bureau de rachat des rentes seigneuriales,
985–o J.-R. FOREST.

Quebec, February 12, 1936.
J. R. FOREST,
Secretary-Treasurer of the Board of Redemption of Seigniorial Rents.
986–o

"UNITED DEBENTURE INVESTMENT CORPORATION, 1936".

Règlement No XXIV.

Que le bureau de direction de la compagnie soit réduit de cinq à trois en substituant le mot "trois" au mot "cinq" partout où il apparaît dans le Règlement No II des règlements de la Compagnie.

Daté à Montréal, ce 8ème jour de février 1936.

Le secrétaire-trésorier,

987 HUGH O'DONNELL.

"UNITED DEBENTURE INVESTMENT CORPORATION, 1936".

By-Law No. XXIV.

That the Board of Directors of the Company be reduced from five to three by substituting the word "three" for the word "five" wherever the same appears in By-Law No. II of the Company's By-Laws.

Dated at Montreal, this 8th February, 1936.

HUGH O'DONNELL,

988–o Secretary-Treasurer.

ERRATA

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE YAMASKA

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité, publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 18 et 25 janvier 1936, aux pages 203 et 500, au nom de Fernando Paquet, de la municipalité de la paroisse de Saint-Elphège, veuillez lire "sous le numéro 801", sauf à distraire de ce lot la partie vendue à la Compagnie Southern Canada Power, au lieu de "sous le numéro 803".

957

CORRECTION

Dans l'annonce de vente de terrains pour taxes, parue dans la *Gazette officielle de Québec*, les 18 et 25 janvier 1936, pour la municipalité de Saint-Malachie, comté de Papineau:

La propriété W. Barron Cooke a été décrite ainsi:

"Lot No 22B, canton Lochaber, rang 8,100 acres, taxes $36.05, propriétaire Barron-W. Cook";

Tandis qu'on devrait lire ainsi:

½ nord des lots 22A et 22B, canton Lochaber, rang 8, taxes $49.05, propriétaire W. Barron Cooke.

Papineauville, ce 11 février 1936.

Le sec.-trés. comté Papineau,

983–o ALBERT BOULAIS.

ERRATA

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF YAMASKA

In the notice of sale for taxes of said municipality, published in the *Quebec Official Gazette* of the 18th and 25th of January 1936, on pages 203 and 500, under the name of Fernando Paquet, of the municipality of the parish of Saint Elphège, read "under number 801", save and to be deducted from said lot, the part thereof sold to the Southern Canada Power Company, instead of "under number 803".

958

CORRECTION

In the sale of lands for taxes advertisement, published in the *Official Gazette of Quebec*, the 18th and 25th of January, 1936, for the municipality of Saint Malachy, county of Papineau:

The property W. Barron Cooke has been so described:

"Lot No. 22B, township of Lochaber, range 8th, 100 acres, taxes $36.05, owner Barron W. Cook";

And must be described as follows:

½ North of lots 22A and 22B, range 8th, 100 acres, taxes $49.05, owner W. Barron Cooke.

Papineauville, this 11th February, 1936.

ALBERT BOULAIS,

984–o Sec.-Treas. County of Papineau.

Lettres patentes

"Prudent Investors, Inc.—Les Financiers Prudents, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouvernuer de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1936, constituant en corporation: Ernest-J. Papillon, courtier, Paul Lesage et Jean Lesage, avocats, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire pour son propre compte l'achat, la vente ou l'échange de valeurs mobilières, actions, obligations, débentures ou titres quelconques;

Faire tous les actes conservatoires nécessaires pour la protection des titres acquis, même l'acquisition d'immeubles ou de valeurs immobilières;

Payer tous coûts, frais et impenses encourus ou contractés relativement à la promotion et à l'établissement de la compagnie, ou que la compagnie considèrera comme préliminaires, sous le nom de "Prudent Investors, Inc.—Les Financiers Prudents, Inc.".

Letters patent

"Prudent Investors, Inc.—Les Financiers Prudents, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1936, incorporating: Ernest J. Papillon, broker, Paul Lesage and Jean Lesage, advocates, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on, for its own account, the purchase, sale or exchange of movable securities, stocks, bonds, debentures or securities whatsoever;

To perform any conservatory acts which may be required for the protection of the securities acquired, even the acquisition of immovables of or immovable securities;

To pay any charges, costs or expenses incurred or contracted in connection with the promotion and establishment of the company or which the company may consider as preliminary, under the name of "Prudent Investors, Inc.—Les Financiers Prudents, Inc.".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en quinze cents (1500) actions sans valeur nominale dont sept cent cinquante (750) seront dites de la série "A" et sept cent cinquante (750) de la série "B".

Les actions de la série "A" auront droit de recevoir, à même les surplus de la compagnie, tous les dividendes de la compagnie jusqu'à concurrence d'une somme de cent dollars ($100.00) pour chaque action, avant que les actions de la série "B" n'aient droit à quelque dividende que ce soit. Lorsque les actions de la série "A" auront reçu tels dividendes, les actions des deux séries, "A" et "B", jouiront de droits égaux.

Les actions des séries "A" et "B" auront droit égal de votes aux assemblées générales et spéciales de la compagnie et leurs détenteurs pourront être directeurs. Les deux classes d'actions jouiront absolument des mêmes droits, sauf le droit aux premiers dividendes jusqu'à concurrence de la somme de cent dollars ($100.00) ci-dessus mentionnée, accordé aux actions de la série "A".

Les dites quinze cents (1500) actions sans valeur nominale constituant le capital-actions de la compagnie pourront être réparties et émises de temps à autre pour la considération qui sera fixée par les directeurs.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de sept mille cinq cents dollars ($7,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,

1009 o Sous-secrétaire de la Province.

The capital stock of the company shall be divided into fifteen hundred (1500) shares without nominal value, of which, seven hundred and fifty (750) shall be Class "A" shares and seven hundred and fifty (750) Class "B" shares.

The Class "A" shares shall be entitled to receive, out of the surplus of the company, all the company's dividends to the amount of one hundred dollars ($100.00) per each share, before the Class "B" shares shall be entitled to any dividend whatsoever. After the Class "A" shares shall have received such dividends, the two Classes "A" and "B" shares shall enjoy equal rights.

Classes "A" and "B" shares shall have equal voting rights at the general and special meetings of the company and the holders thereof shall be eligible as Directors. The two classes of shares shall enjoy absolutely the same rights, save the right to the first dividends to the amount of one hundred dollars ($100.00) hereinabove mentioned, vested in the Class "A" shares.

The said fifteen hundred (1500) shares without nominal value, constituting, the capital stock of the company, may be allotted and issued from time to time, for such consideration as may be fixed upon by the Directors.

The amount with with the company will begin its operations is seven thousand five hundred dollars ($7,500.00).

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,

1010 Assistant Provincial Secretary.

"United Debenture Investment Corporation, 1936".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de février 1936, constituant en corporation: Allan-Angus Magee, Conseil en Loi du Roi, William-Cedric Nicholson, Hugh O'Donnell, Henri-Grier Lafleur, avocats, et James-Turner Lumsden, commis, tous de la cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Acheter, acquérir, souscrire éventuellement à forfait, détenir, gager, hypothéquer, échanger, vendre, négocier et aliéner, seule ou dans des syndicats ou autrement conjointement avec d'autres, des actions, parts, obligations, débentures, actions-débentures et autres titres de créance et obligations émises ou garanties par toute corporation, compagnie, association, société, syndicat, entité, personne ou gouvernement ou autorité publique, domestique ou étrangère, et preuves de tout intérêt en rapport avec toutes telles actions, parts, bons, débentures, actions-débentures et autres titres de créance et obligations et placer et prêter des deniers à intérêt sur la garantie de propriété personnelle ou sans garantie;

(*b*) Acquérir toutes telles actions, parts, bons, débentures, actions-débentures et autres titres de créance et obligations par souscription originaire, soumission, achat, échange ou autrement y souscrire, soit d'une manière conditionnelle ou autrement et en garantir la souscription et tant que propriétaire d'iceux, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaire en rapport avec iceux;

(*c*) Faire le commerce de placements de fonds, capitalistes, financiers, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'o-

"United Debenture Investment Corporation, 1936".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1936, incorporating: Allan Angus Magee, King's Counsel, William Cedric Nicholson, Hugh O'Donnell, Henri Grier Lafleur, Advocates, and James Turner Lumsden, Clerk, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To purchase, acquire, underwrite, hold, pledge, hypothecate, exchange, sell, deal in and dispose of, alone or in syndicates or otherwise in conjunction with others, shares, stocks, bonds, debentures, debenture stock, and other evidences of indebtedness and obligations issued or guaranteed by any corporation, company, association, partnership, syndicate, entity, person or governmental or public authority, domestic or foreign, and evidences of any interest in respect of any such shares, stocks, bonds, debentures, debenture stock and other evidences of indebtedness and obligations and to invest and lend money at interest on the security of personal property or without security;

(*b*) To acquire any such shares, stocks, bonds, debentures, debenture stock and other evidences of indebtedness and obligations by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise to subscribe for the same, either conditionally or otherwise, and to guarantee the subscription thereof and while the owner thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership in respect thereof;

(*c*) To carry on business as investors, capitalists, financiers, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of

pérations financières, commerciales, mercantiles et autres, qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires de cette compagnie ou calculées pouvoir directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la compagnie;

(*d*) Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement trafiquer des propriétés mobilières et immobilières, des droits et, en particulier, de terrains, édifices, héritages, affaires ou établissements industriels et entreprises, mortgages, nantissements, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes courantes et tout intérêt dans la propriété mobilière ou immobilière et toute réclamation contre telle propriété ou contre toutes personnes ou compagnies et des privilèges et choses en litige de toutes sortes;

(*e*) Acquérir tous tels placements comme ci-dessus par souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et partiellement payés ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement, et les garantir et les souscrire conditionnellement ou autrement et soit en vue de placements ou pour reventes ou autrement varier les placements de la compagnie, et généralement vendre, échanger ou autrement disposer de, trafiquer de et rendre profitables tous les biens de la compagnie;

(*f*) Faire des avances sur tels placements comme ci-dessus, faire des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement, et, ou aider à effectuer tels placements comme susdits, donner toute garantie relativement à tous tels placements émis par ou acquis par ou de la compagnie ou autrement; recevoir de l'argent, des documents, des valeurs pour les mettre en sûreté, pour transmission ou dépôt, à intérêt ou autrement; tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets promissoires, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, lettres circulaires et autres instruments de commerce, valeurs et documents négociables ou transférables;

(*g*) Employer toute personne, firme ou corporation pour administrer la totalité ou une partie des affaires de la compagnie et employer des experts pour faire des recherches sur les conditions, projets, valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement sur tous biens, propriétés ou droits;

(*h*) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis pour les fins de la compagnie, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*i*) Promouvoir, organiser, administrer ou développer ou aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation, compagnie, syndicat, firme, société, entreprise ou industrie ou assumer, administrer et aliéner d'aucune manière quelconque tout commerce ou entreprise dans lesquels la compagnie peut être intéressée ou dans les valeurs desquels elle peut avoir placé ses fonds ou avec lesquels elle peut être en relation d'affaires;

(*j*) Offrir pour souscription publique toutes actions ou titres ou débentures ou actions-débentures ou autres valeurs ou autrement établir ou promouvoir ou aider à l'établissement ou à la promotion de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

(*k*) Garantir le paiement des dividendes ou intérêts sur les mortgages, obligations, titres, ac-

financial, commercial, trading and other operations which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property or rights;

(*d*) To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds;

(*e*) To acquire any such investments as aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise and whether or not partly paid up, and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise and either with a view to investment or for re-sale or otherwise and to carry the investments of the company and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

(*f*) To make advances upon such investments as aforesaid, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise and or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantee in relation to any such investments issued by or acquired through or from the company or otherwise, to receive money, documents, and valuables for sale, custody, transmission or deposit, at interest or otherwise, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

(*g*) To employ any individual, firm or corporation to manage, in whole or in part, the affairs of the company and to employ experts to investigate and examine into the conditions, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertaking, and generally of any assets, property or rights;

(*h*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required for the purposes of the company in such manner as from time to time may be determined;

(*i*) To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, firm, partnership, enterprise or undertaking or to take over, manage and dispose of, in any manner whatsoever, any business or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds or with which it may have business relations;

(*j*) To offer for public subscription any shares or stocks of or debentures or debenture stocks or other securities of or otherwise to establish or promote or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body;

(*k*) To guarantee the payement of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares,

tions-débentures ou autres garanties émis par, et autre contrat ou obligations de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé, et généralement faire les affaires d'une compagnie de garantie;

(*l*) Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

(*m*) Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, ayant des buts en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et pour cette fin nommer et rétribuer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents, administrer, opérer et exploiter en qualité de gérant les biens, franchises, entreprises et affaires de toute corporation dont une partie des actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, moyennant telle rémunération qui sera jugée raisonnable et à propos;

(*n*) Agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, et pour le transfert ou l'enregistrement de bons, débentures ou actions ou autres valeurs, et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises;

(*o*) Donner toute garantie, relativement aux hypothèques, obligations, débentures, actions, valeurs, certificats, prêts, placements et valeurs, soit faits ou effectués ou requis par l'intermédiaire de la compagnie ou autrement, et généralement garantir ou se porter garants pour l'exécution de tous contrats ou obligations;

(*p*) Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même les surplus et profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(*q*) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*r*) Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des propriétés réelles ou personnelles, ou du commerce ou de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme ou corporation et accepter en considération de telle vente, transfert ou aliénation des actions, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

(*s*) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(*t*) Hypothéquer, nantir, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme ga-

debentures or other securities issued by, and other contract or obligation of any company, association, undertaking or public or private body, and generally to transact all kinds of guarantee business;

(*l*) To receive money on deposit, at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds, upon such terms as may be arranged;

(*m*) To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking having objects, altogether or in part, similar to those of the company, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents to manage, operate and carry on as a manager the property, franchises, undertakings and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

(*n*) To act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, the transfer or registration of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings;

(*o*) To give any guarantee in relation to mortgages, bonds, debentures, shares, stocks, scrip, loans, investments and securities, whether made or effected or required through the Company's agency or otherwise, and generally to guarantee or become surety for the performance of any contract or obligation;

(*p*) To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the Company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies Act, any assets of the Company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other Company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the Company;

(*q*) To consolidate or amalgamate with any other Company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*r*) To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation and to accept by way of consideration for any such sale, transfer or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company;

(*s*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To remunerate any person or company, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the Company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

(*t*) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the pur-

rantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes obligations dont la compagnie est responsable ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

(*u*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus, ou qui seront rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucunes actions du capital-actions de la compagnie ou de toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou l'organisation de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

(*v*) Exercer tout autre commerce ou exploiter toute autre activité que les directeurs trouveront incidents ou avantageux à la réalisation des objets précités ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*w*) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs ci-dessus énoncés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soir comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois du Dominion du Canada;

(*x*) Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute autre firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction, qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu, toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tel contrat ou transaction, sous le nom de "United Debenture Investment Corporation 1936".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en vingt-sept mille (27,000) actions privilégiées d'une valeur au pair de cinquante dollars ($50.00) chacune, et vingt-sept mille (27,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux cent soixante et dix mille dollars ($270,000.00), et les dites vingt-sept mille (27,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair seront émises et réparties aux prix qui seront fixés de temps à autre par résolution du Bureau de direction.

Les actions privilégiées non-cumulatives, rachetables (ci-après dénommées "Actions Privilégiées") seront émises aux termes et conditions, et avec les priorités, préférences, droits, privilèges, restrictions et limitations qui suivent, à savoir:

poses of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or other obligations for which the company is responsible or any money borrowed for the purposes of the company;

(*u*) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*v*) To carry on any other business or engage in any other activity decreed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

(*w*) To pursue, exercise and carry on the objects and powers herein before set forth and all other necessary or useful objects and powers and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the Company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Dominion of Canada;

x. And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members, or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "United Debenture Investment Corporation 1936".

The capital stock of the Company is divided into twenty-seven thousand (27,000) Preferred Shares of the par value of fifty dollars ($50.00) each, and twenty-seven thousand (27,000) Common Shares having no nominal or par value, and the amount with which the Company will commence operations will be two hundred and seventy thousand dollars ($270,000.00), and the said twenty-seven thousand (27,000) Common Shares having no nominal or par value will be issued and allotted at such prices as may be fixed from time to time by resolution of the Board of Directors.

The non-cumulative redeemable preferred shares (hereinafter called the "Preferred Shares") shall be issued upon the terms and conditions, and with the priorities, preferences, rights, privileges, restrictions and limitations following, that is to say:

1. Les porteurs des dites Actions Privilégiées auront droit de recevoir à même les argents de la compagnie disponibles pour dividendes, quand et lorsque déclarés par le Bureau de direction, des dividendes privilégiés non-cumulatifs, payables en monnaie courante du Canada aux taux, n'excédant pas cinq pour cent en toute année fiscale, comme il sera déterminé par le Bureau de direction. Nuls dividendes ne seront déclarés et payés ou mis de côté pour paiement sur toutes autres actions de la compagnie en toute année fiscale excepté quand et lorsque le surplus sur le compte de revenu le permet et à moins et jusqu'à ce que des dividendes au taux maximum de cinq pour cent auront été payés ou déclarés et mis de côté sur les actions privilégiées en ce qui concerne telle année fiscale.

2. Dans le cas de liquidation ou dissolution de la compagnie, soit volontaire ou involontaire, ou pour la réorganisation de la compagnie ou autrement, ou sur toute distribution du capital, les porteurs des Actions Privilégiées auront droit de recevoir en monnaie courante du Canada à même les biens de la compagnie, avant qu'aucun paiement ou distribution ne soit fait aux porteurs de toute autre classe d'actions, le montant du capital versé sur les Actions Privilégiées détenues par eux respectivement. Après paiement tel que susdit aux porteurs des dites Actions Privilégiées, le résidu de l'actif de la compagnie sera divisé entre et payé aux porteurs des autres actions conformément à leurs droits.

3. La compagnie aura le droit en aucun temps et de temps à autre sans avis, d'acheter la totalité ou toute partie de ces actions privilégiées sur le marché ou par contrat privé à ou en bas du prix de rachat ci-après, dans les présentes, énoncé.

La compagnie aura aussi le droit, à son gré, sur avis tel que pourvu ci-après dans les présentes, de racheter en monnaie courante du Canada, la totalité ou toute partie des Actions Privilégiées à leur valeur au pair si elles sont entièrement libérées, ou au montant versé sur icelles si elles sont seulement partiellement libérées. Si la compagnie désire en aucun temps racheter moins que la totalité des Actions Privilégiées en cours, les actions à être rachetées seront choisies de la manière que le Bureau de direction déterminera à sa seule discrétion. Un avis par écrit de pas moins de trente (30) jours, du rachat de ces Actions Privilégiées sera donné par la poste, adressé aux porteurs enregistrés d'icelles, à la dernière adresse de cet actionnaire telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie, ou dans le cas où l'adresse de tel actionnaire n'apparaîtrait pas, alors, à la dernière adresse connue de cet actionnaire, spécifiant la date et l'endroit de tel rachat. Si avis de tout tel rachat est donné par la compagnie de la manière précitée et un montant suffisant pour racheter les Actions Privilégiées appelées pour rachat au prix de rachat ci-dessus mentionné, est déposé entre les mains des agents de transfert de la compagnie ou les banquiers, ou à tout autre endroit spécifié dans l'avis à ou avant la date fixée pour tel rachat, les porteurs de ces Actions Privilégiées ainsi appelées pour rachat n'auront plus dès lors aucuns droits dans ou contre la compagnie et nul autre droit excepté, sur livraison des certificats pour les Actions Privilégiées ainsi appelées pour rachat, de recevoir le paiement du prix de rachat à même les argents ainsi déposés.

Les Actions Privilégiées rachetées en outre des dispositions des présentes ne seront pas réémises.

4. Les dites Actions Privilégiées sont émises et acceptées par les porteurs d'icelles avec l'entente expresse faite et conclue entre la dite Com-

1. The holders of the said Preferred Shares shall be entitled to receive out of the moneys of the Company applicable to the payment of dividends, when and as declared by the Board of Directors, non-cumulative preferential dividends payable in Canadian currency, at such rate, not exceeding five per centum in any fiscal year, as may be determined by the Board of Directors. No dividends shall be declared and paid or set apart for payment on any other shares of the company in any fiscal year except as and when surplus on revenue account permits and unless and until dividends at the maximum rate of five per centum shall have been paid or declared and set apart upon the Preferred Shares with respect to such fiscal year.

2. In the event of the winding up or dissolution of the company, whether voluntary or involuntary, or for re-organization or otherwise, or upon any distribution of capital, the holders of Preferred Shares shall be entitled to receive in Canadian currency out of the assets of the Company, before any payment or distribution is made to the holders of any other class of stock, the capital amount paid upon the Preferred Shares held by them respectively. After payment as aforesaid to the holders of the said Preferred Shares, the remaining assets of the Company shall be divided amongst and paid to the holders of the other shares in accordance with their rights;

3. The Company shall have the right at any time, and from time to time without notice, to purchase all or part of such preferred shares in the open market or by private contract at or under the redemption price hereinafter set forth.

The Company shall also have the right, at its option, upon notice as hereinafter provided, to redeem in Canadian currency, all or any part of the Preferred Shares at the par value thereof if fully paid up, or of the amount paid up thereon if only partly paid up. If the Company desires at any time to redeem less than all the outstanding Preferred Shares, the shares to be redeemed shall be selected in such manner as the Board of Directors in its sole discretion shall determine. Not less than thirty (30) days notice in writing of the redemption of any such Preferred Shares shall be given by mail addressed to the registered holders thereof, at the last address of such holder as it appears in the books of the Company, or in the event of the address of such shareholder not appearing then at the last known address of such shareholder, specifying the date and place of such redemption. If notice of any such redemption be given by the Company in the manner aforesaid and an amount sufficient to redeem the Preferred Shares called for redemption at the redemption price above mentioned be deposited with the Company's transfer agents or bankers, or at any other place specified in the notice on or before the date fixed for such redemption, the holders of such Preferred Shares so called for redemption shall thereafter have no rights in or against the Company and no other right except, upon surrender of certificates for Preferred Shares so called for redemption, to receive payment of the redemption price out of the money so deposited.

Preferred Shares redeemed under the provisions hereof shall not be re-issued.

4. The said Preferred Shares are issued to and accepted by the holders thereof on the express understanding made and entered into between

pagnie et les actionnaires actuels et tous les futurs actionnaires d'icelle, que les dispositions précédentes pourront être modifiées ou variées, et que le capital de la compagnie pourra être augmenté ou réduit en aucun temps et de temps à autre par des Lettres Patentes Supplémentaires, et le capital augmenté pourra être divisé en plusieurs classes auxquelles seront attachés des droits, privilèges ou conditions préférentiels, différés, qualifiés ou spéciaux quant au paiement des dividendes, à la distribution de l'actif, à la votation ou autrement comme les autres actionnaires pourront déterminer à une assemblée générale, pourvu, toutefois, que toute modification des dispositions précédentes ou toute augmentation dans les Actions Privilégiées ou l'émission de toutes actions prenant rang *pari passu* avec ou avec priorité sur les dites Actions Privilégiées, ne seront pas autorisées excepté avec le consentement et l'approbation des porteurs de la majorité en valeur des dites Actions Privilégiées alors en cours, donnés à une assemblée spécialement convoquée à cette fin et confirmés par des Lettres Patentes Supplémentaires.

5. Nul porteur d'actions du capital-actions de la compagnie de toute classe quelconque n'aura aucun droit de souscrire à toutes actions ou à toute émission de valeurs convertibles en actions, à moins et excepté que les droits de souscription aux dites valeurs pourront être accordés à tout tel actionnaire par le Bureau de direction, à son gré.

6. Les Actions Ordinaires sans valeur nominale ou au pair seront sujettes aux droits et privilèges de priorité des Actions Privilégiées tel que ci-dessus énoncés.

7. A toutes les assemblées des actionnaires chaque actionnaire aura droit à autant de votes qu'il détient d'actions de la compagnie.

8. Les actions du capital-actions de la compagnie pourront être émises, réparties et autrement affectées par résolution des Directeurs aux termes et conditions que les Directeurs jugeront convenables, pourvu, toutefois, que les préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions attachés aux Actions Privilégiées et / ou ordinaires ne seront pas annulés, modifiés, révoqués ou autrement affectés d'aucune manière quelconque sauf et excepté tel que prévu dans les présentes.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de février, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1011 Sous-secrétaire de la Province.

the said Company and the present and all future shareholders thereof, that the foregoing provisions may be modified or varied, and that the capital of the Company may be increased or reduced at any time and from time to time by Supplementary Letters Patent, and the increased capital may be divided into several classes and have attached thereto any preferential, deferred, qualified or special rights, privileges or conditions as to payment of dividends, distribution of assets, voting or otherwise as the other shareholders in general meeting may determined, provided, however, that any modification of the foregoing provisions or any increase in the Preferred Shares or the issue of any shares ranking *pari passu* with or in priority to said Preferred Shares shall not be authorized except with the consent and approval of the holders of the majority in value of the said Preferred Shares then outstanding, given at a meeting specially called for that purpose and confirmed by Supplementary Letters Patent.

5. No holder of shares of the capital stock of the Company of whatsoever class shall have any right of subscription to any shares, or to any issue of securities convertible into shares, unless and except as rights of subscription thereto may be extended to any such shareholder by the Board of Directors in its discretion.

6. The Common Shares having no nominal or par value shall be subject to the prior rights and privileges of the Preferred Shares as set out above.

7. At all Meetings of the Shareholders every shareholder shall be entitled to as many votes as he holds shares of the Company.

8. The shares of the Company's capital stock may be issued, allotted and otherwise dealt with by resolution of the Directors upon such terms and conditions as the Directors may deem advisable, provided, however, that the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions attached to the Preferred and / or Common Shares shall not be cancelled, altered, repealed or otherwise dealt with in any manner whatsoever save and except as herein provided.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1012-o Assistant Provincial Secretary.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 7 février 1936.

MM. J.-Thomas Gagnon, inspecteur du comité conjoint chargé de la mise à exécution de la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction, dans la région du Lac Saint-Jean, de Jonquière: juge de paix avec juridiction sur les districts de Roberval, Chicoutimi et Sa-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 7, 1936.

Messrs. J. Thomas Gagnon, inspector of the joint committee charged with the enforcement of the Collective Labour Agreement respecting the building trade, in the region of Lake Saint John, of Jonquière: to be justice of the peace with jurisdiction over the districts of Roberval,

guenay; Joachim Lemire, marchand, et Augustin Girard, cultivateur, tous deux de Stoke: juges de paix avec juridiction sur le district de Saint-François; Zéphirin Lambert, de la cité de Trois-Rivières, ingénieur civil et ingénieur de la cité de Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district de Trois-Rivières, tous quatre aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q. 1925, chapitre 145).

M. Arthur George Garinther, de la cité de Montréal, 1425, rue Dorchester Ouest, gérant de l'Hôtel Ford, Montréal: Juge de paix avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des Tribunaux judiciaires (S. R. Q. 1925, chapitre 145). 1013-o

Chicoutimi and Saguenay; Joachim Lemire, merchant, and Augustin Girard, farmer, both of Stoke: to be justices of the peace with jurisdiction over the district of Saint Francis; Zéphirin Lambert, of the city of Trois Rivières, civil engineer and engineer of the city of Trois-Rivières: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Trois-Rivières, all four for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q. 1925, chapter 145).

Mr. Arthur George Garinther, of the City of Montreal, 1425 Dorchester Street West, manager of the Hotel Ford, in Montreal: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Montreal, for the purpose of administering the oaths only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q. 1925, chapter 145). 1014

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 5 février 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 février 1936.

Concernant la Loi abolissant les rentes seigneuriales.

376

L'Honorable Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, dans un mémoire en date du 5 février (1936), expose:

Que le Syndicat National des Rentes Seigneuriales, à sa séance en date du 22 janvier 1936, a adopté le règlement suivant:

RÈGLEMENT No 5

Considérant que l'article 38 de la Loi abolissant les rentes seigneuriales "25-26 George V, chapitre 82", permet au Syndicat National du Rachat des Rentes Seigneuriales de faire des règlements pour mettre à effet les dispositions de ladite loi;

En conséquence, il est décrété comme suit:

1.—Le bureau des commissaires pour le rachat des rentes seigneuriales peut, par résolution, étendre pour telle période qu'il juge à propos le délai accordé au secrétaire-trésorier ou au greffier intéressé, selon le cas, pour se conformer aux dispositions des articles 16 et suivants:

2.—Le secrétaire-trésorier de toute municipalité rurale doit transmettre au bureau des commissaires du rachat des rentes seigneuriales une copie certifiée du terrier qu'il est tenu d'adresser au bureau de la corporation du comté, conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi abolissant les rentes seigneuriales;

3.—Le secrétaire-trésorier ou le greffier de toute municipalité de ville ou de cité indépendante doit transmettre, dans les 10 jours de l'homologation, au bureau des commissaires du rachat des rentes seigneuriales, une copie certifiée du terrier homologué par le conseil en vertu de l'article 23 de ladite loi;

4.—Les présentes dispositions seront connues comme étant le règlement No 5;

5.—Ladit règlement entrera en vigueur après son approbation par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Orders in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council dated the 5th of February, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on the 7th of February, 1936.

Respecting the Seigniorial Rent Abolition Act.

376

The Honourable the Minister of Public Affairs, Trade and Commerce, in a memorandum dated the 5th of February, (1936), sets forth:

That the "Syndicat National des Rentes Seigneuriales" at its meeting dated the 22nd of January, 1936, adopted the following by-law:

BY-LAW No. 5.

Whereas article 38 of the Seigniorial Rent Abolition Act "25-26 George V, chapter 82", empowers the "Syndicat National du Rachat des Rentes Seigneuriales", to make by-laws to carry out the provisions of the said Act;

Therefore, it is enacted as follows:

1.—The Board of Commissioners for the Redemption of Seigniorial Rents may, by resolution, extend, for such period as it may deem proper, the delay granted to the interested secretary-treasurer or clekr, as the case may be, to comply with the provisions of articles 16 and following;

2.—The secretary-treasurer of any rural municipality shall transmit to the Board of Commissioners for the Redemption of Seigniorial Rents, a certified copy of the terrier which he is bound to transmit to the office of the county corporation, pursuant to the provisions of article 23 of the Seigniorial Rent Abolition Act;

3. The Secretary-treasurer or clerk of any independent town or city municipality shall, within 10 days of the homologation, transmit to the Board of Commissioners for the Redemption of Seigniorial Rents, a certified copy of the terrier, homologated by the Council, in virtue of article 23 of the said Act;

4.—The present provisions shall be known as being by-Law No. 5;

5.—The said By-Law shall come into force after its approval by the Lieutenant-Governor in Council, on, from and after its publication in the *Quebec Official Gazette*.

En vertu de l'article 38 de la loi abolissant les rentes seigneuriales, un tel règlement doit être soumis au Lieutenant-Gouverneur en conseil pour approbation et proclamation.

En conséquence, l'honorable Ministre recommande que ledit règlement No 5, soit approuvé.

A. MORISSET,
993-o Greffier Conseil Exécutif.

In virtue of article 38 of the Seigniorial Rent Abolition Act, such By-law must be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval and proclamation.

Therefore, the Honourable the Minister recommends that said By-Law No. 5, be approved.

A. MORISSET,
994 Clerk Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 5 février 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 février 1936.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated February 5, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on February 7, 1936.

Concernant la Loi des Etablissements Industriels et Commerciaux.

Respecting the Industrial and Commercial Establishments Act

No 339

No. 339

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire, en date du 5 février (1936), recommande:

Que les arrêtés ministériels Nos 1953 et 2372 des 19 juillet et 22 août 1935, amendant les règlements en exécution de la Loi des Etablissements Industriels et Commerciaux (S. R. Q., 1925, ch. 182 et amendements), soient rappelés.

Certifié,
A. MORISSET,
1001-o Greffier Conseil Exécutif.

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated February 5, 1936, recommends:

That the orders in council Nos. 1953 and 2372 of the 19th of July and 22nd of August, 1935, amending the regulations adopted for the carrying out of the Industrial and Commercial Establishments Act (S. R. Q., 1925, ch. 182 and amendments), be revoked.

Certified,
A. MORISSET,
1002-o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 12 février 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 14 février 1936.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated February 12, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on February 14, 1936.

Concernant les ouvriers tôliers

Concerning the Sheet Metal Workers.

No 422

No. 422

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 12 février (1936), expose:

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 4, de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail 24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64, la "Montreal Sheet Metal Workers' Union", lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART;

Geo.-W. Reed and Company, Limited, 4107 rue Richelieu, Montréal; Easter Steel Products, Limited, 1335 Avenue Delorimier, Montréal; Henderson Barwick Company, Limited, 1087 rue Smith, Montréal; Ventilating and Blow Pipe Company, Limited, 174 rue Saint-Maurice, Montréal; Forget-Powell Company, 5771 Boulevard Saint-Laurent, Montréal; Douglas Bros., 1178 rue Benoit, Montréal;

Et, D'AUTRE PART:

La "Montreal Sheet Metal Workers' Union", 1405 rue Bishop, Montréal;

soit rendue obligatoire pour les employés et les employeurs des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I.—Définition des termes:

a) Ouvrier tôlier: un ouvrier qualifié qui peut construire, façonner et fabriquer du métal en feuille et des matériaux d'alliage selon les besoins du métier de travailleur de métal en feuille dans toutes ses classes; tous les employés de cette

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated February 12, (1936) sets forth:

Whereas, pursuant to Article 4 of the Collective Labour Agreements' Extension Act, 24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64, the Montreal Sheet Metal Workers' Union has presented to him a request to the effect that the Collective Labour Agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Geo. W. Reed and Company, Ltd., 4107, Richelieu St., Montreal; Eastern Steel Products, Limited, 1335, Delorimier Avenue, Montreal; Henderson Barwick Company, Limited, 1087 Smith Street, Montreal; Ventilating and Blow Pipe Company, Limited, 714 Saint Maurice Street, Montreal; Forget-Powell Company, 5771 Saint Lawrence Boulevard, Montreal; Douglas Bros., 1178 Benoit Street, Montreal.

And, ON THE OTHER PART:

The Montreal Sheet Metal Workers' Union, 1405 Bishop Street, Montreal;

be rendered obligatory for the employees and the employers of the trades concerned according to the following conditions:

I.—Definition of the terms;

a) Sheet metal mechanic: a skilled workman who understands constructing, developing and fabricating sheet metal and allied materials of the sheet metal trade, in all its ramifications. All employees in this classification shall be regarded

classe seront considérés comme des ouvriers de première classe et recevront un salaire minimum horaire de $0.60;

b) Assembleur: un ouvrier qui possède une connaissance et une expérience partielles de la manutention, la disposition et l'assemblage des métaux en feuille et des matériaux d'alliage sous la surveillance d'un ouvrier tôlier; les employés de cette catégorie seront considérés comme des employés de 2ième classe et recevront un salaire minimum horaire de $0.45.

c) Opérateur de machine: un ouvrier qui possède les connaissances et l'expérience nécessaires pour l'ajustage d'une machine dans le but de procéder à l'opération à exécuter et qui peut conduire cette machine de façon qualifiée et procéder ainsi à tout travail qui peut être exécuté à la machine. Tous les employés de cette catégorie seront considérés comme des ouvriers de 2ième classe et recevront un salaire minimum horaire de $0.45.

d) Aide-ouvrier tôlier: un ouvrier qui travaille comme aide, qui facilite et prépare le travail des ouvriers plus ou moins qualifiés. Les employés de cette catégorie seront considérés comme des ouvriers de 3ième classe et recevront un salaire minimum horaire de $0.35.

e) Apprenti-ouvrier tôlier; une personne liée par un contrat dans le but de faire 4 années d'apprentissage pour apprendre le métier sous la direction d'un ouvrier parfaitement qualifié. Un apprenti ne pourra signer un tel contrat s'il a moins de 16 ans et s'il a plus de 20 ans; aucun salaire minimum n'est fixé pour les employés de cette catégorie. Un seul apprenti est autorisé par chaque cinq mécaniciens de métal en feuille dans chaque métier.

II.—Tout travail supplémentaire sera rémunéré à raison de salaire et quart par rapport au salaire régulier; toutefois, cette rémunération supplémentaire ne pourra être payée que si l'ouvrier a déjà travaillé durant 8 heures.

III.—Juridiction.

a) Juridiction territoriale: la juridiction territoriale déterminée par la présente convention s'étend à toute la province de Québec.

b) Juridiction industrielle: la fabrication des articles suivants ne sera pas régie par l'arrêté ministériel approuvant la présente requête, si elle est faite suivant les méthodes de production massive et ne constitue pas une concurrence: bouilloires de poêle en tôle galvanisée, boîtes au lait, gobelet, boîtes de premiers secours, boîtes à serviettes, réfrigérateurs, rafraîchissements à l'eau, bidons de 10 gallons ou moins, boîtes en fer blanc et ustensiles en tôle galvanisée, poubelles, chaudières à laver, cuves à laver, seaux, burettes à l'huile, arrosoirs, auges à charbon, ustensiles de cuisine et à cuisson.

IV.—La durée du travail sera de 8 heures par jour et de 44 heures par semaine; la journée régulière de travail sera de 7.00 a.m. à 5.00 p.m., mais cette distribution de la durée du travail n'est pas strictement obligatoire.

V.—Les employeurs pourront employer des ouvriers dont la capacité de travail est diminuée par l'âge ou des infirmités et leur payer un salaire inférieur aux taux mentionnés à l'article 1 de la présente requête; toutefois, le nombre de ces ouvriers dans un atelier ne pourra être supérieur à 1 par 10 ouvriers d'un métier déterminé.

VI.—Les dispositions de la présente convention ne seront en vigueur que lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil aura décidé par arrêté ministériel, qu'elles s'appliquent à tous les employeurs de l'industrie visée et dans toute la juridiction territoriale déterminée à l'article III de la présente requête.

as first class and be paid a minimum wage rate of $0.60 an hour.

b) Assembler: a workman with a partial knowledge and experience of working, placing or assembling together sheet metal and allied materials of the sheet metal trade, under the supervision of a sheet metal mechanic. All employees in this classification shall be regarded as 2nd class and be paid a minimum wage rate of 45c an hour.

c) Machine operator: a workman having the necessary knowledge and experience to set up a machine for the operation to be performed and operate in skilful manner any work within the capacity of the machine. All employees in this classification shall be regarded as 2nd class and be paid a minimum wage rate of 45c an hour.

d) Sheet metal helper: a workman who lends aid or gives useful assistance. One who forwards or promotes the work of a more or less experienced workman. All employees in this classification shall be regarded as 3rd class and be paid a minimum wage rate of 35c an hour.

e) Sheet metal apprentice: One bound by an agreement to serve four years to learn the trade under a thoroughly competent master. No agreement for apprenticeship shall be entertained before the apprentice shall have attained the age of 16 years or after 20 years of age. No wage rate shall govern in this classification. One apprentice shall be allowed to every five sheet metal mechanics in each shop.

II.—Overtime shall be paid at the rate of time and a quarter of the regular rates but shall be applicable in no case until eight hours have been already worked.

III.—Jurisdiction:

a) Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction covered by this agreement shall comprise and include the entire Province of Quebec.

b) Industrial jurisdiction: The manufacture of the undernoted articles is hereby declared exempt from application of the provisions of this agreement when same are manufactured on a quantity production basis and are not of a competitive nature, namely: galvanized range boilers, milk cans, drinking pails, first-aid boxes, towel boxes, refrigerators, water coolers, shipping containers of 10 gal. capacity and less, tin and galvanized wares, (garbage cans, wash boilers, wash tubs, pails, oil cans, watering pots, coal hods, cooking and kitchen utensils).

IV.—The duration of labour shall be of 8 hours a day and 44 hours a week; the regular daywork is to be divided between 7.00 a.m. and 5.00 p.m., but such period of hours shall not be strictly obligatory.

V.—The employers shall have the privilege of employing workmen incapacitated by reason of age or infirmity at a wage rate less than the specified figure, but not more than one such man to each ten regular men in his trade.

VI.—The provisions of this agreement shall be of no effect until an Order in Council shall have been passed by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, ordering that this agreement shall apply to and be binding upon all employers and employees engaged in said industry within the territorial jurisdiction specified in the article III of the present agreement.

VII.—Il est expressément stipulé et convenu que tout contrat passé entre des employeurs et des contracteurs généraux, propriétaires privés ou autres, avant la mise en vigueur du présent arrêté ministériel, sont par les présentes déclarés exempts et non assujettis aux dispositions de cette convention.

Aucun employé ne devra subir de réduction dans son salaire actuel, en raison de la présente convention.

VIII.—La présente convention sera en vigueur à compter de la date de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête jusqu'au 31 mars 1936.

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaire et à la durée du travail, pour les métiers concernés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 décembre 1935 et que des corrections ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec* des 14 décembre 1935 et 4 janvier 1936;

Attendu que l'honorable Ministre a reçu toutes les objections que les intéressés ont désiré formuler contre ladite requête;

L'honorable Ministre recommande son acceptation conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64 avec, toutefois, les modifications suivantes:

1. Le paragraphe "*a*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"*a*) Juridiction territoriale:—La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend l'île de Montréal, l'île Bizard et les comtés de l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly et Verchères."

2. L'alinéa suivant est ajouté à la suite du paragraphe "*b*" de l'article III:

"La présente convention ne s'applique pas à l'industrie de la construction d'avions."

Certifié,
A. MORISSET,
1003–o Greffier Conseil Exécutif.

VII.—It is expressly stipulated and agreed that all contracts entered into by the first party with general contractors, private owners or otherwise previously to the passing of the foresaid Order in Council are hereby declared exempt from and unaffected by the provisions of this agreement.

No employee shall suffer reduction in his present wage rate by reason of effecting this agreement.

VIII.—This agreement shall be in force from and after the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present request and shall remain in force until the 31st of March, 1936.

Whereas the provisions relating to the rate of wages and the duration of labour for the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired preponderant significance and importance;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of the 7th of December, 1935 and that corrections have been published in the *Quebec Official Gazette* of the 14th of December, 1935 and 4th of January, 1936;

Whereas the Honourable Minister received all the objections the interested parties desired to make against the said request;

The Honourable Minister recommends the approval of the said request in conformity with the provisions of Article 4 of the Act 24 Geo. V, chapter 56 amended by 25-26 Geo. V, chapter 64, with however, the following modification:

1. Subsection "*a*" of section III is replaced by the following:

"*a*) Territorial jurisdiction: the territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the Island of Montreal, Island Bizard, and the counties of L'Assomption, Terrebonne, Laval, Two Mountains, Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly and Verchères."

2. The following paragraph is added after Subsection "*b*" of section III:

"The present agreement does not apply to the aircraft industry."

Certified,
A. MORISSET,
1004–o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 12 février 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 14 février 1936.

Concernant l'industrie de la confection pour hommes et garçons.

No 423

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 12 février (1936) expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, chapitre 56 amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64), les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 564 du 27 février 1935, modifié par les arrêtés Nos 837 du 27 mars, 2024 du 24 juillet et 2781 du 2 octobre 1935—convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons—lui ont demandé la nouvelle modification suivante dudit arrêté:

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated February 12, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on February 14, 1936.

Concerning the men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec.

No. 423

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated February 12, (1936) sets forth:

Whereas, pursuant to Article 5 of the Collective Labour Agreements Extension Act, (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64) the contracting parties of the Collective Labour Agreement declared obligatory by Order in Council No. 564 of the 27th of February, modified by Orders Nos. 837 of the 28th of March, 2024 of the 24th of July, and 2781 of the 2nd of October 1935—extension of a Collective Labour Agreement relating to the Men's and Boys' clothing Industry in the Province of Quebec—have requested him the following modification of the said Order:

L'article V-*d* suivant est ajouté à la suite de l'article V-*c*:

"V-*d*. Le nombre d'apprentis par rapport à celui des ouvriers qualifiés est limité comme suit:

Le nombre des apprentis d'une manufacture de la Zone 1 ne doit pas excéder 7½% du nombre total des employés de cette manufacture;

Le nombre des apprentis d'une manufacture de la Zone 2 ne doit pas excéder 20% du nombre total des employés de cette manufacture;

Le nombre des apprentis des manufactures de la Zone 3 ne doit pas excéder 25% du nombre total des employés de cette manufacture."

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 4 janvier 1936 et que le soussigné a reçu toutes les objections que les intéressés ont désiré formuler contre ladite requête;

L'honorable Ministre recommande l'acceptation de ladite requête conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56 amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64 avec, toutefois, les modifications suivantes:

Les paragraphes suivants sont ajoutés à la suite de l'article V-*d*;

"Un employeur ne doit pas, à moins de justes raisons, congédier ou suspendre un apprenti ou un ouvrier qualifié, afin de le remplacer par un apprenti moins expérimenté ou d'une classe inférieure.

Dans les établissements employant un pourcentage d'apprentis supérieur à celui mentionné plus haut, le manufacturier devra, conformément aux dispositions du présent arrêté, pourvoir à la promotion de tels apprentis en vue de réduire éventuellement le nombre d'apprentis employés conformément aux restrictions indiquées de manière à éviter la désorganisation d'une manufacture ou d'un de ses départements.

Zones II et III.—Un manufacturier dont la production exige l'emploi d'ouvriers additionnels, mais qui n'est pas en mesure de se procurer la main-d'œuvre qualifiée suivant les taux établis par le présent arrêté, peut demander au président du comité conjoint un permis spécial l'autorisant à augmenter le nombre de ses apprentis. Le président peut agréer cette requête pourvu que le nombre ordinaire d'apprentis n'excède pas 10% du nombre total d'ouvriers de cet établissement.

Les enleveurs de faufilures sont exclus de tous pourcentages mentionnés plus haut.

Certifié,

A. MORISSET,

1005–o Greffier du Conseil Exécutif.

The Article V-*d* is added after Article V-*c*:

"V-*d*. The number of apprentices in relation with that of qualified workers is limited as follows:

In Zone 1, the number of apprentices in a factory shall not exceed 7½% of the total number of employees of that factory;

In Zone 2, the number of apprentices in a factory shall not exceed 20% of the total number of employees of that factory;

In Zone 3, the number of apprentices in a factory shall not exceed 25% of the total number of employees of that factory."

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of the 4th of January 1936 and the Honourable the Minister of Labour received all the objections the interested parties desired to make against the said request;

The Honourable the Minister of Labour recommends the approval of the said request in conformity with the provisions of Section 5 of the Act 24 Geo. V, ch. 56 amended by 25-26 Geo. V, ch. 64 with however the following amendments.

The following paragraphs are added after Section 5*d*: "Except for just causes, no employer shall discharge or suspend a qualified worker or apprentice to replace same with an apprentice of less experience or lower standing.

In establishments where a higher percentage of apprentices than aforesaid is presently employed, the manufacturer shall provide, according to the present Order, for the gradual promotion of such apprentices, with a view of eventually bringing the number of apprentices employed within the restrictions aforesaid and thereby avoiding the disruption of an established factory or any department thereof.

Zones II and III: A manufacturer whose production necessitates the employment of additional workers but who is unable to obtain sufficient qualified workers at the rates specified in the present Order in Council, may apply to the Chairman of the Joint Committee for a special permit allowing him to increase the number of his apprentices. The Chairman of the Joint Committee may grant such a request provided that the additional number of apprentices employed does not exceed 10% of the total number of employees in the factory.

Basting pullers are not to be included in any of the percentages quoted above.

Certified,

A. MORISSET,

1006–o Clerk of the Executive Council.

Ministère de l'agriculture

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ÉLEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Chicoutimi, sous le nom de "Syndicat Bergeron Saint-Nazaire", dont le principal bureau est situé dans la paroisse de Saint-Nazaire, Cté Chicoutimi.

Le sous-ministre de l'Agriculture,

1017–o J.-ANTONIO GRENIER.

Department of Agriculture

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Chicoutimi, under the name of "Syndicat Bergeron Saint Nazaire", the head office of which is situated in the parish of Saint Nazaire, Co. Chicoutimi.

J. ANTONIO GRENIER,

1018 Deputy Minister of Agriculture.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : ALBERT LALIBERTÉ, de la paroisse de Saint-David, comté de Lévis, ingénieur civil, contre LOUIS-PHILIPPE GAGNON, de la paroisse de Saint-David, comté de Lévis, à savoir:

No 31469.

Les lots Nos 206 (deux cent six), 207 (deux cent sept), 208 (deux cent huit), 209 (deux cent neuf), 210 (deux cent dix), 211 (deux cent onze), 212 (deux cent douze), 213 (deux cent treize), 214 (deux cent quatorze), 215 (deux cent quinze), 216 (deux cent seize), 217 (deux cent dix-sept), partie de 218 (deux cent dix-huit, partie), et partie de la rue Loterie, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Aube-Rivière, comté de Lévis, étant un immeuble situé dans ladite paroisse, du côté sud du chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David de l'Aube-Rivière, comté de Lévis, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain, 1936, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L. LAPIERRE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 12 février 1936. 1015—7-2-o

[Première publication, 15 février 1936]
[Deuxième publication, 29 février 1936]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: ALBERT LALIBERTE, of the parish of Saint David, county of Levis, civil engineer; against LOUIS-PHILIPPE GAGNON, of the parish of Saint David, county of Levis, to wit:

No. 31469.

Lots Nos. 206 (two hundred and six),207(two hundred and seven), 208 (two hundred and eight), 209 (two hundred and nine), 210 (two hundred and ten), 211 (two hundred and eleven), 212 (two hundred and twelve), 213 (two hundred and thirteen), 214 (two hundred and fourteen), 215 (two hundred and fifteen), 216 (two hundred and sixteen), 217 (two hundred and seventeen), part of 218 (Part two hundred and eighteen), and part of Loterie Street, of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an immovable situate in the said parish, on the south side of the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 12, 1936. 1016—7-2-o

[1st publication, February 15th., 1936]
[Second publication, February 29th, 1936]

Index de la Gazette officielle de Québec, No 7

ANNONCEURS:—AVIS AUX— 713

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la Loi abolissant les rentes seigneuriales 803
Concernant la Loi des Etablissements Industriels et Commerciaux 804
Concernant les ouvriers tôliers 804
Concernant l'industrie de la confection pour hommes et garçons 806

ASSURANCES:—

Bankers & Shippers Insurance Co 776
Kopaigorod and Kalus Mutual Benefit Association 776
La Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame des Bois 776
La Suisse, Compagnie Anonyme d'Assurances Générales 776
Svea Fire & Life Ins. Co 776

AVIS DIVERS:—

Loi abolissant les rentes seigneuriales 795
United Debenture Investment Corporation 1936 796

BUREAUX-CHEFS:—

Champlain News Co., Ltd. 782
Sommer Building Corporation 782
T. Michon, Inc 782
Traders and Importers, Limited 782

Index of the Quebec Official Gazette, No. 7

ADVERTISERS:—NOTICE TO— 713

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the Seigniorial Rent Abolition Act 803
Respecting the Industrial and Commercial Establishments Act 804
Respecting the sheet metal workers 804
Respecting the men's and boy's clothing industry 806

INSURANCES:—

Bankers & Shippers Insurance Co 776
Kopaigorod and Kalus Mutual Benefit Association 776
La Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame des Bois 776
Switzerland General Insurance Company 776
Svea Fire & Life Ins. Co 776

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Seigniorial Rent Abolition Act 795
United Debenture Investment Corporation 1936 796

CHIEF-OFFICES:—

Champlain News Co., Ltd. 782
Sommer Building Corporation 782
T. Michon, Inc 782
Traders and Importers, Limited 782

CHARTES—ABANDON DE:—

Debentures, Ltd 778
Donat Baribeau & Fils, Ltée 779
Larkin, Ménard and Company 779
Libby Lake Power Co., Limited 779
The Shawinigan Arena Company 779

CHARTERS:—SURRENDER OF:—

Debentures, Ltd 778
Donat Baribeau & Fils, Ltée 779
Larkin, Ménard and Company 779
Libby Lake Power Co., Limited 779
The Shawinigan Arena Company 779

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont 780
Association des Chiropraticiens de la province de Québec, Inc 775
Hampstead, ville de— 773
Lachine, cité de— 773
Lachute, ville de *et al* 781
La Tuque, ville de— 774
Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix 775
Les Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains 773
Mont-Royal, ville de 781
Syndics de la paroisse de Saint-Germain-d'Outremont 774
Victoriaville, corporation de:— 780

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont 780
Chiropractors Association of the Province of Quebec, Inc 775
Hampstead, town of— 773
Lachine, city of— 773
Lachute, town of *et al* 781
La Tuque, town of— 774
Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix 775
Les Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains 773
Mount Royal, town of— 781
Trustees of the parish of Saint Germain of Outremont 774
Victoriaville, corporation of:— 780

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Courcelles, munic. scolaire 772
Lac-des-Seize-Iles, munic. scolaire 772
Namur, munic. scolaire protestante 772
Sainte-Sabine, munic. scolaire 772
Val d'Or, munic. scolaire du village 773

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Courcelles, school munic 772
Lac-des-Seize-Iles, school munic 772
Namur, Protestant school munic 772
Sainte Sabine, school munic 772
Val d'Or, school munic. of the village 773

ERRATA:—

Papineau, munic. du comté 796
Yamaska, munic. du comté 796

ERRATA:—

Papineau, munic. of the county 796
Yamaska, munic. of the county 796

LETTRES PATENTES:—

B. & C. Holding Co., Ltd 714
Champlain News Co., Ltd. 715
Consumers Wholesale Grocers, Inc 718
Debway Hat Co., Inc 720
East Angus Shoe Co., Ltd 760
Economy Sales, Limited 722
German Club Harmonia, Inc.—Deutscher Verein Harmonia, Inc. 723
Giroux et Compagnie, Limitée 723
Grand Sporting Club, Inc 764
Harrison Company 725
Hodge Auto Parts, Limited 727
Imperial Warehousing Co., Ltd 730
Institut d'Hygiène Sociale des Trois-Rivières, Inc. 765
Investors and Traders, Inc 731
J.-A. Gagnon, Incorporée 733
Jubilee Gold Exploration Syndicate, Ltd. 734
Jules Paradis, Limitée 735
La Fédération des Journalistes Canadiens, Inc. 736
Minéraux et Pétroles de Gaspé Compagnie Ltée 737
Myerson Silks, Incorporated 738
National Jewellers, Limited 739
O. K. Sporting Club, Inc. 765
Pastime Publishing Co., Ltd. 740
Prudent Investors Inc.—Les Financiers Prudents, Inc 796
Rural Property Corporation 741
Schoppel-Sherbacow, Limited 742
Simplex Piston Rings, Limited 744
Standard Clothing Co., Ltd. 745
Superior Distributors, Incorporated 747
The Fannie Shoppe, Ltd 750

LETTERS PATENT:—

B. & C. Holding Co., Ltd 714
Champlain News Co., Ltd. 715
Consumers Wholesale Grocers, Inc 718
Debway Hat Co., Inc 720
East Angus Shoe Co., Ltd 760
Economy Sales, Limited 722
German Club Harmonia, Inc.—Deutscher Verein Harmonia, Inc. 723
Giroux et Compagnie, Limitée 723
Grand Sporting Club, Inc 764
Harrison Company 725
Hodge Auto Parts, Limited 727
Imperial Warehousing Co., Ltd 730
Institut d'Hygiène Sociale des Trois-Rivières, Inc. 765
Investors and Traders, Inc 731
J.-A. Gagnon, Incorporée 733
Jubilee Gold Exploration Syndicate, Ltd. 734
Jules Paradis, Limitée 735
La Fédération des Journalistes Canadiens, Inc 736
Minéraux et Pétroles de Gaspé Compagnie Ltée 737
Myerson Silks, Incorporated 738
National Jewellers, Limited 739
O. K. Sporting Club, Inc. 765
Pastime Publishing Co., Ltd. 740
Prudent Investors Inc.—Les Financiers Prudents, Inc 796
Rural Property Corporation 741
Schoppel-Sherbacow, Limited 742
Simplex Piston Rings, Limited 744
Standard Clothing Co., Ltd. 745
Superior Distributors, Incorporated 747
The Fannie Shoppe, Ltd 750

The Old Paris Drug Co. of Canada, Ltd— La Cie des Drogues du Vieux Paris au Canada, Ltée ... 752
T. Michon, Inc ... 767
Topeca Club, Incorporated ... 752
United Auto Parts of Quebec, Limited ... 753
United Debenture Investment Corporation 1936 ... 797
Vincent & Croteau, Inc ... 762
Wenger's, Limited ... 755
Westmount Holdings, Ltd ... 757

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Diamond Ladies Wear Co., Inc ... 769
Dowie Realty Corporation ... 770
Dwyer Elbow Lake Mining Syndicate, Ltd ... 769
James Tellier, Limited ... 770
Laval Taxis, Limited ... 771
Les Fonderies Nationales de Pont-Rouge, Ltée ... 771
Premier Shoes, Inc ... 771

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de beurre de Sainte-Anne-des-Plaines ... 781
Syndicat Bergeron Saint-Nazaire ... 807

MINUTES DE NOTAIRES:—

Coupal, Pacôme-G ... 778

NOMINATIONS:—

Diverses ... 802

ORDRE DE COUR:—

Cimon vs Côté-Martin ... 779

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Marin, Adélard ... 777

VENTES POUR TAXES:—

Courville, ville de— ... 785
Donnacona, ville de— ... 784
Drummondville, cité de— ... 783
Lauzon, ville de— ... 785
Richelieu, munic. du comté ... 783
Shawinigan-Falls, cité de— ... 784

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Fréchette vs Grandmont ... 786
Laferté vs Champagne ... 786

JOLIETTE:—

Lessard vs Pichette ... 786
Melançon vs Thibodeau *et al* ... 787

MONTRÉAL:—

Burgon & Ball, Ltd vs Decatur ... 788
Catelli vs Bloom *et al* ... 789
Charbonneau *et al*, vs Théberge ... 787
Hotte vs Meunier dit Lagacé ... 788
Mackay vs Leonard ... 789
Marier vs Bourgault *et al* ... 788
Pilon vs Brisebois ... 790

The Old Paris Drug Co. of Canada, Ltd— La Cie des Drogues du Vieux Paris au Canada, Ltée ... 752
T. Michon, Inc ... 767
Topeca Club, Incorporated ... 752
United Auto Parts of Quebec, Limited ... 753
United Debenture Investment Corporation 1936 ... 797
Vincent & Croteau, Inc ... 762
Wenger's, Limited ... 755
Westmount Holdings, Ltd ... 757

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Diamond Ladies Wear Co., Inc ... 769
Dowie Realty Corporation ... 770
Dwyer Elbow Lake Mining Syndicate, Ltd ... 769
James Tellier, Limited ... 770
Laval Taxis, Limited ... 771
Les Fonderies Nationales de Pont-Rouge, Ltée ... 771
Premier Shoes, Inc ... 771

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de beurre de Sainte-Anne-des-Plaines ... 781
Syndicat Bergeron Saint Nazaire ... 807

NOTARIAL MINUTES:—

Coupal, Pacôme-G ... 778

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous ... 802

RULE OF COURT:—

Cimon vs Côté-Martin ... 779

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Marin, Adélard ... 777

SALES FOR TAXES:—

Courville, town of— ... 785
Donnacona, town of— ... 784
Drummondville, city of— ... 783
Lauzon, town of— ... 785
Richelieu, municipality of the county ... 783
Shawinigan Falls, city of ... 784

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Fréchette vs Grandmont ... 786
Laferté vs Champagne ... 786

JOLIETTE:—

Lessard vs Pichette ... 786
Melançon vs Thibodeau *et al* ... 787

MONTREAL:—

Burgon & Ball, Ltd vs Decatur ... 788
Catelli vs Bloom *et al* ... 789
Charbonneau *et al* vs Théberge ... 787
Hotte vs Meunier dit Lagacé ... 788
Mackay vs Leonard ... 789
Marier vs Bourgault *et al* ... 788
Pilon vs Brisebois ... 790

The Prudential Ins. Co. of America vs Mace 790
The Prudential Ins. Co. of America vs Trottier *et vir* 790

QUÉBEC:—

Laliberté vs Gagnon 808

RICHELIEU:—

Phaneuf vs Joyal *et al* 791

RIMOUSKI:—

Goulet vs Goulet 792

ROBERVAL:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Pedneault 792

SAINT-FRANÇOIS:—

Shurtleff *et al*, vs Wallis 792

TERREBONNE:—

Piech vs Dobrutsky 793

TROIS-RIVIÈRES:—

Le Comité-Conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Trois-Rivières vs Houle 793

The Prudential Ins. Co. of America vs Mace 790
The Prudential Ins. Co. of America vs Trottier *et vir* 790

QUEBEC:—

Laliberté vs Gagnon 808

RICHELIEU:—

Phaneuf vs Joyal *et al* 791

RIMOUSKI:—

Goulet vs Goulet 792

ROBERVAL:—

The Canadian Farm Loan Board vs Pedneault 792

SAINT FRANCIS:—

Shurtleff *et al*, vs Wallis 792

TERREBONNE:—

Piech vs Dobrutsky 793

TROIS-RIVIERES:—

The Joint Committee of the Building trade of the district of Trois Rivières vs Houle 793

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.